

SENAT
COMMISSION
DES FINANCES

COMMISSION des Finances (année 1887).

Nommée le 2 avril 1887.

MM.

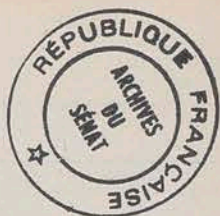
1 ^{er} BUREAU	{ LÉON SAY. <i>Président.</i> BÉRAL.
2 ^e BUREAU	{ CORDIER. BARON LE GUAY.
3 ^e BUREAU	{ TIRARD. <i>Vice</i> CUVINOT.
4 ^e BUREAU	{ FAYE. <i>Mazeau</i> MAZEAU. <i>Challanet-Lacour</i>
5 ^e BUREAU	{ CHARLES MERLIN. BARBEY. <i>Pons-Mondet.</i>
6 ^e BUREAU	{ DE FREYCINET. GOUIN. <i>Vice Président</i>
7 ^e BUREAU	{ HUGOT. <i>Secrétaire.</i> LOUBET. <i>Bozerian</i>
8 ^e BUREAU	{ PAUL DEVÈS. TEISSERENC DE BORT.
9 ^e BUREAU	{ ERNEST BOULANGER. PÉNICAUD.

La Commission des Finances (année 1887), a nommé

Président : M. TIRARD.

Vice-Présidents : MM. FAYE, TEISSERENC DE BORT.

Secrétaires : MM. LOUBET, PÉNICAUD, BÉRAL.



Séance du 4 Avril 1887.

Présidence de M. Cessereau de Port
Doyen d'âge.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Barbey, Béral, Boulanger,
Cuniot, Deris, Faye, de Freycinet, Hugot,
Gouin, Baron Le Guay, Loubet, Mazeau,
Merlin, Penicaud, Léon Say, Eirard, Cessereau.

L'ordre du jour appelle la constitution
du bureau pour l'année 1887.

Il est d'abord procédé à l'élection du
Président.

Cette opération donne les résultats suivants:

Nombre des votants	17
Majorité absolue	9
Ont obtenu:	
M. M. Eirard	11 voix
" " de Freycinet	1 —
" " Léon Say	1 —

M. Eirard, ayant obtenu la majorité
des suffrages, est proclamé Président.

L'élection des deux vice-présidents
donne les résultats suivants:

Nombre des votants	17
Majorité absolue	9
Ont obtenu:	
M. M. Faye	16 voix
" Cessereau de Port	8 —
" Merlin	1 —
" Gouin	2 —
" Deris	2 —

M. Faye, ayant obtenu la majorité des
suffrages, est élu vice-président.

Un deuxième tour de scrutin donne les résultats suivants:

Nombre des votants — 17

Majorité absolue — 9

Ont obtenu:

M. M. Essereuc de Port — 15 voix

Bulletin blanc — 1 —

En conséquence, M. Essereuc de Port est nommé vice-président.

Il est ensuite procédé à l'élection des trois secrétaires:

Nombre des votants — 17

Majorité absolue — 9

Ont obtenu:

M. M. Loubet — 14 voix

" Pénicaud — 13 —

" Héral — 11 —

" Curviot — 7 —

" Hugot — 5 —

M. M. Loubet, Pénicaud et Héral sont élus secrétaires.

Le bureau définitif pour 1887 se trouve donc ainsi constitué:

Président: M. Eirard

Vice-présidents: M. M. Faye et Essereuc de Port.

Secrétaires: M. M. Loubet, Pénicaud, Héral.

M. le Doyen d'âge invite M. le Président à venir le remplacer au fauteuil de la présidence.

Présidence de M. Eirard.

M. le Président, après avoir remercié la commission, donne la parole à M. Héral pour la lecture d'un rapport.

M. Héral donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au ministre du Commerce et de l'industrie, sur l'exercice 1886, un crédit supplémentaire de 1.600.000 francs pour

les encouragements aux pêches maritimes.

Le rapport est adopté.

M. le Président dit qu'il reste un projet de loi sur lequel la dernière commission n'a pas statué, et qui est relatif à l'ouverture, sur l'exercice 1886, d'un crédit extraordinaire de 200.000 frs pour la participation de l'Etat à l'assainissement de la ville de Marseille.

M. Faye, rapporteur, fait l'historique de la question et rappelle les scrupules dont fut saisie la commission au moment où ce projet de loi lui a été présenté. Elle s'est demandée, d'une part, s'il était régulier de recourir à la forme d'un crédit supplémentaire pour solder une subvention qui devrait être payée sur les ressources normales, mises, chaque année, à la disposition du ministre, et, d'autre part, si, à l'époque de l'année où l'on se trouvait (Crut. 1887) il était possible de faire des travaux dont le paiement put être réglé sur l'exercice prenant fin au 31 décembre 1887. M. le Ministre du Commerce, après avoir négligé de répondre à une demande d'explications qui lui avait été adressée par la commission, est venu, dans le mois de décembre dernier, demander où en était ce projet de loi et a semblé se rendre aux observations qui lui ont été faites à cet égard. On pourrait donc considérer ce projet comme abandonné, mais il paraît qu'il n'en est rien, puisque la commission en est saisie à nouveau.

L'honorable membre fait remarquer que les mêmes scrupules qui se sont manifestés, l'an dernier, dans le sein de la commission, peuvent, *a fortiori*, aujourd'hui, être invoqués contre le projet de loi. Il serait nécessaire, dans tous les cas, d'entendre les ministres des travaux publics et du commerce, et cette convocation paraît bien

difficile à la veille de la prorogation du Parlement.

M. Léon Say fait observer que le projet n'offre pas un caractère extrêmement urgent puisqu'il s'agit de fonds destinés non pas à faire des travaux, mais à rembourser la ville de Marseille.

M. le Président répond que la situation financière de la ville de Marseille rend le projet urgent.

La commission décide que M. Faye verra les ministres et rendra compte à la commission des résultats de cette entrevue à la rentrée.

M. le Président rappelle que la dernière commission a entendu M. le Ministre de l'Instruction publique sur le projet de loi relatif à l'agrandissement du collège de France et qu'elle n'a pas cru devoir prendre la responsabilité d'un rapport fait in extensis sur une aussi grave question.

Il propose à la commission de confier à M. Merlin, nommé rapporteur de ce projet de loi par l'ancienne commission, le soin d'étudier de très-près cette question, tant au point de vue du droit, qu'au point de vue du fait, et de présenter un rapport aussitôt après la reprise des travaux parlementaires.

Cette proposition est adoptée.

La commission, sur la proposition de M. le Président, renouvelle également à M. Faye le mandat qui lui avait été confié par l'ancienne commission en ce qui concerne le rapport du cahier de crédits supplémentaires n° 1476 de la Chambre des Députés.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

Rein

Séance du 5 Avril 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 4 heures.

Sont présents: M. M. Warbey, Léral, Boulanger, Deres, Gorin, Hugot, Baron de Guay, Mazeau, Merlin, de Freycinet, Coissierenc de Port et Girard.

M. le Président informe la commission que le Gouvernement lui a exprimé le plus vif désir de voir le Sénat adopter avant sa séparation le projet de loi, déjà voté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre du commerce et de l'industrie, sur le budget de l'exercice 1887, d'un crédit de 11.800.000 frs au chap. 41 (part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'Exposition de 1889) et annulation de pareille somme sur le budget de 1886.

M. Hugot voudrait savoir si la répartition visée dans l'exposé des motifs du projet de loi actuellement soumis à la commission est la même que celle de la loi du 6 juillet 1887.

M. le Président donne lecture du texte entier de cette dernière loi. Il en résulte, suivant lui, qu'il n'y a aucune objection à faire au projet actuel, lequel ne vise qu'un simple transport de crédit d'un budget à un autre.

L'orateur ajoute que si le Parlement a le droit incontestable de refuser les crédits qu'on lui demande pour l'Exposition et de forcer ainsi le Gouvernement à s'arrêter, il ne lui appartient pas d'entrer dans les détails concernant l'emploi des crédits votés, le dit emploi étant une chose d'ordre purement administratif. Ainsi critiquer la construction de la tour Eiffel.

mais il est certain que le Gouvernement a le droit de la faire élever.

M. le baron Le Guay dit qu'il n'y a pas urgence à statuer sur un projet de loi ainsi présenté à la dernière heure. La Chambre des Députés a mis trois semaines à faire son rapport et l'on exige que le Sénat fasse le sien en quelques heures. Il en sera toujours de même tant que le Sénat n'aura pas donné une leçon à la Chambre en refusant nettement de voter à la hâte de tels projets.

M. le Président répond que la commission a maintes fois refusé d'adopter des projets de loi présentés dans de semblables conditions; elle vient de le faire aujourd'hui même en ajournant sa décision sur le projet d'agrandissement du Collège de France; doit-elle agir de même pour un projet de loi qui ne comporte pas le vote d'un crédit nouveau, mais un simple report, indispensable au Gouvernement, pour ne pas être à découvert de tous les travaux exécutés depuis le mois de janvier 1887? M. le Président ne le croit pas.

M. M. Mazeau et de Freycinet parlent dans le même sens.

Le projet de loi est ensuite mis aux voix et adopté.

M. Loubet est chargé de rédiger un rapport dans le sens qui vient d'être indiqué, de le déposer sur le bureau du Sénat dans la séance de ce jour et d'en demander, d'accord avec le Gouvernement, la discussion immédiate.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

Le Secrétaire,
A. Béranger

7
Séance du 10 Mai 1887.

Résidence de M. Liard.

La séance est ouverte à 1 h. 1/2.

Sont présents: M. M. Harbey, Boulanger, Cordier, Curmiot, Gouin, Mazeau, Léon Say, Ecissereux de Port, Liard.

M. le Président informe la commission que M. Faye, retenu à la Cour des Comptes, ne pourra lire que dans la prochaine séance les rapports qu'il a préparés sur les deux cahiers de crédits supplémentaires qui lui ont été confiés.

M. Loubet donnera également lecture à une prochaine séance du rapport sur le projet de loi relatif à la liquidation des comptes de l'exposition universelle de 1878.

M. le Président propose à la commission de confier à M. Boulanger le soin de rédiger deux rapports sur les deux projets de loi renvoyés récemment à la commission, et concernant, l'un, le recensement des propriétés bâties, et l'autre, le phylloxera (Assentiment).

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des finances demandant une modification dans la rédaction du projet de loi relatif à l'assainissement de la ville de Marseille. Cette modification qui consisterait à substituer, dans l'art. 1^{er}, aux mots: "par la loi du 8 août 1886" ceux de "Chapitre 44" est conforme à la décision qu'avait prise précédemment la commission.

La lettre de M. le Ministre des finances sera remise à M. Faye, rapporteur du dit projet de loi.

La commission décide, ensuite, sur la proposition de M. Gouin, approuvée par M. le Président, qu'elle se réunira samedi pour

entendre de la bouche des commissaires le compte rendu
de la discussion qui a eu lieu dans leurs bureaux
respectifs avant la nomination de la commission des
finances pour le présent exercice. Ces divers comptes-
rendus pourront servir de point de départ à l'étude
générale de la situation financière actuelle à
laquelle entend officieusement se livrer la commission.
La séance est levée à 2 h. $\frac{1}{4}$

Le Secrétaire,
A. Zivier

Séance du 14 Mai 1887.

Présidence de M. Faye
Vice-Président.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Harbey, Héral,
Boulanger, Faye, Gouin, Hugot, Loubet,
Merlin, Péricard, Mazeau, de Freycinet,
Eissereuc de Mort et Léon Say.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne
lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Boulanger donne lecture d'un
rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre
des Députés, portant ouverture, à titre de provision,
au ministre des finances, sur l'exercice 1887, d'un
crédit de 1.000.000 de frs pour le recensement
des propriétés bâties et l'évaluation de leur
valeur respective locative.

Le rapport est adopté.

M. le Président donne lecture d'une

9
Lettre de M. le Ministre des finances relative au projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 200.000 frs pour la participation de l'État à l'assainissement de la ville de Marseille, et fait remarquer que cette lettre suppose résolue une question qui soulève les plus grandes difficultés.

L'orateur rappelle que la ville de Marseille a obtenu de l'État un concours de 600.000 frs pour participation aux travaux d'assainissement à exécuter dans ladite ville. Meme somme de 200.000 frs devrait être prise, à cet effet, pendant trois exercices consécutifs, sur les fonds de concours mis, chaque année, à la disposition du ministre des travaux publics. C'est ainsi qu'en 1885 un crédit de pareille somme fut inscrit au budget, il en devrait être de même en 1886 et en 1887. Mais en 1886, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie saisit la Chambre des Députés de la demande d'un crédit extraordinaire de 200.000 frs à payer à la ville de Marseille par anticipation sur l'échéance finale de 1887. La Chambre vota le crédit, mais lorsque le projet de loi fut renvoyé à l'examen de la commission des finances du Sénat, cette dernière pensa que, comme, d'une part, les travaux n'étaient pas engagés, et, comme, d'autre part, il y avait eu des échéances couvertes, il était plus régulier de laisser les choses suivre leur cours et de ne pas accueillir une demande de crédit extraordinaire se présentant dans de telles conditions. Aujourd'hui le ministre renouvelle cette demande. La commission doit-elle revenir sur sa décision primitive et accorder le crédit; doit-elle, au contraire, persister dans sa première manière de voir?

M. Guir dit que si l'on accorde le crédit, il en résultera, en somme, une charge de

200.000 frs pour l'Etat. Or, dans la situation financière actuelle, le Parlement doit se refuser à toutes les dépenses qui ne sont pas absolument urgentes et indispensables.

M. le Président demande à la commission si elle est d'avis qu'on convoque M. M. les ministres des travaux publics et du commerce pour leur demander des explications.

M. Léon Say dit qu'il suffirait que le rapporteur du projet de loi eût un entretien avec ces derniers.

La commission se range à cet avis et décide que M. Faye, rapporteur du projet de loi, verra les ministres et leur demandera les raisons qui les ont déterminés à renouveler cette demande de crédit extraordinaire que la commission pourrait considérer comme abandonnée.

M. Coesens de Port, vice-président, remplace M. Faye au fauteuil présidentiel.

M. Faye donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés concernant : 1^o la régularisation des décrets rendus en Conseil d'Etat qui ont ouvert des crédits à divers ministères sur les exercices 1885 et 1886 ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits de l'exercice 1885 ; 3^o l'ouverture de crédits de l'exercice 1886 ; 4^o l'ouverture de crédits afférents aux budgets annexes rattachés pour ordre au budget général de l'Etat ; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos.

A la suite d'observations échangées entre M. M. Gouin, Boulanger, Mayeul et le rapporteur, ce dernier modifie plusieurs passages de son rapport, notamment celui où il signale l'irrégularité des décrets rendus par le Conseil d'Etat et celui où il demande au Gouvernement si le moment ne serait pas venu de majorer certains crédits destinés à se reproduire, de manière à n'avoir plus les mêmes crédits supplémentaires à

demandes chaque année.

M. Mazeau voudrait que cette dernière observation ne fût pas seulement insérée dans le rapport, où elle passera inaperçue, mais que M. le rapporteur la portât à la tribune (Approbation générale).

M. Boulanger demande à faire deux observations sur l'art. 18 du projet de loi et les observations dont cet article a été l'objet dans le rapport de la Chambre des Députés.

L'honorable membre ne s'explique pas d'abord pourquoi cet article a été placé sous la rubrique : "Dispositions diverses" et s'élève, en second lieu, avec énergie contre la qualification d'emprunt donnée par le rapporteur de la Chambre des Députés à la convention qui intervient entre le service des eaux de Versailles et de Marly et les concessionnaires qui ont fait l'avance des frais de premier établissement. Ce n'est pas là un emprunt, mais bien un marché de fournitures, et, il ne faudrait pas, en conservant dans le rapport ce mot "emprunt" laisser croire aux concessionnaires que le contrat qu'ils ont fait est nul et qu'ils peuvent se refuser à l'exécuter.

M. le Rapporteur dit qu'il n'a pas dit un mot, dans son rapport, de cette question de droit, mais qu'il veut y insérer une réserve tendant à déclarer que la commission n'entend en aucune façon qualifier la nature de ces opérations (Assentiment).

Les conclusions du rapport sont ensuite mises aux voix et adoptées.

M. Faye donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1^o la régularisation d'un décret rendu en Conseil d'Etat qui a ouvert un crédit sur l'exercice 1886 ; 2^o l'ouverture de crédits de l'exercice 1886 ; 3^o l'ouverture de crédits

spéciaux d'exercices fermés et clos.

Le rapport est adopté.

M. Boulanger est chargé de préparer un rapport verbal, qu'il fera à la prochaine séance, sur le projet de loi relatif à la convention du 30 juin 1886 passée entre l'Etat et la Compagnie des messageries maritimes.

M. le Président informe la commission que M. Millet-Foutarabie lui a demandé à être entendu sur cette question.

M. Léral est chargé de rédiger un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'attribution au profit de l'Etat, des communes et des particuliers qui ont subi des pertes lors des incendies de forêts survenus au mois d'août 1881 dans le département de Constantine, d'une partie des produits du séquestre apposé sur le territoire des collectivités indigènes responsables des incendies.

M. Scisserenc de Not rappelle à la commission qu'à la dernière séance, sur la proposition de M. Gouin, il avait été décidé que les divers commissaires rendraient compte de la discussion qui avait précédé leur élection dans les bureaux et que ce compte-rendu pourrait servir de préambule à une étude que ferait officiellement la commission sur la situation financière actuelle, mais l'honorable membre croit qu'en présence des faits qui viennent de se passer, ce compte-rendu doit sinon être abandonné, tout au moins être ajourné. (Assentiment)

M. Gouin dit que ce qu'il demande à la commission de retenir, c'est de ne pas attendre le moment où le budget lui sera apporté pour étudier en quelques jours, en quelques heures même, comme il a été fait jusqu'ici, la situation financière et les diverses questions que soulève ce budget.

M. Parbey fait observer qu'il courrait de procéder à la constitution des sous-commissions

entre lesquelles, suivant l'usage, sont réparties les divers projets de loi et les budgets des différents ministères.

La commission décide qu'il sera procédé à cette opération à la prochaine séance.

M. Merlin informe la commission qu'en sa qualité d'ancien rapporteur du projet de loi relatif à l'agrandissement du collège de France, il a reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique une note destinée à dissiper les doutes qui pourraient exister encore sur cette question au point de vue financier. Si la commission le veut bien, l'honorable membre lui fera connaître, à la prochaine séance, les résultats de l'examen auquel il s'est livré sur le dit projet de loi (Assentiment).
La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 24 Mai 1887.

Présidence de M. Curard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Darbey, Péral, Boulanger, Curriot, Devos, Gouin, le baron le Guay, Loubet, Mazeau, Merlin, Lefosse de Port, Curard.

M. Péral donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. le Président expose qu'il a reçu une lettre de M. le Président du Sénat dans laquelle

ce dernier signale comme pouvant être immédiatement examinée et rapportée par la commission la loi relative à l'établissement d'une taxe complémentaire de 10 frs par 100 kilogrammes sur les sucres de toute espèce et de toute origine.

Ce projet de loi, en effet, n'ayant aucun caractère politique et présentant une extrême urgence, puisqu'il est déjà appliqué, en fait, au regard des consommateurs, bien que le trésor n'en puisse bénéficier, peut parfaitement venir en discussion devant le Sénat, même en l'absence d'un ministère; il est donc nécessaire que la commission l'examine immédiatement et dépose son rapport le plus tôt possible, c'est pour cela que M. le Président a cru devoir la convoquer pour aujourd'hui.

L'orateur expose ensuite l'économie du projet de loi et déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le projet de loi est mis aux voix et adopté. M. Loubet, nommé rapporteur, est chargé de s'entendre avec l'administrateur au sujet d'un amendement déposé par M. Séthine et plusieurs de ses collègues tendant à exempter de la taxe les sucres destinés au sucrage des vins.

La commission décide qu'elle entendra jeudi à une heure et demie la lecture du rapport et que les auteurs de l'amendement pourront, s'il y a lieu, lui présenter leurs observations.

M. Boulanger, chargé par la commission d'étudier le projet de loi portant approbation de la convention intervenue entre l'Etat et la compagnie des messageries maritimes demande à ajourner le rapport verbal qu'il devait faire à la commission jusqu'au moment où il aura reçu de l'administration les renseignements qu'il lui a demandés sur des points principaux de la convention, c'est à dire sur le changement d'itinéraire de la ligne desservant l'île de la Réunion (Assentiment).

M. Péral donne lecture d'un rapport

15
sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'attribution au profit de l'Etat, des communes et des particuliers qui ont subi des pertes lors des incendies survenus au mois d'août 1881 dans le département de Constantine, d'une partie des produits du sequestre apposé sur le territoire des collectivités indigènes responsables des incendies.

M. Gouin voudrait savoir si ces charges dont on va frapper les collectivités indigènes ne sont pas hors de proportion avec celles qu'elles peuvent supporter, et, par conséquent, de nature à les pousser au désespoir et à la révolte. Sans doute une indulgence exagérée serait funeste, mais une excessive sévérité envers des populations qui, après tout, sont françaises, ne présenterait pas de moins graves inconvénients.

M. le Rapporteur répond que cette question a préoccupé également l'administration et M. le Gouverneur Général de l'Algérie, et que ce n'est qu'après un examen attentif de la situation de chaque douar que le conseil supérieur a adopté ces bases qui varient entre 20 et 40 p. 100. De plus, on s'est efforcé de faciliter à ces tribus le moyen d'opérer leur rachat en échelonnant les paiements, sur une période de dix à onze ans et en préparant des emprunts qui leur seraient consentis par certaines sociétés financières de la colonie de la métropole.

M. Boulanger ajoute que d'après les renseignements qui résultent des dossiers officiels concernant la propriété immobilière en Algérie, il restera aux indigènes autant de terre qu'ils en peuvent cultiver.

Après un échange d'observations entre M. M. Gouin, le Rapporteur et Loubet, sur le même sujet, le rapport est mis aux voix et adopté.

M. Boulanger donne lecture d'un

rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à exonérer de l'impôt foncier les terrains plantés en vignes dans les départements ravagés par le phylloxera.

M. Ders après avoir rappelé l'opinion qu'il a exprimée en 1877 devant la commission de la Chambre des Députés, chargée d'examiner un projet de loi semblable à celui qui est en discussion sur la gravité des conséquences financières d'une pareille loi et l'insignifiance du soulagement qu'elle apportera à l'industrie vinicole, demande que la discussion ne s'engage au fond sur le projet de loi qu'après que des épreuves du rapport dont M. Boulanger vient de donner lecture auront été distribuées aux membres de la commission qui pourront ainsi étudier la question et se rendre compte des graves difficultés qu'elle soulève.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

La commission décide que la division de la commission en sous-commission figurera en tête de l'ordre du jour de la séance de jeudi.

La séance est levée à 4 heures $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

A. Bivion

Séance du 26 Mai 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 heure $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Warbey, Péral, Boulanger, Curmiot, Cordier, Faye, Hugot, Guin, le baron Le Guay,

12

Loubet, Maréchal, Merlin, Laroche, Guérard.

M. Vénicaud s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Loubet donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'établissement immédiat d'une taxe complémentaire de 80 frs par 100 kilog. sur les sucres de toute espèce et de toute origine.

M. Claude, signataire d'un amendement tendant à exempter de cette taxe les sucres destinés au sucrage des vins, est d'abord entendu par la commission.

L'honorable sénateur déclare qu'il a signé cet amendement sans avoir, au préalable, bien étudié la question. La confusion qui s'est faite alors dans son esprit a pu se faire également dans celui des autres signataires, qui ont pu croire qu'il s'agissait pour les sucres destinés au sucrage des vins d'une surtaxe de 10 frs venant s'ajouter à celle de 20 frs, tandis qu'il ne s'agit, en réalité, que d'une surtaxe de 20 %, c'est-à-dire de 4 frs.

M. Lebline, auteur de l'amendement, est ensuite introduit dans le sein de la commission et prend place au bureau. Interrogé sur les motifs qui lui ont dicté cet amendement, l'honorable sénateur répond que le premier de ces motifs est l'inconvénient qu'il y aurait à venir jeter le trouble dans une expérience qui date de deux ans à peine et qui a déjà donné de si heureux résultats. Dans la seule année dernière, 18 millions de kilogrammes de sucre ont été employés au sucrage des vins et ont ainsi sauvé un grand nombre d'hectolitres de vin, qui, sans cette opération, n'auraient pas pu être livrés à la consommation. On a dit

que cette remise de droits pouvait faciliter la fraude, elle l'a si peu aidée que la consommation du sucre a encore augmenté l'année dernière. Si les 88 millions de sucre dont il a été parlé tout à l'heure ont servi à masquer des fraudes, il est incontestable que le résultat de ces fraudes a dû se manifester par la baisse du sucre consommé. Or, il n'en a rien été.

L'orateur établit ensuite un parallèle entre le sucrage et le vinage et démontre la supériorité, au point de vue hygiénique, du premier procédé sur le second. L'alcool, en effet, ne peut jamais qu'être délié dans le vin, il ne s'y incorpore pas. Le sucre, au contraire, fait corps avec le vin et n'altère en rien sa pureté. En favorisant le sucrage, on travaille donc en faveur de la santé publique, et de plus, en présence des avantages que les traités accordent à l'Espagne, où l'on vine, on permet aux viticulteurs et aux marchands de vin français de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère. L'honorable sénateur signale ensuite à la commission les dissimulations nombreuses qui ne manqueront pas d'avoir lieu si l'on adopte le projet de loi actuellement soumis au Sénat. La loi comporte deux inventaires, un d'entrée et un de sortie. Si on élève le droit à 50 frs, le sucre va se dissimuler; on en trouvera chez les fabricants de très-faibles quantités; puis, au 1^{er} janvier, quand on ramènera le droit à 40 frs, on en trouvera des quantités énormes. Mais la surtaxe répondra-t-on, sera prorogée pendant le cours de l'année prochaine? Alors pourquoi ne pas le dire tout de suite et faire une loi temporaire dont le caractère ne sera pas bien compris du public.

M. le Président rassure l'honorable sénateur M. Séblin sur la dissimulation qu'il redoute comme conséquence de la loi nouvelle. L'administration ne remboursera jamais plus que la différence entre la

19
la quantité qui a été déclarée et ce qui aura été livré
à la consommation sur cette quantité déclarée.

L'orateur proteste, en outre, contre l'assertion
de M. Séblin, qui ferait croire que les traités
conclus avec l'Espagne ont facilité l'introduction
des vins espagnols sur le sol français.

M. Séblin se retire.

M. Léon Say dit qu'en effet, il est fâcheux
qu'on ne puisse pas, sans le renvoyer à la Chambre,
retirer son caractère temporaire au projet de loi.

Le rapport de M. Loubet est mis aux
voix et adopté.

La commission procède ensuite à la
constitution de ses sous-commissions, qui sont
composées pour l'anée de la manière suivante:

— 1^{ère} Sous-Commission. —

Finances, Postes et Télégraphes.

M. M. Faye,

" " Gouin

" " Cordier

" " Houllanger

— 2^{ème} Sous-Commission. —

Agriculture, Travaux publics.

M. M. Curmiot

" " Péral

" " Hugot

" " le Baron de Guay

— 3^{ème} Sous-Commission. —

Intérieur et Cultes, Algérie.

M. M. Faye

" " Merlin

" " Deves

" " Pénicaud

— 4^{ème} Sous-Commission. —

Guerre marine et Colonies

M. M. Barbey

" " Gouin

" " de Freycinet

" " Coissier de Noth.

5^{ème} - Sous-Commission -
Affaires étrangères - Justice - Légion
d'honneur et imprimerie nationale.

M. M. de Freycinet

" " Léon Say

" " Maréchal

" " Harbey

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

P. Béranger

Séance du 18 Mai 1887.

Résidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 h. 10 minutes

Sont présents: M. M. Harbey, Géraud,
Gouin, Hugot, Loubet, Maréchal, Merlin, Léon
Say, Girard.

M. Loubet donne lecture d'un rapport
sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,
ayant pour objet d'ouvrir au ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts un crédit extraordinaire
de 200.000 frs en faveur des victimes de l'incendie
de l'Opéra Comique.

M. Léon Say demande que le rapport
indique bien ^{que} le mot « victimes » doit être pris dans un
sens tout-à-fait général, le projet de loi ayant pour
but de venir en aide à toutes les personnes, quelles
qu'elles soient, qui ont souffert de la catastrophe.
C'est, du reste, l'opinion de M. Barthelot, ministre
de l'instruction publique et des beaux-arts, avec
lequel l'honorable membre revient d'avoir eu entretien.

21
M. le Rapporteur répond que c'est dans ce sens qu'il a entendu rédiger son rapport. Il donne une nouvelle lecture d'un passage relatif à ce point particulier. La rédaction en est adoptée.

M. Gouin et M. le Président voudraient que le rapport exprimât en même temps le désir qu'une enquête minutieuse et sévère fut faite sur ce déplorable événement afin d'établir les responsabilités, et qu'en outre des mesures sérieuses fussent prises dans tous les théâtres pour prévenir de pareilles catastrophes (Assentiment).

M. le Rapporteur donne lecture de la phrase qu'il entend ajouter à son rapport pour traduire cette pensée.

L'ensemble du rapport est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 2 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,
A. Bériveau

Séance du 1^{er} juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Héral, Boulanger, Cordier, Curvinoz, Faye, Gouin, Hugot, Loubet, Merlin, Léon Say, Ceisserac de Fort, Girard.

M. Héral donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Loubet donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,

portant : 1^o ouverture au ministre du Commerce et de l'industrie, sur le budget ordinaire de l'exercice 1885, d'un crédit de 21,704,764 frs 26 pour le complément de la portion à la charge de l'Etat, des dépenses de l'Exposition universelle de 1878 ; 2^o ouverture pour la liquidation des dépenses de ladite exposition d'un crédit de 14.000 frs sur le budget ordinaire de l'exercice 1885.

Le rapport est adopté.

M. Boulanger présente un rapport verbal sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention passée le 30 juin 1885 avec la compagnie des messageries maritimes pour l'exploitation des services maritimes postaux de la Méditerranée, de l'Indo-Chine, du Brésil et de la Plata, de l'Australie, de la Nouvelle Calédonie et de la côte orientale d'Afrique.

Il commence par exposer l'économie générale de la convention, qui, par suite, d'une part, de la réduction matérielle de l'ancien tracé, et, d'autre part, de la réduction du tarif de la subvention à donner par l'Etat pour le paiement du parcours effectué, procurera au trésor une économie de plus de 3 millions par an. La nouvelle convention ne devrait venir en application que le 22 juillet 1888, mais la Compagnie a consenti à l'exécuter partiellement à partir du jour de la promulgation de la loi ; il doit en résulter pour l'Etat une économie d'environ 6.000 frs par jour ; on comprend l'intérêt qu'il y a à faire jouer l'exercice 1887 d'un bénéfice aussi important.

Diminution du parcours, diminution de la subvention annuelle et augmentation considérable de la vitesse, tels sont les trois avantages que présente la convention du 30 juin 1885, laquelle soulève, d'ailleurs, plusieurs difficultés de principe et d'application.

On s'est demandé d'abord s'il était nécessaire d'avoir des compagnies subventionnées. Certaines Chambres

de commerce ont soutenu et l'on a dit à la Chambre des Députés, que ces services postaux qu'il était peut-être indispensable, à l'origine, de subventionner à cause de la rareté du trafic, pourraient être faits aujourd'hui par la marine libre.

Cette thèse ne saurait être acceptée au triple point de vue des nécessités du service postal, des nécessités politiques et du développement de notre commerce et de notre industrie. Le service postal, en effet, a des exigences de rapidité et d'exactitude auxquelles ne satisferait pas toujours une compagnie libre à qui l'on ne pourrait imposer les obligations que l'on impose aux compagnies subventionnées. Il faut, en second lieu, à un pays qui possède des colonies un grand service maritime qui rattache ces dernières à la mère-patrie, enfin, - et c'est là le point le plus important, - l'existence de ces services subventionnés et la présence de nos paquebots dans toutes les mers du globe développent dans une proportion considérable nos relations industrielles et commerciales.

Mais ajoute-t-on encore: s'il n'est pas possible de confier ces services à des compagnies libres, est-ce que l'État ne pourrait pas les faire lui-même? Il a été reconnu que c'était impossible parce que les compagnies maritimes sont obligées, pour vivre, et avoir du fret, de faire du trafic et que les navires commandés par nos marins sont impropres à ce genre de service.

Il faut donc confier ces services à l'industrie privée, et du moment qu'on se trouve dans cette nécessité, il est indispensable qu'on la subventionne en raison des charges nombreuses et très lourdes qu'on lui impose.

L'orateur fait ensuite passer sous les yeux de la commission un tableau duquel il résulte que tous les pays étrangers ont des services postaux subventionnés. Le total des subventions est pour l'Europe

de 80 millions, dans lesquels la France figure pour 27 millions.

Cette première question résolue, il en reste une seconde, qui peut se formuler ainsi: Etant donné qu'il faille subventionner une compagnie, sous quelle forme cette subvention doit-elle être accordée? Est-ce sous la forme d'un traité de gré à gré ou sous la forme d'une adjudication?

Il faut d'abord remarquer que lorsqu'il s'agit de services de cette nature, l'adjudication se rapproche beaucoup du traité de gré à gré, parce que ne pouvant confier ces services au premier adjudicataire venu, l'administration, en vertu du décret du 18 g^{de} 1882, est obligée d'éliminer tous les concurrents qui ne présentent pas les garanties suffisantes. Elle peut être ainsi amenée à subir la loi du seul adjudicataire qui réunit les conditions voulues. C'est ce qui est arrivé pour la concession consentie à la Compagnie générale transatlantique. L'opération, en somme, a été mauvaise pour l'Etat. Il en est de même de la concession adjugée à la compagnie insulaire de navigation pour la Corse.

Mais, disent les partisans de l'adjudication, si l'on ne peut songer à mettre en adjudication les grandes lignes, pourquoi ne pas les diviser? Il y aurait peut-être intérêt à mettre en adjudication les lignes secondaires?

Or cette objection, il y a deux réponses à faire: d'abord une adjudication ainsi divisée aurait pour résultat d'augmenter la subvention, car il est certain qu'une compagnie qui exploite un service d'ensemble n'a qu'une seule administration, un seul siège social, un chantier unique et que pouvant déverser dans les services annexes le matériel qui ne peut plus servir dans les grandes lignes, ce matériel dure plus longtemps. Ayant donc une exploitation plus économique, elle peut se contenter d'une subvention moins élevée. En second lieu, toutes

les lignes exploitées par une grande compagnie - celles de la compagnie des messageries maritimes notamment se pénétrèrent l'une l'autre, se complétèrent l'une par l'autre, et il y aurait de graves inconvénients à les séparer.

Il convient d'ajouter que d'un autre côté, la C^{ie} des messageries maritimes, dans le cas actuel, offre les plus sérieuses garanties; elle a toujours exécuté son traité avec la plus grande exactitude, elle a même devancé les exigences de l'administration des postes en portant, dans certains cas, la vitesse de ses navires de 8 nœuds à 10 et à 12 nœuds; son matériel est magnifique et fait le plus grand honneur au pavillon français. Enfin elle occupe 3000 ouvriers dans ses ateliers de la Cité et la perspective d'un arrêt dans ses travaux ne serait pas sans présenter certains périls.

Ces deux premiers points écartés, l'orateur aborde la question principale que soulève la convention, celle de la subvention.

Il constate d'abord que la commission n'a pas les éléments nécessaires pour apprécier le montant de cette subvention. La Compagnie déclare qu'elle a fait toutes les concessions possibles, l'administration des postes qu'elle a défendu autant qu'elle l'a pu les intérêts du trésor, et c'est le résultat de ce débat qui fait le fonds même de la convention. On a dit, à la Chambre des Députés, que la réduction consentie par la Compagnie était beaucoup trop faible, parce que le coût des constructions navales ainsi que le prix du charbon avait baissé. On peut répondre à cela que la compagnie a été obligée, dans ces derniers temps, de faire au fret de grandes faveurs, faveurs qui ne sont peut-être pas compensées par la baisse du coût des constructions navales, et que, si le prix du charbon se diminue, les salaires, d'un autre côté, ont augmenté. Ce qui est vrai, c'est que le développement considérable du fret a pu procurer à la compagnie une augmentation de recettes dont il y a certainement

bien de tenir compte. Mais la compagnie répond à cela qu'on exige d'elle une augmentation considérable de vitesse et que rien n'est plus cher que les dépenses qu'elle va être obligée de faire pour transformer son matériel de manière à arriver à ce résultat.

Veut-on, sans chance de succès, rouvrir sur ce point les négociations avec la Compagnie et se heurter à un refus dont la conséquence serait l'interruption absolue des services postaux ?

On a soutenu, à la Chambre des Députés, que nous étions, sous ce rapport, dans un état d'infériorité vis-à-vis des puissances voisines. Il est bien difficile de faire de semblables comparaisons, car il est impossible d'apprécier les causes qui influent sur le montant de la subvention et qui varient suivant chaque pays. L'orateur qui a signalé, à la Chambre, la différence qui existe, selon lui, au point de vue des subventions, entre la France et l'Angleterre, a parlé des mesures de capacité anglaises comme si elles étaient les mêmes que celles de France. Il en résulte que les différences qu'il a signalées sont, en somme, insignifiantes. Il faut dire aussi que les salaires des équipages sont beaucoup plus élevés en France qu'en Angleterre et surtout en Allemagne et que nos constructions navales coûtent aussi plus cher que les constructions anglaises et allemandes. Le ministre a dit que l'écart était de 30 % ; c'est peut-être exagéré mais il est au moins de 15 %, comme l'a dit M. Courcier dans un discours prononcé à l'occasion d'une question de subvention semblable.

Il faut ajouter qu'en France la susceptibilité nationale est plus grande que partout ailleurs et qu'on ne pourrait peut-être pas, comme on l'a fait en Angleterre, avoir raison d'une compagnie qui élèverait trop haut ses prétentions en s'adressant à des compagnies étrangères.

Ce qu'il importe de constater et ce qui doit frapper la commission, c'est la diminution graduelle de

ce que l'Etat paye par heure depuis que la compagnie est en possession de son monopole.

L'orateur cite des chiffres à l'appui de cette assertion.

Examinant ensuite la situation financière de la compagnie des messageries maritimes, il montre que si cette société est prospère, elle est loin de réaliser les bénéfices énormes dont on a parlé, et dit qu'en lui accordant la subvention proposée, on ne risque pas, comme on l'a dit, de constituer à son profit une sorte d'aristocratie financière.

L'honorable rapporteur entre ensuite dans les détails de la vitesse que la compagnie, d'après la nouvelle convention, va donner à ses paquebots sur les différentes lignes, vitesse qui doit varier suivant la concurrence que l'on rencontre et le courant commercial que l'on doit développer sur chaque ligne; il démontre que cette vitesse, d'une manière générale, dépasse considérablement celle des anciennes conventions; on peut dire qu'en moyenne on gagne trois nœuds par heure avec la nouvelle convention.

Quant à la question de la durée de la concession, l'orateur est d'avis qu'il faut accepter le délai de quinze ans proposé, pour permettre à la compagnie d'amortir; sans quoi, elle réclamerait une indemnité plus forte. C'est, du reste, le délai normal adopté pour toutes les conventions de ce genre, aussi bien en France qu'à l'étranger. On a dit: mais pendant cette période ^{de} quinze ans, les courants commerciaux peuvent changer, telles escales devront par suite être modifiées. Un article de la convention prévoit ce cas et confère au ministre le droit de supprimer les escales ou d'en établir de nouvelles, la subvention, bien entendu, diminuant proportionnellement dans le premier cas et augmentant d'autant dans le second.

On a dit aussi, dans un autre ordre d'idées, que les navires subventionnés faisaient une concurrence

commerciale fâcheuse aux navires libres, que le tarif du fret était excessif, et qu'on devrait bien demander pour l'Etat le droit de réviser les tarifs pour imposer aux Compagnies des obligations plus rigoureuses. Il est facile de répondre à cette objection : d'abord que la concurrence dont on parle n'est pas aussi fâcheuse et même aussi réelle qu'on le dit, puisque tous les grands ports de commerce réclament les paquebots et ensuite que ces derniers ne prennent pas toutes les marchandises, qu'ils ne prennent que les marchandises de luxe et ne font nullement concurrence à l'industrie libre en ce qui concerne les marchandises encombrantes.

L'orateur donne ensuite quelques explications sur une clause de la nouvelle convention relative au tarif du fret et arrive à la partie la plus pratique du contrat, c'est-à-dire aux itinéraires.

Il examine d'abord l'itinéraire de l'Australie montre ce qu'il est actuellement, ce qu'il sera si la convention est approuvée, et énumère les avantages qui résulteront du nouveau tracé. Le détour par la Réunion et Maurice pour aller en Australie et en Nouvelle Calédonie mettait nos paquebots dans une situation d'infériorité marquée vis-à-vis des services étrangers ; le nouvel itinéraire fait cesser cette cause d'infériorité, nous gagnons même plusieurs jours sur nos concurrents.

Les paquebots de la ligne principale continueront de faire escale à Mahé, comme par le passé ; mais à partir de ce point, ils se dirigeront directement sur l'Australie. Une ligne d'embranchement ayant son point d'attache à Mahé desservira les îles de la Réunion et de Maurice. Les deux lignes seront mensuelles ; mais nos établissements coloniaux de la Réunion et de Madagascar recevront à l'avenir deux courriers par mois au lieu d'un, grâce à la création de la ligne directe de Marseille à la Réunion par la côte orientale d'Afrique. Cette dernière ligne recevra de l'Etat une

13

subvention annuelle de 1.000.000 frs.

L'orateur répond d'avance à certaines objections que doit faire à ce tracé l'honorable M. Milhet-Fontarabie qui se plaint du transbordement que seront obligés de subir, à Mahé, les voyageurs de la Réunion et de la perte du droit de quai qui résultera de la convention pour le port de la Réunion. Ces considérations ne sont pas de nature à faire repousser la convention; elles seront, du reste, plus amplement discutées lorsque le sénateur de la Réunion les apportera, comme il en a le dessein, devant la commission.

M. le Rapporteur examine ensuite les réseaux de l'Indo-Chine, de la Méditerranée, du Brésil et de la Plata et signale, pour chacun d'eux, les différences qui existent entre l'ancien et le nouvel itinéraire; il n'a pas d'observation importante à présenter à cet égard. Il dit un mot, en terminant, des réclamations des divers ports de la Manche et de l'Océan qui voudraient que la ligne de l'Indo-Chine fût prolongée au moins une fois par mois jusqu'au Havre et que la ligne de l'Australie eût son point d'attache à Dunkerque ou au Havre. Si ces réclamations étaient admises, on donnerait certainement satisfaction à un intérêt commercial, mais on imposerait à l'Etat de lourdes charges sans utilité pour le service postal; on subventionnerait purement et simplement un service de cabotage. Enfin l'orateur conclut à l'approbation de la convention.

M. le Président demande à la commission si elle veut avoir une discussion sur le rapport verbal qu'elle veut d'entendre ou si elle croit pouvoir en voter dès à présent les conclusions.

M. Léon Say dit qu'il n'y a qu'un point qui le préoccupe dans la convention: c'est la création de la ligne de Marseille à Madagascar par la côte orientale d'Afrique. Peut-être avant de prendre une décision à cet égard, courraient-il d'entendre M. le Ministre des Affaires étrangères, car

c'est évidemment au point de vue politique qu'il faut se placer pour juger cette question (Assentiment).

La commission décide qu'elle se réunira vendredi à 2 heures pour entendre sur ce point M. le Ministre des affaires étrangères.

La séance est levée à 7 heures moins le quart.

Le Secrétaire,

A. Guérin

Séance du 3 juin 1887.

Présidence de M. Esirard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Leral, Boulanger, Cordier, Curmiot, Faye, Guin, Hugot, Loubet, Merlin, Penicaud, Léon Say, Cresserac de Port, Esirard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi portant approbation de la convention passée entre l'Etat et la C^{ie} des Messageries Maritimes.

M. le Président donne lecture d'une lettre d'un ancien conseiller municipal de Saigon protestant contre le tracé de la ligne de Marseille à Yokohama.

M. Ernest Boulanger, rapporteur, dit qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette protestation. La convention ne change absolument rien aux itinéraires des lignes de l'extrême Orient.

M. Léon Say trouve que la création de la ligne de Marseille à la Réunion par la côte orientale

d'Afrique, entraînant pour l'Etat une dépense annuelle de près d'un million, est une charge bien lourde pour le trésor. Ne pourrait-on pas, sinon retrancher cette ligne de la convention, du moins retarder l'époque où cette stipulation entrera en vigueur, en insérant, par exemple, dans la loi un article qui dirait qu'une loi spéciale déterminera le moment où la stipulation relative à la ligne de Marseille à la Réunion par Zanzibar et Lamotore entrera en vigueur et recerra son application? On pourrait adresser une question à cet égard à M. le Directeur de la C^{ie} des Messageries maritimes, qui est là, et se tient à la disposition de la commission.

M. le rapporteur dit qu'à la suite des observations qui ont été échangées, à la dernière séance, sur cette question, il a cru devoir présenter l'opinion de la Compagnie. Or, cette dernière tient absolument à cette stipulation; c'est dans les bénéfices qu'elle retirera de l'exploitation de la nouvelle ligne qu'elle compte trouver la compensation des sacrifices qu'elle a consentis. C'est ce qu'elle a expliqué à ses actionnaires dans l'assemblée générale du 11 mai dernier et c'est probablement ce que M. le Directeur va répondre à la commission.

M. Florent, ministre des Affaires étrangères, est introduit dans le sein de la commission et prend place au bureau.

M. le Président demande à M. le Ministre quelle est son opinion sur la création de la ligne directe de Marseille à Madagascar et à la Réunion par la côte orientale d'Afrique. La commission ayant pensé qu'il y aurait économie à maintenir l'ancien service, il lui a été répondu qu'il y avait peut-être un intérêt politique supérieur à établir cette nouvelle voie de communication entre ces colonies et la mère-patrie.

M. le Ministre répond qu'il n'a pas pris

l'initiative de ce projet, mais qu'il verra avec la plus grande satisfaction s'établir un service qui va rendre plus rapides et plus fréquentes les relations de la France avec Madagascar, et qui aidera singulièrement au maintien et au développement de notre protectorat.

M. le rapporteur rappelle à M. le Ministre que si le ministère des affaires étrangères n'a pas pris l'initiative de la nouvelle convention, il a été consulté par le ministère des postes et des télégraphes, et qu'il s'est associé aux propositions de ce dernier. M. le Ministre ne sait-il pas, d'un autre côté, que le Gouvernement Hova est en pourparlers avec le Gouvernement anglais, pour l'établissement d'un service maritime postal? N'y aurait-il pas un véritable danger à laisser tomber un service de ce genre entre les mains des Anglais?

M. le Ministre répond que le service des postes à Madagascar est tout entier entre des mains françaises et qu'il ne croit pas que le Gouvernement Hova ait les ressources nécessaires pour concéder à l'Angleterre l'établissement d'un service postal; mais il répète qu'il y a, en effet, un grand intérêt politique à ce que les relations entre la France et Madagascar soient plus fréquentes et plus rapides.

M. Gouin demande à M. le Ministre si les avantages que contenait l'ancien traité pour le transport des missionnaires sont maintenus dans la nouvelle convention.

M. le Directeur donne lecture d'une lettre de la Compagnie de laquelle il résulte qu'elle prend les mêmes engagements à cet égard, que ceux qui figuraient dans les contrats antérieurs.

M. Héral demande à M. le Ministre s'il ne voit aucun inconvénient à la suppression de la ligne de Marseille à Constantinople, qui n'est plus subventionnée?

M. le Ministre répond que la Compagnie a

23

tout intérêt à continuer ce service sans subvention
et qu'elle s'est engagée, toutes les fois qu'elle fera
un service libre, à se charger en même temps
du service postal.

M. Béal fait observer que ce n'est là
qu'un engagement moral et que la compagnie
sera toujours libre de supprimer un service pour
lequel on ne la subventionne pas.

M. le Président remercie de ses explications
M. le Ministre qui se retire.

Il demande ensuite à M. le rapporteur
s'il s'est rendu compte de ce que représente,
comparativement à la subvention, le montant
des primes à l'armement que recevront les
lignes subventionnées qui vont devenir libres.

M. le rapporteur répond que le montant
de ces primes représente à peu près un tiers de
la subvention.

M. Girette, administrateur de la compagnie
des messageries maritimes est introduit et prend place
au bureau.

M. Léon Say renouvelle sa proposition et demande
à M. le Directeur s'il croit que la Compagnie aurait
des objections à apposer à cet ajournement d'une partie
de la convention.

M. le Directeur répond que tout se tient
dans une convention et qu'il est difficile de toucher
à son économie par la suppression ou la modification
d'une de ses clauses sans la faire tomber tout entière.

La nouvelle ligne de Marseille à la
Réunion par la côte orientale d'Afrique a pour
but de relier directement la France à son protectorat
de Madagascar, de supprimer les stationnaires toujours
si coûteux dans ces régions et de développer au profit
de notre pays les germes commerciaux qui existent
sur la côte orientale d'Afrique et qui ont déjà
préoccupé l'Angleterre et l'Allemagne. La c^{ie}
compte jouer dans cette partie du globe le rôle de
pionnier du commerce et de l'industrie dont elle

s'est déjà acquittée avec succès dans les mers de Chine aussi bien qu'au Brésil ou à la Plata. Il ne faut donc pas toucher à une clause qui doit produire de tels résultats et qui, en même temps, en permettant à la Compagnie de tirer un meilleur parti de son matériel, l'a amenée à consentir à une réduction considérable de la subvention.

L'orateur démontre que l'avantage que la compagnie compte retirer d'une meilleure utilisation de ses paquebots peut se résumer ainsi: un bateau qui, avec l'ancienne convention, n'a pu faire, en 1886, que 12,778 lieues, en fera 15,284 avec la nouvelle convention. Cette meilleure utilisation du matériel représente des économies équivalant à peu près aux trois millions dont va bénéficier l'Etat par suite de la nouvelle convention.

Il faut ajouter que la dépense qui va résulter de la nouvelle création de la ligne desservant la côte orientale d'Afrique ne sera pas très considérable, puisqu'elle est évaluée à un chiffre inférieur à un million et qu'elle va faire disparaître le subside de 361.000 frs que l'Etat s'est engagé à servir à la Compagnie jusqu'en 1892 pour le service qui existe actuellement entre la Réunion, Madagascar, les îles Comores, Mozambique etc.

M. Gouin demande à M. le Directeur quelle serait, approximativement, la prime que la Compagnie, en vertu de la loi sur la marine marchande, toucherait pour les lignes non subventionnées qu'elle continuerait à exploiter.

M. le Directeur répond que le montant de cette prime varie suivant le tonnage, le nombre de milles parcourus, l'âge du navire etc, et qu'il est difficile de répondre d'une manière exacte à une semblable question, mais qu'il croit pouvoir évaluer le montant de cette prime à une moyenne de 7 à 8 frs par lieue, c'est-à-dire à un tiers de la subvention qui est actuellement de 24 frs par lieue marine.

M. le Président demande à M. le Directeur si sur les lignes non subventionnées, comme celle de Marseille à Constantinople, la Compagnie s'est engagée à faire le service postal.

M. le Directeur répond que cet engagement est obligatoire de par la loi sur la marine marchande. Indépendamment de cette stipulation de la loi, des engagements particuliers ont été pris par la Compagnie en ce qui concerne la ligne du Périmètre et celle de Marseille à Constantinople. La Compagnie, pour cette dernière ligne, a pris l'engagement ferme de maintenir le service postal tel qu'il existe aujourd'hui entre Marseille et Constantinople jusqu'à ce que l'état politique dans les Balkans permette le fonctionnement régulier de la ligne par Salonique.

M. Léon Say dit que c'est un engagement de ce genre qu'il aurait désiré voir prendre par la Compagnie en ce qui touche la ligne de la côte orientale d'Afrique.

M. le Directeur répond que la situation n'est pas analogue, que le non-fonctionnement de la ligne entre Port-Saïd, Salonique et Smyrne ne cause aucun préjudice à la Compagnie tandis que si l'on ajournait pendant deux ou trois ans la création de la ligne de la côte orientale d'Afrique, cette dernière se trouverait dans une situation très-préjudiciable à son trafic.

M. le Rapporteur rappelle que M. Drey-Morin a l'intention de demander que le deuxième service de Bordeaux à la Plata soit rendu obligatoire pour la Compagnie.

M. le Directeur répond que la Chambre de Commerce de Bordeaux qui avait fait la même réclamation, vient, dans une réunion récente, de renoncer à cette prétention et a conclu à l'approbation de la convention. Or, la chambre de commerce de Bordeaux est aussi bon juge que qui que ce soit

des intérêts et des couramances du commerce à cet égard.

M. le Président remercie de ses explications
M. le Directeur qui se retire.

M. Léon Say, après avoir résumé en
quelques mots les explications données par M. le
Ministre des affaires étrangères, d'une part, et
par M. le Directeur des Messageries maritimes,
d'autre part, déclare qu'il maintient sa proposition.

Combattue par M. M. le Rapporteur,
Cuviniot et Faye, la proposition est mise aux
voix et n'est pas adoptée.

La commission décide qu'elle se réunira
lundi à 3 heures pour entendre M. M. Milhet-
Foutarabie, Dietz-Mounier, et s'il y a lieu, la
lecture du rapport.

L'ordre du jour appelle l'examen du
projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,
ayant pour objet d'autoriser le ministre des
Travaux publics à accepter une avance de 3 millions
offerte par la ville de Mostaganem pour les travaux
de son port.

M. le Président fait d'abord remarquer
que ce projet de loi n'est que le commencement
d'une série de projets de même nature dont la
commission va se trouver successivement saisie.
Ainsi il y a encore le projet de loi relatif au port
de Saint-Nazaire.

M. Cuviniot fait observer que la commission
a déjà pris une décision à cet égard en inscrivant
au budget de 1887 une somme de 1.300,000 frs destinée
aux travaux du port de Saint-Nazaire.

M. le Président répond que cette décision
n'engage en aucune façon la commission, qui est
toujours libre d'examiner au fond le projet de loi.

Sur ce qui concerne le projet de loi relatif
au port de Mostaganem, actuellement en discussion,
il est certain qu'il tend à établir d'une manière
permanente un système qui tend à faire prêter par
des emprunts faits par des intermédiaires aux chambres

38

de commerce, et remboursées plus tard par l'Etat, des dépenses qui normalement doivent figurer au budget ordinaire des travaux publics. On crée ainsi, au moment où l'on parle de la nécessité de supprimer le budget extraordinaire, une sorte de budget annexe qui s'ajoute aux autres budgets et vient d'autant grever l'avenir. C'est là un système financier extrêmement dangereux, et contre lequel l'orateur ne saurait trop engager la commission à se mettre en garde.

Il examine ensuite particulièrement l'économie du projet de loi relatif au port de Mostaganem et trouve monstrueuse cette combinaison qui oblige l'Etat à rembourser en huit ans une somme de 3 millions à la ville de Mostaganem, alors que cette dernière ne la remboursera qu'en vingt-cinq ans au moyen d'un droit de tonnage et d'impositions extraordinaires sur la propriété bâtie et les loyers. On permet ainsi à la ville de Mostaganem de se faire des rentes avec l'argent de l'Etat. Donc, même à ce point de vue particulier, le projet de loi devrait être écarté, mais il y a auparavant à se prononcer sur la question de principe.

M. Curriot dit qu'il serait disposé, pour sa part, à faire, sous ce rapport, une distinction entre les travaux neufs et les travaux déjà commencés. Il se refuserait absolument à appliquer aux premiers le système proposé, mais il n'userait pas de la même rigueur pour les seconds.

M. Faye trouve que tous ces travaux doivent trouver leur place dans les deux sections du budget des travaux publics et qu'il est temps de couper court à des procédés qui lui semblent détestables et de nature à aggraver encore le mauvais état de nos finances.

M. Léon Say dit qu'il n'est pas d'accord avec M. Curriot lorsque ce dernier prétend que l'inscription au budget de 1,500,000 fr. destinées aux

travaux du port de St-Nazaire préjuge la question, et lie, en quelque sorte, la commission. La commission, en agissant ainsi, a conservé sa liberté d'action et ne s'est engagée en aucune façon à voter plus tard la dépense. Mais il partagerait assez volontiers sa manière de voir au sujet des travaux à exécuter au moyen d'une combinaison telle que celle qui sert de base au projet de loi actuellement en discussion : c'est une question d'espèces, et il peut se trouver tel travail utile, urgent, à l'exécution duquel il y ait intérêt à appliquer ce procédé de l'emprunt par les chambres de commerce, dont le principal inconvénient, aux yeux de l'orateur, est seulement de priver l'Etat de l'élasticité de ses ressources.

M. Gouin dit que la question qui, en ce moment, domine tout, c'est la situation financière. Tout le monde est unanime à reconnaître qu'il ne faut accepter que les dépenses d'une absolue nécessité et d'une urgence qui s'impose. Le port de Mostaganem se trouve dans de mauvaises conditions, mais est-il absolument indispensable que l'on procède en ce moment à ces travaux d'amélioration? Toute la question est là.

M. Coissier de Mort est d'avis qu'il faut couper court à toutes ces dépenses dissimulées, mais il y aurait peut-être un remède à apporter sous ce rapport à la situation actuelle; ce serait d'appliquer le principe que ceux qui profitent le plus directement de la dépense la payent. Or, c'est surtout aux villes que profitent ces travaux des ports, et il faudrait changer la base sur laquelle repose le procédé d'emprunt par les chambres de commerce employé jusqu'à ce jour, de manière à ce que ces dernières supportent la charge totale de la dépense, quand elles seules profitent des travaux exécutés. Si c'est l'Etat seul, au contraire, qui profite de ces travaux, eh bien, qu'on établisse un droit de tonnage au profit de l'Etat. C'est ce qui se pratique avec succès en Angleterre et dans d'autres pays. La France

est le seul pays dans lequel il n'y ait pas de droit de tonnage dans tous les ports.

M. Cordier s'élève contre cette théorie, mais il demande à la commission la permission de réserver son opinion jusqu'au moment où le projet de loi concernant la navigation de la basse Seine viendra en discussion.

Après un nouvel échange d'observations entre M. M. le Président, Boulanger, Faye et Loubet, qui combattent le projet de loi, et M. Léral, qui le défend, la commission se prononce en principe contre le projet de loi relatif au port de Mostaganem et contre celui concernant le port de Calais qui se présente dans les mêmes conditions. Elle décide néanmoins qu'elle entendra, dans sa prochaine séance, M. Jacques, qui a demandé à présenter des observations sur le projet de loi relatif au port de Mostaganem.

La séance est levée à 7 heures.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 6 juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont présents: M. M. Léral, Boulanger, Curmiot, Faye, Gouin, le baron de Guay, Merlin, Pénicaud, Léon Say, Lissierens de Port, Girard.

M. M. de Freycinet et Cordier s'excusent, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance de

ce jour.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention postale passée le 30 juin 1886 avec la Compagnie des Messageries Maritimes.

M. le Président propose à la commission d'entendre immédiatement M. M. Milhet, Foutarabie et Dietz. Monin qui est demandé à présenter des observations, le premier sur l'itinéraire de la ligne d'Australie, le second sur le service de Bordeaux au Brésil et à la Plata. (Assentiment).

M. M. Milhet Foutarabie et Dietz. Monin sont introduits et prennent place au bureau.

M. Milhet Foutarabie demande à présenter certaines observations sur le nouvel itinéraire de la ligne principale de Marseille à Nouméa, tel qu'il est fixé par la convention.

L'ancien itinéraire, on le sait, passait par la Réunion et Maurice. Le but de la compagnie, en proposant de supprimer ces deux escales, a été d'obtenir une plus grande rapidité. Il y a, en effet, entre l'ancien itinéraire et le nouveau une différence de 500 milles en faveur de ce dernier. Il faut reconnaître d'abord que cette différence n'est pas bien sensible, puisque les bateaux de la Compagnie faisant, en moyenne, un parcours de 350 mètres par jour, ne gagneront, en fin de compte, que de trente cinq à quarante heures. Cependant, on peut comprendre, sous ce rapport, le mobile qui a guidé la compagnie, mais ce qui est difficile de comprendre, c'est qu'une ligne française subventionnée par les contribuables français et destinée à rattacher la métropole à ses colonies, puisse être accueillie favorablement, alors qu'elle supprime toute escale en pays français.

Et, en effet, en partant de Marseille, on touche successivement à Port-Saïd, Aden, les

41

Seychelles, King George y Sound, Melbourne et Sydney, tous pays anglais. Arrivé à ce dernier point, le paquebot ne dessert même pas directement Nouméa; de Sydney part un bateau auxiliaire qui transporte voyageurs et marchandises en Nouvelle Calédonie.

Or, il est un moyen de servir les intérêts français sans porter atteinte à la rapidité du voyage; c'est de supprimer les escales des Seychelles, de Maurice, et de King George, colonies anglaises, et d'avoir comme point de relâche une terre française, c'est-à-dire la Réunion. Tel est l'objet de l'amendement que l'honorable sénateur entend défendre devant le Sénat, et voici les considérations qui l'ont décidé à le présenter.

L'orateur soutient d'abord que par la suppression qu'il propose des deux escales des Seychelles et de King George, non seulement on regagnera les 300 milles que fait perdre le détour par la Réunion, mais la traversée pourra encore être plus courte.

Le groupe des Seychelles, en effet, présente de grands dangers aux navigateurs et il n'est pas un capitaine, quelle que soit sa hardiesse, qui n'hésite à y aborder. La compagnie des messageries maritimes l'avait reconnu elle-même et il n'y a pas très longtemps encore, on brûlait cette escale. Il n'y a de plus, aux Seychelles, pays peu cultivé, aucun élément de commerce, quelques barriques d'huile ou quelques chargements d'écorce de coco à transporter.

Des Seychelles, on va faire escale à King George qui n'a également aucune importance. — Cela résulte d'un rapport d'un agent de la Compagnie en date de 1881 ou 1882, dont l'orateur lit un passage. — En outre on est obligé, pour venir des Seychelles, à King George, de faire ce qu'on appelle du Sud-Est. Or, pendant neuf mois de l'année soufflent dans ces parages de violents

moussons, qui forcent les navires à ralentir leur marche de deux ou trois vents, à moins qu'ils ne descendent directement dans le sud, en touchant à la Réunion, c'est-à-dire en réalisant l'itinéraire que propose précisément l'orateur. C'est qu'en effet, on est obligé de faire du sud-sud-est, pour éviter ces moussons, c'est la marche naturelle de tout navire qui veut arriver plus rapidement à Adélaïde.

On arriverait donc à réaliser une traversée plus rapide pour aller à Adélaïde et à Melbourne si, au lieu de faire escale aux Seychelles et à King George, on s'arrêtait à la Réunion.

Il ne faut pas oublier que la Réunion a reçu une subvention de 64 millions pour la création d'un port et que si l'on n'oblige pas la compagnie des messageries maritimes à y venir avec ses grands paquebots, on frappe ce port de discrédit, on détruit d'avance le marché qui peut s'établir à la Réunion. D'un autre côté, la Réunion étant une escale de la compagnie des messageries maritimes, les navires qui viendront y apporter du charbon y laisseront un fret libre, disponible, qui n'existe pas aux Seychelles où il n'y a que des cailloux, qui se vendent encore 15 ou 20 frs la tonne. On fera donc ainsi une économie sur la garantie d'intérêt, on favorisera une colonie française et on lui permettra de relever sa fortune chancelante, car, il faut bien le constater, sa situation, au point de vue de l'industrie sucrière, la seule qui existe dans le pays, est encore plus malheureuse que celle des départements français où s'exerce cette industrie.

Maintenant, au point de vue politique, est-ce que cela ne fait point bondir de voir l'Etat d'une côté, faire tant de sacrifices pour montrer que nous sommes de vrais colonisateurs, et le Parlement, d'autre part, lui décerner, à chaque tentative qu'il fait, comme un brechet d'impuissance et d'incapacité? Depuis des

43

siècles on lutte sur tous les points du monde contre l'influence anglaise, et l'on va encore, en empêchant un port français de recevoir les gros navires de la Compagnie, faire la fortune des Anglais. Que l'on soit en guerre avec l'Angleterre, ou avec une autre puissance, où trouvera-t-on du charbon, si les dépôts de la Cie, au lieu d'être à la Réunion, sont aux Seychelles? Nos troupes iront-elles s'adresser à une colonie anglaise pour y être faites prisonnières?

L'orateur appelle sur ces différents points l'attention de la commission, il est intimement convaincu qu'en adoptant l'itinéraire qu'il propose, par la suppression des escales des Seychelles, de King George et de Maurice, la durée du voyage de Marseille à Nouméa sera égale à celle qui résultera du nouvel itinéraire proposé par la compagnie, il prie la commission dans tous les cas, de vouloir bien présenter cette dernière à ce sujet et de lui faire part des observations qu'il vient de présenter.

La Compagnie répondra vraisemblablement qu'elle perdrait cinq jours à la Réunion à cause de la quarantaine. Et en effet les mesures de précaution à prendre contre les épidémies ont été un peu exagérées dans cette colonie, mais si l'amendement était adopté, il serait facile d'obtenir sur un des côtés du port, soit à droite soit à gauche, un lieu d'isolement où seraient débarqués les passagers et les marchandises à destination de la Réunion, et cinq ou six heures après, le navire pourra reprendre sa marche.

La compagnie dira encore: «de quoi se plaignent les habitants de la Réunion?» Avec le nouvel itinéraire, au lieu d'avoir une seule ligne, ils en auront deux. Ils auront d'abord la ligne annexe de Mahé à la Réunion et Maurice et ils auront, en outre, la ligne de Marseille à la Réunion par la côte orientale d'Afrique.» Eh bien,

les habitants de la Réunion répondent à leur tour qu'avec la ligne des Seychelles il y a au moins, pour le courrier, deux jours de retard et que la ligne par la côte orientale d'Afrique est une ligne tout-à-fait commerciale, dont ils ne méconnaissent pas, à ce point de vue, les bienfaits, mais qui met plus de trente jours pour arriver à la Réunion. C'est comme si l'on disait à un habitant de Marseille: „Je vais vous donner deux lignes de Paris à Marseille. Quand vous viendrez de Paris, par la première, vous débarquerez à Carascon marchandises et passagers; puis, par une ligne annexe, ils seront ensuite transportés à Marseille. Puis vous aurez une seconde ligne, de Paris à Marseille, par Orléans, Bordeaux et Toulouse... Les habitants de la Réunion ne demandent pas deux lignes, ils se contentent d'une seule, mais à la condition qu'elle soit rapide.

L'orateur signale ensuite à la commission les deux anomalies suivantes: La Compagnie des messageries maritimes, subventionnée par la France, transporte des passagers de Marseille en Australie à raison de 1,500 frs, et pour transporter des voyageurs de Marseille à l'île Bourbon, elle demande également 1,500 frs, bien que le voyage, au lieu de durer 42 jours, ne soit que de 18.

La Compagnie prend 150 frs pour transporter une tonne de marchandise de Marseille à Madagascar. Si de Lille, on envoie la même tonne de marchandise à Anvers, et que d'Anvers elle soit transportée à Marseille, le même bateau, qui aura pris la première à raison de 150 frs, prendra la seconde à raison de 75 frs, de telle sorte que deux tonnes de marchandise de même nature, pourrnt arriver, par le même bateau, sur le même marché, l'une à plus de 100 pour 100 meilleur marché que l'autre.

Dur moment qu'on subventionne une Compagnie, est-ce qu'on ne pourrait pas lui demander de faire disparaître ces anomalies?

M. Merlin rappelle que, dans la dernière

La Compagnie conservera la double ligne actuelle en même temps qu'un service de cargo-boats, parce que tel est, en ce moment, son intérêt, mais elle ne veut prendre aucun engagement à cet égard.

M. Faÿs rappelle qu'il résulte des renseignements donnés par le représentant de la Compagnie à la dernière séance que la chambre de commerce de Bordeaux, qui avait fait la même réclamation, a, dans une récente réunion, renoncé à sa demande et donné sur ce point son approbation à la convention.

M. le rapporteur donne lecture de cette délibération, qui porte la date du 7 mai dernier.

Il ajoute que l'administration des postes a longtemps hésité avant de savoir si elle ne demanderait pas même la suppression des deux services. Il y a, en effet, de Bordeaux au Brésil et à la Plata 47 services de transports mensuels et l'Etat ne serait pas embarrassé pour faire transporter ses dépêches dans ces deux pays.

M. Dietz-Monnin dit que dans ces conditions il n'insistera pas sur sa demande, mais il ignorait la décision prise par la Chambre de Commerce de Bordeaux.

M. Dietz-Monnin se retire.

M. Jacques est introduit et prend place au bureau.

L'honorable sénateur, après avoir exposé la situation du port de Mostaganem, démontre l'utilité et l'urgence des travaux qui y sont projetés et demande à la commission de vouloir bien proposer au vote du Sénat le projet de loi relatif à ce port tel qu'il a été adopté par la Chambre des Députés. Ce projet de loi, on le sait, a pour but de diminuer les délais d'exécution des travaux dont il vient d'être parlé, travaux autorisés par la loi du 29 août 1885 et qui, dans les conditions ordinaires, devraient être exécutés dans l'espace de huit ans. Si l'Etat accepte les 3 millions dont la ville de Mostaganem offre de lui faire l'avance sans intérêt pendant cinq ans, ils pourront être terminés et livrés à l'exploitation

47
avant 1891. Or l'Etat a un double avantage à ce que ces travaux soient faits le plus rapidement possible : ils seront exécutés d'abord dans de meilleures conditions, et ensuite l'ouverture prochaine du chemin de fer de Mostaganem à Eliares devant accroître dans une large mesure le trafic du port, si ces travaux n'étaient pas exécutés, les recettes du chemin de fer s'en ressentiraient et l'Etat aurait une garantie d'intérêt plus forte à payer. Dans tous les cas, on ne peut pas se soustraire à l'obligation de porter au budget une somme de pour l'exécution de ces travaux.

M. le Président répond que ces paiements peuvent être échelonnés et payés chaque année sur le montant des crédits inscrits à cet effet au budget dans les deux sections des travaux publics. Il est inutile d'avoir un troisième budget qui engage l'avenir et qui échappe au budget lui-même.

Quelques observations sont encore échangées entre M. M. Faye, Général, Jacques et le Président.

Ce dernier remercie de ses explications M. Jacques qui se retire.

M. le Président fait remarquer que la discussion du projet de loi relatif aux travaux du port de Saint-Pierre est inscrite en tête de l'ordre du jour de la séance publique de demain, que le projet de loi a été renvoyé, pour avis, à la commission des finances, qu'il est indispensable, par conséquent, de l'examiner immédiatement (Assentiment).

M. le Président expose l'économie du projet de loi et donne lecture des articles. Il appelle l'attention de la commission sur le dernier paragraphe de l'article 3, qui dit que « dans aucun cas la somme mise à la charge de l'Etat ne pourra pas être dépassée ». S'il y a cependant un dépassement de crédit, si la dépense s'élève au delà de 3 millions, qui

payera la différence ? Ce ne sera certainement pas la chambre de commerce de Saint-Nazaire ; elle dira à l'Etat : " Je vous ai donné les 1,700,000 fr. promis, je ne vous dois plus rien. " Ce sera donc l'Etat, mais alors que signifie cette clause : que dans aucun cas la somme mise à la charge de l'Etat ne sera pas dépassée.

M. Ecissereux de Mort revient sur la solution qu'il proposait, à la dernière séance, pour remédier aux inconvénients du procédé proposé, solution basée sur ce principe que c'est à ceux qui profitent de la dépense à la payer. Il demande, en conséquence, que le projet de loi relatif aux travaux du port de Saint-Nazaire soit modifié en ce sens que la chambre de commerce prendra toute la dépense à sa charge, empruntera 3 millions à un établissement public de crédit et se récupérera de cette dépense au moyen du droit de tonnage dont il est parlé à l'art. 1 et qui sera fixé sans délai. Le mouvement du port de Saint-Nazaire, d'après les derniers documents officiels publiés, est de 786.000 tonnes pour les navires chargés ; le droit de 0.28 centimes par tonneau de jauge qu'on propose d'établir doit donner un produit de 168.000 fr. par an ; avec cette somme annuelle elle pourra faire face aux intérêts et à l'amortissement de sa dette, sans que la situation du commerce dans ce port de St-Nazaire soit en aucune façon empirée.

L'honorable membre ajoute qu'il voudrait voir généraliser, comme en Angleterre, et appliqué, en général, à tous les grands travaux publics, ce régime dont il propose de faire l'expérience à l'occasion du projet de loi relatif aux travaux du port de Saint-Nazaire, mais il sait combien les idées nouvelles ont de la peine à faire leur chemin, ce n'est que petit à petit et à force d'être répétées qu'elles s'emparent des esprits ; aussi estime-t-il que ce n'est que successivement, et au fur et à mesure

qu'ils se présenteront, qu'on pourra faire subir aux projets de loi de cette nature le remaniement qu'il propose pour celui qui concerne les travaux d'amélioration du port de St-Nazaire.

M. Faye fait observer que la proposition de l'honorable M. Eissereuc de Port, si elle était généralisée, tendrait à autoriser les communes, les communautés, les chambres de commerce à contracter des emprunts perpétuels, ce qui serait contraire au principe que les emprunts de cette nature doivent être exclusivement réservés à l'Etat. Il vaudrait mieux, dans l'espèce, augmenter si c'est nécessaire le droit de tonnage de manière à éteindre en quelques années le chiffre du capital.

M. Léon Say répond que c'est précisément ce que propose M. Eissereuc de Port. Il ne s'agit pas d'un impôt général pour tous les ports de France; il y aura à chercher le chiffre du tonnage qui sera de 22, de 24 ou de 26 centimes, qui variera, en un mot, suivant les circonstances.

M. Eissereuc de Port dit que ce qu'il demande pour le moment c'est que la contribution de l'Etat dans la dépense de ces travaux qui profitent presque exclusivement aux villes dans lesquelles on les exécute soit remplacée par une coopération plus large des chambres de commerce. Lorsque tous les projets de loi concernant des travaux de cette nature auront été successivement dans le sens qu'il indique, il est évident qu'on arrivera un jour à une certaine unification, mais l'honorable membre tient parfaitement compte du moment de transition qui doit précéder cette époque.

M. Curmiot dit que la proposition faite pour le port de St-Nazaire est parfaitement acceptable parce qu'il ne s'agit, dans l'espèce, que d'un faible droit de tonnage. En serait-il de même, par exemple, pour les travaux de réfection du port du

Havre dont la dépense est évaluée à 100 millions et où existe déjà un droit de tonnage de 80 ou 90 centimes? La chambre de commerce propose de donner une subvention de 25 millions et de faire l'avance du reste qui lui sera remboursé sans intérêts pendant une série déterminée d'années. Le tonnage dans le port du Havre n'est pas très-éloigné de 5 millions de tonnes de jauge, et l'on aura là nécessairement à établir un nouveau droit de tonnage d'au moins un franc. Dans ces conditions, le système proposé par M. Cresserenc de Nort est-il facilement réalisable? Il conviendrait peut-être de réfléchir avant de créer un pareil précédent, qu'il faudra appliquer à tous les ports de France, car, dans le cas contraire, il constituerait pour le port de Saint-Nazaire une injustice.

M. Léon Say dit qu'il est bien certain qu'on ne pourra appliquer ce système dans des ports où le droit de tonnage devrait s'élever à 7 ou 8 frs; mais en ce qui concerne le port de St-Nazaire, l'espèce est bien choisie pour tenter l'expérience proposée par M. Cresserenc de Nort.

M. le Président renouvelle les observations qu'il a présentées à la dernière séance sur la nécessité de faire disparaître tous les éléments obscurs de nos budgets et de couper court à ces pratiques dangereuses qui ont pour effet de créer un budget annexe des travaux publics à côté des autres budgets. Si, dans tous les cas, on voulait continuer à faire ainsi de grands travaux publics concurremment avec ceux qui se trouvent inscrits dans le budget ordinaire, il vaudrait encore mieux recourir à l'émission d'obligations à court terme ou à tout autre genre d'emprunt que celui que propose le projet de loi actuellement en discussion, projet de loi qui n'est que le premier numéro de toute une série de projets semblables qu'on a déjà présentés ou qu'on se propose de présenter au Parlement.

M. Léon Say dit qu'il faudrait s'assurer

51
s'il existe déjà des droits de tonnage au port de Saint - Nazaire.

M. Gouin propose à la commission d'entendre non-seulement M. le Ministre des Travaux publics, mais M. le ministre des finances.

Cette proposition est adoptée.

La commission décide qu'elle se réunira dans ce but demain à 2 heures.

La discussion est reprise sur le projet de loi relatif à la convention passée entre l'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. le rapporteur, Gouin, Faye et le Président, ce dernier est d'avis d'examiner à fond la question afin d'être prêt à répondre à tous les arguments qui pourront être présentés.

Il propose, en conséquence, à la commission d'entendre M. Pélissier, Président du Conseil d'administration de la Compagnie, demain à 2 heures.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire,

V. Boivin

Séance du 7 juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Géraud, Boulanger, Cordier, Curmiot, Faye, de Freycinet, Gouin, le baron Le Guay, Loubet, Merlin, Pénicaud,

Léon Say, Girard.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des finances s'excusant de ne pouvoir se rendre à la convocation qui lui a été adressée pour aujourd'hui, 2 heures.

M. de Hédouin, Ministre des Travaux publics, est introduit et prend place au bureau.

M. le Président dit que les questions que la commission a tenu à faire au Gouvernement au sujet du projet de loi relatif au port de Saint-Nazaire se rattachent beaucoup plus à la partie financière du projet qu'à la partie technique.

Ce qui a surtout frappé la commission, c'est cette présentation simultanée de quatre projets de loi renfermant des dispositions financières analogues à celles qui figurent dans le projet de loi relatif aux travaux du port de St-Nazaire. Cette tendance du Gouvernement à généraliser le système des avances faites par les chambres de commerce et remboursables par l'Etat dans un délai déterminé, et à créer ainsi un nouveau budget à côté des budgets déjà existants, n'est pas sans inquiéter la commission. Elle ne voudrait pas voir ainsi grever l'avenir et elle redoute, pour le présent, cette nouvelle complication qui tend à obscurcir encore la situation financière actuelle dans laquelle le Parlement a tant de peine à se reconnaître.

Sur point de vue technique, la commission voudrait savoir s'il existe déjà des droits de tonnage dans le port de Saint-Nazaire, de manière à savoir quelles sont les charges qui vont peser sur les navires qui entreront dans ce port.

M. le Ministre répond qu'il n'y en a pas encore.

M. le Président signale à M. le Ministre la mauvaise rédaction de l'art. 3 du projet de loi. Par l'article 2, en effet, la chambre de commerce de

53

Saint-Nazaire s'engage à donner une subvention de 1.700.000 frs et en même temps à faire à l'Etat une avance de 1.300.000 frs. Si les prévisions de dépense, comme il arrive malheureusement trop souvent, sont dépassées, il est évident qu'on ne pourra pas réclamer à la ville de Saint-Nazaire un centime de plus que les 1.700.000 frs qu'elle aura donnés. Que signifie alors ce dernier paragraphe de l'art. 3: " Dans aucun cas, la somme mise à la charge de l'Etat ne sera pas dépassée ? "

M. le Ministre essaie de démontrer, en l'absence de M. le Président du Conseil, ministre des finances, que le système qui sert de base au projet de loi actuellement en discussion et qui inspire tant d'inquiétude à la commission ne présente aucune espèce de danger.

Il n'est pas facile d'abord de comprendre comment on peut créer ainsi un nouveau budget, un budget occulte à côté des budgets ordinaire et extraordinaires des travaux publics. Les avances faites par les chambres de commerce, l'Etat ne les accepte qu'à la condition qu'il les remboursera sans intérêt. L'annuité nécessaire à leur remboursement est inscrite au grand jour dans le budget, et ce n'est qu'après que M. le ministre du commerce s'est assuré par de minutieuses enquêtes que les chambres de commerce sont en mesure de satisfaire aux engagements qu'elles prennent que l'opération a lieu. En ce qui concerne le projet de loi en discussion, il résulte de l'enquête que la situation de la chambre de commerce de St-Nazaire est excellente, ainsi que celle, du reste, des quinze chambres de commerce de France et des trois de l'Algérie qui ont déjà conclu avec l'Etat des conventions de cette nature. Aussi l'orateur croit-il que loin d'avoir peur de ce système, il faut l'encourager, car, d'une part, il nous permettra de mettre nos grands ports maritimes en mesure de lutter avec

l'étranger, et, d'autre part, il diminue le chiffre des annuités qu'il y aurait à inscrire de ce chef au budget et il ne offre aucun danger pour le trésor.

En ce qui concerne la rédaction de l'art. 3, M. le Ministre reconnaît que le paragraphe final est, en effet, inexplicable et tout au moins inutile, mais il croit que, dans la pratique, il y aura un moyen de parer à cet inconvénient, car bien qu'il soit dit, dans l'art. 2, que les 1.700.000 frs de subvention sont applicables à des dragages, cette énonciation n'est pas strictement limitative et l'on pourra se mouvoir dans la limite des deux crédits de manière à ce que la somme de 1.300.000 frs mise à la charge de l'Etat, ne soit point dépassée. Il y aurait peut-être un inconvénient à revenir devant la Chambre pour un aussi petit détail.

M. Lœissereux de Port revient sur les considérations économiques qu'il a présentées à la dernière séance et renouvelle sa proposition de modifier le projet de loi en ce sens que la chambre de commerce de Saint-Nazaire prendra toute la dépense à sa charge, empruntera à un établissement de crédit les trois millions reconnus nécessaires pour effectuer les travaux projetés et se récupérera de cette dépense au moyen d'un droit de tonnage fixe, par exemple, à 38 centimes par tonne de jauge, droit de tonnage, d'ailleurs, qui a existé dans le port de St-Nazaire jusqu'en 1881 et dont personne, à cette époque, ne s'est jamais plaint.

Cette modification au projet qui est actuellement en discussion serait, dans la pensée de l'orateur, comme une sorte d'introduction dans nos lois d'un régime nouveau modifiant l'ancien système d'exploitation des ports de commerce français. Il aurait pour double but de dégager l'Etat d'une partie des dépenses qui lui incombent aujourd'hui et de rendre plus promptes et plus faciles les

53
améliorations reconnues nécessaires dans la plupart de nos ports. Ce système a toujours été pratiqué en Angleterre et a donné les meilleurs résultats. Quant au chiffre de 35 centimes par tonne de jauge que l'orateur propose pour le droit de tonnage à établir dans le port de St. Nazaire, on ne peut dire qu'il est trop élevé, car les ports anglais les plus prospères ont des droits de tonnage cinq fois plus considérables.

M. le Ministre répond que la théorie de M. Leisserenc de Port est très séduisante, mais qu'il ne croit pas qu'il soit facile de la mettre en pratique. Ce n'est déjà qu'avec les plus grandes difficultés que le Gouvernement a pu obtenir de la chambre de commerce de St. Nazaire les 1.700.000 frs de subvention et l'avance des 1.300.000 frs faite sans intérêt à l'Etat; de nouvelles négociations faites dans le sens que vient d'indiquer l'honorable M. Leisserenc de Port n'auraient pas grande chance d'aboutir.

L'orateur ajoute qu'on a parlé des ports anglais: leur situation ne ressemble en rien à celle des ports français, qui ont tout à redouter de la concurrence étrangère. En Angleterre où cette concurrence n'est pas à craindre, on peut établir des droits aussi élevés que possible, mais en France, on est obligé, d'une part, d'offrir des avantages au commerce, et d'autre part, il faut considérer qu'en dehors des travaux d'amélioration à exécuter dans les ports, il y a tout un outillage à créer. Le Gouvernement a l'intention de proposer dans ce but la création d'un droit de tonnage supplémentaire de 8 centimes et l'on arrive ainsi, avec le droit de 22 centimes proposé par le projet de loi, à un chiffre total de 30 centimes. Si le chiffre de 35 centimes proposé par M. Leisserenc de Port était adopté, on arriverait à un droit de tonnage de 43 centimes, qui serait

évidemment trop lourd pour le commerce et la navigation dans le port de St Nazaire. Le Gouvernement est tout disposé à entrer dans la voie indiquée par l'honorable sénateur et à faire appel au concours des intéressés; mais ce concours, il ne faut pas tout d'abord l'effrayer et l'intervention de l'Etat, dans la mesure la plus restreinte possible, lui paraît jusqu'à nouvel ordre absolument indispensable.

M. le Président dit qu'il semble résulter des observations présentées par M. le Ministre des travaux publics que les 200 millions du budget ordinaire des travaux publics ne sont pas suffisants et qu'en dehors de ce budget on est obligé d'avoir recours à des mesures extra-budgétaires pour certains travaux comme ceux qui consistent dans l'amélioration des ports, qu'on ne peut faire ces travaux sans les subventions des villes intéressées et sans ces avances des chambres de commerce qui seront remboursées ultérieurement par l'Etat et qui constituent une sorte de budget annexe à côté du budget normal. C'est précisément ce système qui inquiète la Commission, laquelle se demande, en même temps, à quoi ont pu servir les crédits portés au budget pour ces mêmes travaux d'amélioration des ports ou pour d'autres travaux comme ceux de réfection des digues de la basse Seine, pour lesquels un projet de loi analogue à celui qui intéresse le port de Saint-Nazaire a été présenté au Parlement. On s'efforce, d'une part, de faire disparaître le budget extraordinaire, et, d'autre part, on le voit renaître sous une autre forme.

M. Laisserac de Port insiste sur cette idée que ce sont ceux là surtout qui profitent de la dépense qui doivent la payer. On objecte que les travaux d'amélioration exécutés dans un port profitent non-seulement à ce port, mais à tout

le commerce de la France. Le contraire également peut avoir lieu. En rendant, par exemple, plus facile par ces travaux l'arrivée des graines oléagineuses dans le port de Saint-Nazaire, ne nuit-on pas à la culture et au commerce des colzas des départements du Nord?

M. le Directeur de la navigation donne à la commission des renseignements sur les sacrifices faits par l'Etat en Belgique et en Hollande pour arriver, par l'amélioration des ports, au plus grand développement possible des transactions commerciales.

Il est interrompu par l'arrivée de M. Courcier, Président du Conseil, ministre des finances, qui prend place au bureau.

M. le Président résume la discussion qui vient d'avoir lieu, fait connaître à M. le Président du Conseil la modification que M. Ceisserenc de Nort propose d'introduire dans le projet de loi et lui demande son avis à cet égard.

M. le Président du Conseil rappelle d'abord à la commission que le système contre lequel elle semble s'élever en ce moment vient de l'initiative de la commission du budget et que c'est à la suite d'un rapport de M. Ricot dont les conclusions ont été approuvées par la Chambre, que le Gouvernement l'a appliquée pour la première fois aux ports de la Manche.

Il fait ensuite valoir en faveur de ce système les mêmes considérations que celles qu'a présentées M. le Ministre des Travaux publics et dit qu'en ce qui touche l'intervention de l'Etat, il y a indubitablement une question de mesure qu'il faut savoir observer. De même, en ce qui concerne les droits de tonnage à établir dans un port, il faut tenir compte des intérêts du commerce et surtout des dangers de la concurrence étrangère. Ces intérêts et ces dangers ne sont pas les mêmes dans tous les ports; à Bordeaux, par exemple,

on peut aller, sous ce rapport, beaucoup plus loin qu'à Marseille à cause de la proximité du port de Gènes. Il y aurait donc un grave inconvénient à appliquer dans certains cas le système pratiqué en Angleterre, et surtout à le généraliser comme semble le demander M. Eeisserenc de Port.

M. Eeisserenc de Port répond qu'il a eu bien soin de dire qu'il ne demandait pas l'application complète du système anglais en France, mais qu'il est d'avis qu'en ce moment, où la situation financière est embarrassée, il conviendrait de prendre dans ce système ce qu'il a de bon, de manière à dégager autant que possible le trésor et à faire acquitter la dépense par ceux-là mêmes qui en profitent. Il est évident que lorsqu'on veut faire une réforme, il est impossible de la faire de toutes pièces; il faut commencer par l'appliquer à un cas particulier et la généraliser ensuite autant qu'il est possible de le faire. C'est ce que demande en ce moment l'orateur, il a démontré que la modification qu'il propose d'introduire dans le projet de loi relatif au port de Saint-Nazaire allège le trésor d'une dépense de L. 300.000 frs, en conservant à ce port la situation commerciale qu'il avait il y a quelques années, il n'y a donc aucune objection à lui opposer, sur ce point; qu'on commence donc par le port de Saint-Nazaire, puis, une fois le principe posé, on verra s'il peut être appliqué à d'autres ports.

M. Guin parle dans le même sens.

M. le Président du Conseil dit qu'il serait assez disposé à entrer dans la voie qui lui est indiquée toutes les fois que des conditions locales ne rendent pas la chose impossible.

M. le Président fait remarquer qu'il faudra de toutes façons que le projet de loi retourne à la Chambre, car il est impossible de conserver le texte de l'art. 3 tel qu'il est actuellement rédigé. Est-ce que

51
M. le Président du Conseil ne pourrait pas, dans ces conditions, examiner s'il y aurait inconvénient à introduire dans le projet de loi la modification proposée par M. Geisserenc de Port, présenter même le Président de la chambre de commerce de Saint Nazaire, voir, en un mot, s'il n'y aurait pas possibilité, en augmentant le droit de tonnage à établir à St-Nazaire, de diminuer la charge de l'Etat.

M. le Président du Conseil répond qu'il ne peut se refuser à ce que lui demande la commission.

Elle examinera à nouveau le projet de loi relatif au port de Saint-Nazaire ainsi que celui qui concerne le port de Mostaganem et communiquera à M. Curriot, rapporteur des deux projets de loi, le résultat de cet examen.

M. M. les Ministres se retirent.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,
A. Beirac

Séance du 8 juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Léral, Boulanger, Curriot, Denormandie, Faye, Gouin, Le baron de Guay, Loubet, Merlin, Pénicaud, Léon Say, Geisserenc de Port, Girard.

M. Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi portant approbation de la convention conclue avec la Compagnie des Messageries maritimes.

M. M. Armand Behic, Président du Conseil d'administration et Girette, Directeur de la Compagnie des Messageries maritimes sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président leur donne lecture de la partie du procès-verbal de la dernière séance contenant la déposition de M. Milhet-Foutarabie et demande à M. le Président du Conseil d'administration si la compagnie a des raisons supérieures pour s'opposer au tracé que propose l'honorable sénateur de la Réunion.

M. Behic dit qu'il est assez difficile de répondre pour ainsi dire au pied levé et d'une façon précise à l'acte d'accusation si complexe de M. Milhet-Foutarabie contre la Compagnie des messageries maritimes. Il essaiera cependant de le faire.

Il déclare tout d'abord que le procès que l'honorable sénateur fait au projet de convention ne doit pas être fait à la compagnie seule, mais aussi et surtout au Gouvernement, car c'est sur l'initiative de ce dernier que la compagnie a cherché, d'accord avec lui, la meilleure combinaison pour arriver au but poursuivi. C'est de cet accord qu'est sortie la convention actuellement soumise à l'examen de la commission.

Les observations de M. Milhet-Foutarabie pourraient avoir une portée s'il était vrai que par la route qu'il indique, on dut arriver de Marseille à Nouméa aussi vite qu'avec l'itinéraire proposé dans la convention. Il résulte des calculs de la C^{ie} qu'en dehors des cinq jours qu'on perdrait à la Réunion, il y a, au détriment du tracé proposé par M. Milhet-Foutarabie, une différence de trente heures au moins. Or, aujourd'hui, la concurrence que se font les diverses compagnies ne se compte pas par jours,

mais presque par minutes, et la rapidité est la seule raison d'être des subventions que leur accorde le Gouvernement.

M. le Président fait remarquer que M. Milhet-Foutarabie ne conteste pas qu'il y ait une différence dans le parcours; mais il prétend que cette différence sera compensée, pour la rapidité du voyage, par la suppression qu'il propose des trois escales de Mahé, de King George et de Maurice.

M. Péluc répond que même en tenant compte de cela, la route indiquée par M. Milhet-Foutarabie sera de trente heures plus longue que celle qui est proposée par la compagnie d'accord avec le Gouvernement. M. Milhet-Foutarabie compte qu'un séjour de 12 heures suffira à la Réunion; la compagnie estime qu'elle sera obligée d'y séjourner 48 heures et même plus si le mouvement des marchandises est plus grand dans ce port qu'il n'a été jusqu'à présent et si l'on est obligé, pour cela, de faire 450 tonnes de charbon. Toutes ces questions, du reste, sont abordées dans un rapport très-précis fait par un ancien capitaine de navire, aujourd'hui conseiller maritime de la compagnie à Marseille, et dont M. le Directeur pourra donner lecture à la commission.

En résumé, la compagnie n'aurait aucune objection à faire au projet de M. Milhet-Foutarabie s'il était vrai que la route qu'il propose est égale, comme durée de voyage, à l'itinéraire indiqué dans la convention; mais il est loin d'en être ainsi, et si la compagnie, d'accord avec le Gouvernement, s'est ralliée au tracé par Mahé, où elle n'a, en effet, à espérer aucun trafic, c'est que ce tracé lui fait gagner plus de trente heures et lui permet de lutter avec succès contre la concurrence étrangère.

M. le Directeur de la Compagnie donne lecture du rapport de l'agent de la compagnie à

Marseille, dont vient de parler M. le Président du Conseil d'administration. Il en résulte qu'au point de vue de la rapidité du voyage, le tracé proposé par M. Milhet-Foutarabie ne peut entrer en comparaison avec celui de la nouvelle convention.

M. Milhet-Foutarabie, ajoute l'orateur, s'est appuyé sur ce fait qu'il faut aller chercher un meilleur passage dans le sud. Cela est vrai quand on part de la Réunion, mais non quand on part des Seychelles pour aller à King-George.

Maintenant cette escale de King-George n'est pas une escale de trafic pour la compagnie, mais une escale de précaution; c'est la possibilité pour elle de prendre les tonnes de charbon qui viendraient, au dernier moment, à lui manquer. Et la rigueur même, on pourrait renoncer à cette escale, et l'on gagnerait encore 13 heures pour aller à Adélaïde, Melbourne, Sydney et Nouméa.

On a dit que les grands paquebots de la Compagnie n'allaient pas jusqu'à Nouméa. Ils ne vont, en effet, que jusqu'à Sydney, mais c'est parce qu'il n'y a à Nouméa ni bassins de radoub ni ateliers où ils puissent être entretenus et réparer les quelques avaries qu'ils ont pu subir pendant une aussi longue traversée. La Compagnie, dans ces conditions, a établi sans aucun subside de l'Etat un service annexe de Sydney à Nouméa; elle a un bateau qui va débarquer à Nouméa les passagers et les marchandises et qui revient ensuite à Sydney.

Il n'est donc pas juste de dire que la Cie néglige les colonies françaises. Si elle ne passe pas par la Réunion, c'est que la Réunion ne se trouve pas sur sa route. Elle n'a pas peur non plus, comme on l'a dit, du port de la Réunion; elle ne le connaît pas, mais quand on entre dans un port de ce genre avec de gros navires comme ceux de la compagnie, il faut être sûr qu'on pourra en sortir. A Mahé, quoi qu'en ait dit M. Milhet-Foutarabie, il n'y a aucun danger pour la navigation,

63
C'est un endroit absolument sûr, et il n'est jamais
rien arrivé aux paquebots de la compagnie depuis
vingt-trois ans qu'ils le pratiquent.

Enfin l'itinéraire que propose M. M.
Foutarabie serait certainement repoussé par le
commerce si on le consultait à cet égard. On
apporte bien à la Réunion 30 ou 40 tonnes de
marchandises par voyage, la consommation
n'est pas considérable dans cette Ile. La population
n'est que de 70.000 habitants, mais on ne prend
rien au départ. Il y aurait bien des sucres et des
rhums à y prendre, mais les navires arrivent chargés
des laines fines de l'Australie et l'on ne peut
mettre dessus un chargement de rhum et de sucre.

M. Pehic ajoute que M. Milhet Foutarabie
a paru considérer la ligne de la côte orientale
d'Afrique comme une quantité négligeable. Cela
n'a pas été l'avis du Gouvernement qui a présé
sur la C^{ie} pour l'établissement de cette ligne
et tel n'est pas l'avis du commerce de Marseille,
qui la réclame depuis fort longtemps.

M. Léon Say relève l'observation de
M. le Directeur disant que pour entrer dans le
port de la Réunion, il fallait être sûr d'en sortir.
Mais est-ce que le nouveau port n'a pas été
précisément construit pour déboucher la Réunion,
pour rendre les entrées et les sorties plus faciles?

M. le Directeur répond que les difficultés
sont énormes dans le port de la Réunion, et cite,
à ce propos, l'opinion de l'amiral Dupré, qui
trouverait qu'il ne fallait pas faire de port à la
Réunion, mais seulement un approvisionnement allant
jusqu'à l'endroit où les volutes des raz-de-marée
commencent à se former. Il sera, dans tous les cas,
toujours très-difficile de remuer, dans le port de
la Réunion, de gros navires comme ceux de la C^{ie}.

M. le Président fait observer que c'est
précisément en vue de ces gros navires là, qu'on
a demandé au Parlement les sommes considérables

qu'il a données pour la création du port des Galets.

M. Méhic répond que les dimensions des navires vont toujours en augmentant et que les bâtiments qu'on considérait comme de gros navires, au moment où a été discutée la question du port des Galets, sont aujourd'hui des bateaux de dimension médiocre.

Revenant au projet et itinéraire de M. Milhet-Fontarabie, l'orateur dit que la question de vitesse et de rapidité domine toutes les autres questions tout aussi bien pour l'Etat et l'honneur du pavillon français que pour les intérêts de la Compagnie elle-même. Ne gagnerait-on que quelques heures seulement avec l'itinéraire de la nouvelle convention qu'il faudrait encore le préférer à celui que propose le Sénateur de la Réunion. On ne fait rien, du reste, de définitif, le cahier des charges donne au Gouvernement le droit de changer les itinéraires, et s'il est reconnu, à un moment quelconque, qu'on peut, avec une vitesse égale, aller de Marseille à Nouméa, en passant par la Réunion, des négociations pourront s'engager de nouveau entre la Compagnie et le Gouvernement, et, comme leurs intérêts sont identiques à tous deux, il n'est pas douteux qu'elles ne réussissent.

M. le Président fait remarquer que l'on produira toujours un certain effet sur une chambre française en venant lui dire qu'une compagnie subventionnée par les contribuables français, ayant à faire un aussi long trajet que celui de Marseille à la Nouvelle Calédonie et passant à quelque distance d'une colonie française, n'a pu établir ses nombreuses escales qu'en pays anglais et n'a pas trouvé le moyen de relâcher dans un des ports de cette colonie. Si la différence de trajet n'était que de quelques heures, il y aurait peut-être un intérêt national à substituer l'itinéraire indiqué par M. Milhet-Fontarabie à celui de la nouvelle convention.

M. Péral demande comment les opérations se font à Maké.

63

M. le Directeur répond qu'elles se font à quai, qu'il y a dans les récifs un port en eau tranquille et bien abrité, qui s'est, de plus, beaucoup amélioré depuis ces dernières années.

M. Léon Say dit que ce qui l'a surtout frappé dans les observations présentées par M. le Président du Conseil d'administration de la C^{ie}, c'est la clause du cahier des charges qui donne au Gouvernement le droit de supprimer ou de modifier les itinéraires, après entente, bien entendue, avec la Compagnie. Mais si le Gouvernement voulait imposer à la C^{ie} une solution qu'elle ne voudrait pas admettre, est-ce qu'elle pourrait se pourvoir devant le Conseil d'Etat ou toute autre juridiction?

M. Héhic répond que depuis cinquante deux ans que la C^{ie} est en relations avec l'administration des postes, il n'est pas d'exemple qu'il ait fallu recourir, pour trancher certaines petites difficultés, à une décision judiciaire. Il est présumable qu'il en sera de même dans l'avenir parce que des deux côtés les points de vue sont les mêmes et les intérêts identiques.

M. le Président interroge ensuite M. le Président du Conseil d'administration sur les anomalies de tarifs signalées par M. Milhet-Foutarabie.

M. le Directeur répond que l'observation de M. Milhet-Foutarabie en ce qui concerne le prix de 1500 frs demandé indifféremment aux voyageurs allant en Nouvelle Calédonie ou seulement à la Réunion n'est pas tout à fait exacte. Les premiers payent 1825 frs, c'est à dire 125 frs de plus que les seconds. Cette similitude de prix malgré la différence des distances est, du reste, une pratique constante en Angleterre, et les lignes qui font concurrence aux lignes anglaises sont bien obligées de les imiter.

M. Héhic fait remarquer qu'il n'en est pas d'un bâtiment transportant des passagers dans des

contées l'ontaines comme d'un train de chemin de fer où les voyageurs qui s'arrêtent dans le parcours sont immédiatement remplacés par d'autres.

Il ajoute que dans ces questions de tarifs, il faut laisser une certaine liberté à la Compagnie, laquelle, du reste, n'est pas très-rigoureuse et s'accommode presque toujours avec les voyageurs.

M. le Directeur dit qu'en ce qui concerne le fret, le fait signalé par M. Milhet-Fontarabie peut être vrai, mais qu'il a dû se présenter bien rarement. On a, du reste, pris des précautions à cet égard, et, sur la demande de la commission du budget, il a été inséré dans la convention un avenant qui dit que la compagnie ne pourra pas prendre à l'étranger pour un autre port étranger des marchandises à un prix moindre que celui qu'elle prend pour une destination française.

M. Léon Say renouvelle devant M. le Président du conseil d'administration les observations qu'il a faites, à une précédente séance, devant M. le Directeur, au sujet de la ligne de Marseille à Nouméa par la côte orientale d'Afrique, et demande à M. le Président du conseil d'administration s'il verrait un inconvénient à accepter la même situation que celle que la Compagnie a acceptée pour la ligne de Salonique, laquelle ne sera organisée que lorsque le Gouvernement le demandera.

M. Hélic répond que tout se tient dans une convention de cette nature et qu'on ne peut toucher à une de ses parties sans faire, du même coup, tomber tout l'ensemble. Ce n'est pas que personnellement l'orateur ait un grand goût pour cette ligne côtière, qui est, d'autre part, très-désirée par le commerce de Marseille, mais si le Gouvernement venait demander à la Cie une modification à cet égard, cette dernière serait obligée de reprendre l'organisation générale de la convention. Or, voilà six ans que cette question est à l'étude, elle est à la veille d'être tranchée, si on soulève encore de nouvelles difficultés, on ne sait vraiment pas quand

68
on en finira. Il faut se rappeler, en outre, que chaque jour de retard fait perdre à l'Etat une partie de l'économie que lui assure l'exécution de la nouvelle convention.

M. le Président dit que la commission fait ce qu'elle peut pour ne pas retarder le vote du projet de loi. Si elle l'examine si minutieusement en ce moment, c'est précisément pour pouvoir répondre à toutes les objections qui lui seront faites et abréger de cette façon la discussion publique devant le Sénat.

M. le Rapporteur demande si le dépôt de charbon que la c^{ie} a consenti à établir à la Réunion sera un dépôt sérieux. M. Millhet - Fontarabie a exprimé la crainte que ce ne soit un dépôt un peu fictif.

M. Péluc répond qu'il faudra bien que ce soit un dépôt sérieux, puisque la Réunion devient tête de ligne pour le service de la côte orientale d'Afrique.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. Péluc et Girette, qui se retirent.

Il demande ensuite à la commission si, la discussion paraissant épuisée, elle veut se prononcer sur le projet de loi.

M. Péral dit qu'il n'a pas d'objection à faire au projet de loi, mais qu'il n'a pas été convaincu par les explications qu'il vient d'entendre de la nécessité de repousser l'itinéraire proposé par M. Millhet - Fontarabie.

M. le Rapporteur répond qu'à entendre ce dernier, l'intérêt de la Réunion serait complètement sacrifié. Or, c'est absolument le contraire, la colonie gagne beaucoup à la convention nouvelle, c'est l'opinion de M. de Mahy que l'orateur est allé voir et qui désire vivement que le Sénat vote la convention telle qu'elle a été adoptée par la Chambre des Députés. C'est également l'opinion de M. le Président du Conseil, Ministre des finances et des postes.

Le projet de loi est mis aux voix et adopté.

La commission décide qu'elle se réunira demain à 9 heures pour entendre la lecture du rapport.

M. le Président donne ensuite lecture du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux travaux à exécuter dans le port de Calais, et exprime l'opinion que ce projet de loi, se présentant dans les mêmes conditions que celui qui concerne le port de Saint-Nazaire, il y a lieu de le renvoyer, avec les mêmes observations, à un nouvel examen de M. le Ministre des finances et des travaux p.

M. Cuviniot dit qu'il s'agit de l'élargissement du canal qui se trouve à l'entrée du port de Calais. Le motif que l'on invoque pour que ce projet de loi soit voté le plus tôt possible, c'est l'augmentation des terrains dont il faudra se rendre acquéreurs pour procéder à cette opération. Mais la chambre de commerce pourrait très-bien acheter en ce moment ces terrains qu'elle rétrocéderait ensuite, le moment venu, à l'Etat. On pourrait demander au Gouvernement d'entamer des négociations dans ce sens avec la chambre de commerce de Calais. (Assentiment).

M. Cuviniot est chargé d'aller voir M. le Ministre des travaux publics et de lui transmettre les observations de la commission à l'égard du dit projet de loi.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

R. Cuviniot

69

Séance du 9 juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont présents, M. M. Péral, Boulanger, Challemeil-Lacour, Cordier, Curimat, Dendramandie, Fage, Gouin, Deres, le baron de Guay, de Freycinet, Loubet, Merlin, Pélissier, Rémy Say, Girard.

M. Boulanger informe la commission qu'il est allé au ministère de la marine et qu'il a communiqué à M. Darby tous les renseignements que ce dernier désirait avoir sur le projet de loi portant approbation de la convention passée avec la Compagnie des Messageries maritimes. M. le Ministre de la Marine avait fait venir M. le Chef d'état-major de la flotte. Ce dernier, qui a beaucoup pratiqué l'océan indien, a déclaré que l'itinéraire proposé par M. Milhet Fontarabie était, au point de vue de la rapidité du trajet, bien inférieur à celui que la Cie propose d'accord avec le Gouvernement et que lorsqu'on descend à la Réunion, c'est du sud et non du nord que viennent les moussons. Aussi les Anglais passent-ils par le nord. Il a ajouté que quand même on ne ferait pas escale à Mahé et à Maurice, on éprouverait encore, en suivant le tracé de M. Milhet Fontarabie, des retards considérables.

Enfin M. le Ministre de la marine a chargé M. le rapporteur de dire à la commission que, pour tous ces motifs, il désirait vivement que le Sénat adoptât le plus tôt possible le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

M. Boulanger donne ensuite lecture de

son rapport.

Des observations portant sur quelques détails de rédaction sont présentées successivement par M. M. Meral, Devès, Denormandie et Léon Say.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté.

M. le Président, au nom de la commission, félicite M. le rapporteur.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le régime des sucres.

M. le Président déclare la discussion ouverte.

M. Merlin commence par déclarer qu'il ne vient pas critiquer le projet de loi, qu'il estime, au contraire, qu'il doit être adopté par le Sénat, mais avec certaines modifications que commandent les intérêts de l'agriculture et de l'industrie sucrière.

La loi du 29 juillet 1884 est trop connue de tous les membres de la commission pour que l'orateur soit obligé de revenir sur son objet et ses dispositions. Avant 1884, l'impôt sur le sucre se percevait sur tous les effectifs fabriqués. Ce système pratiqué pendant un certain nombre d'années, ne tarda pas à mettre les fabricants de sucre en France dans une situation qu'on peut qualifier de lamentable. Les fabricants, en effet, n'étaient pas suffisamment incités à admettre dans leurs usines les progrès qu'avaient depuis longtemps admis dans les leurs nos voisins et nos concurrents. D'un autre côté, avec ce système de perception de l'impôt, fabricants et agriculteurs n'avaient pas un intérêt suffisant à faire produire à la betterave plus qu'elle n'avait produit jusqu'ici. L'industrie sucrière française allait si l'on n'y portait un prompt remède, tomber sous les coups de la concurrence étrangère, notamment de la concurrence allemande.

On cherche donc à faire aux fabricants de sucre une situation meilleure et à imiter l'Allemagne qui avait établi un impôt sur la betterave. On s'est

21

qu'il y avait lieu de conclure un forfait avec les fabricants de sucre, et de leur dire: "Vous mettez en œuvre tant de kilogrammes de betteraves qui vous donnent ou tant pour 100 de sucre. Nous allons fixer à forfait ce tant pour 100, et c'est cette quantité qui déterminera l'impôt. Si, par suite des améliorations que vous apporterez à vos procédés de culture et de fabrication, vous arrivez à dépasser ce tant pour 100, que nous appellerons le rendement légal, tant mieux pour vous, tout ce qui excédera le rendement légal ne sera pas frappé d'impôt et vous bénéficierez pour cette partie de vos produits de toute la différence qui existera entre le prix de production et le prix de vente.

L'orateur donne lecture des articles 1, 3, 4 de la loi du 29 juillet 1884, qui constituent les dispositions essentielles de la nouvelle législation.

Cette législation recut son application à partir de la campagne 1884-1885 et les prévisions de l'impôt furent, à cette époque, fixées à 118 millions. En 1884, l'impôt produisit 166.467.000 frs, en 1885, 168.306.000 frs, en 1886, 133.151.500 frs et enfin, en 1887, et d'après les indications fournies par l'administration, la baisse est encore plus considérable, puisque, tout compte fait, l'impôt ne rend plus que 118 millions. Pour la campagne actuelle, on estime que le déficit pour le trésor sera de 60 millions. Et qu'en tient cette situation? Et ce que les producteurs de betterave et les fabricants de sucre ont apporté dans leurs procédés des améliorations d'une rapidité extraordinaire et tout à fait inespérée. Ainsi, on a reconnu que le rendement effectif des betteraves a été, en moyenne, en 1884-1885, de 7.27 %, en 1886-1887, de 8.48 % et que pour la campagne courante, on prévoit que le rendement effectif des betteraves atteindra une moyenne de près de 9 kil. de sucre par 100 kil., et que la quotité des excédents indemnes ne sera pas inférieure à 38 %.

C'est dans ces conditions que deux lois furent présentées, cette année, au Parlement: la première déjà adoptée par les deux Chambres, édicte une augmentation de 30 % sur l'impôt réalisé; la seconde est celle qui est, en ce moment, soumise à l'examen de la commission. Elle a pour but purement et simplement d'élever le taux du rendement légal, qui, d'après la loi de 1884, était de 5 kil. et pour 1887-1888, et elle propose de fixer de la manière suivante:

Campagne de 1887-1888: 7 k. de sucre raffiné.

_____ 1888-1889: 7 k. 10

_____ 1889-1890: 7. 50

_____ 1890-1891: 7. 70

L'orateur ne fait en principe, il l'a déjà dit, aucune opposition à l'adoption de ce projet de loi que commande l'intérêt supérieur du trésor, mais il croit qu'il y aurait peut-être certaines modifications à y apporter. Il estime, quant à lui, que le rendement légal porté à 7 kil. est exagéré dans les circonstances actuelles et que si on le maintenait à ce taux, il en résulterait des désastres pour les agriculteurs et les fabricants de sucre de certains départements, particulièrement du département du Nord.

Il est reconnu, en effet, et l'orateur pourra le prouver lorsque la discussion sera engagée, que le prix du sucre a considérablement baissé, que ce qui valait 40 et 42 frs en 1884 vaut à l'heure qu'il est 28 frs.

M. le Président fait observer qu'il y a des sucres depuis 62 jusqu'à 100 degrés, mais que lorsqu'on parle de sucre, en France, il est toujours question de sucre raffiné, le seul que vise la législation. En Allemagne, au contraire, la législation vise le sucre brut, et quand on fait des comparaisons entre les deux pays, il se produit souvent une confusion qui nuit beaucoup à la clarté de la discussion. En bien, le sucre à 92 degrés n'est jamais descendu, en France,

au-dessous de 8 fr.

M. Merlin répond qu'il n'en est pas à 8
ou 6 fr. près. Ce qu'il y a de certain, c'est que
depuis 1884, le sucre a baissé et que les fabricants
doivent recourir à tous les moyens qui sont en
leur pouvoir pour produire le sucre au meilleur
marché possible. Il est reconnu que pour qu'ils
puissent se tirer d'affaire, il faut qu'il y
ait entre le rendement légal et le rendement effectif
une différence de 1 pour 100 au moins, c'est-à-
dire que le rendement effectif soit au moins
de 7 si le rendement légal est de 6, de 8 et ainsi
de suite. L'exposé des motifs du projet de loi
fixe la moyenne actuelle du rendement effectif
à 8.60 %, mais c'est là le rendement obtenu par
les fabricants qui se trouvent placés dans la
situation territoriale la plus favorable possible.
Comme sont, par exemple, les fabricants du
département de l'Orne relativement à ceux
du Nord. La supériorité du département de
l'Orne sur le Nord tient à ces deux circonstances
que les terres y sont plus propres à la culture de la
betterave, et qu'il n'existe pas, comme dans le
Nord, à côté des fabriques de sucre des distilleries
qui n'ont pas le même intérêt à obtenir de
l'agriculture des betteraves renfermant sous un
petit poids beaucoup de richesse saccharine.
Même sur 118 usines existant dans le département
du Nord, il y en a 4 qui en 1886-1887, n'ont pas
atteint 6 Kil., 16 qui sont restées entre 6 et 7, 38 qui
ont atteint entre 7 et 7.50 et 57 qui sont entre 7.50 et
8 %, sans jamais avoir dépassé ce dernier rendement.

Si l'on maintient le rendement légal à 7
Kil., il y a dans le Nord 71 fabriques de sucre qui
seront obligées de disparaître, et avec elles tout
l'outillage qu'elles comportent et tout le personnel
qu'elles font vivre. Il y a là évidemment une
considération d'intérêt général qui s'impose. Que
faudrait-il pour que cette éventualité fâcheuse

ne se réalisait pas? Qu'on restât purement et simplement sous l'empire de la loi de 1884. Cette loi a fixé le rendement légal à 6.25 pour 1887-1888. L'orateur consentirait à ce qu'il fut porté à 6.50, mais il ne croit pas qu'on puisse aller plus loin. Aussi a-t-il l'intention de déposer un amendement tendant à ce que le rendement pour la campagne 1887-1888 soit de 6.50 au lieu de 6, avec augmentation, s'il y a lieu, d'un vingt-cinq centième pour les années suivantes.

Et toutes les considérations qu'a déjà fait valoir l'orateur, il faut ajouter celle-ci: C'est que l'épreuve des conditions climatiques tout-à-fait exceptionnelles et extraordinairement favorables au développement de la culture de la betterave riche. Il n'en sera certainement pas toujours ainsi et l'on prévoit déjà pour cette année une récolte tout autre que celle des dernières campagnes.

M. Faye demande à M. Merlin s'il s'est rendu compte de la différence que produirait son amendement, s'il était adopté, au point de vue du rendement de l'impôt.

M. le Président répond que cela ferait une différence d'environ 20 millions.

M. Gouin dit que ce qui le frappe surtout dans le nouveau projet de loi, c'est la continuation du système inauguré en 1884 et qui frappe d'un même impôt les fabricants qui tirent à peine 6% de leurs betteraves, parce qu'ils ne sont pas assez riches pour améliorer comme il le faudrait leurs procédés de fabrication, et les fabricants qui tirent de ces mêmes betteraves 8, 9 et peut-être même 9 1/2 %. Mieux vaudrait donner tout de suite aux fabricants de sucre une prime de, on saurait au moins ce qu'on fait. Et puis, M. Merlin vient de faire entrer en ligne de compte les conditions climatiques. Faudra-t-il donc changer la loi chaque fois que les conditions climatiques varieront? L'honorable membre regrette beaucoup qu'on ait pris, en 1884, une autre base que celle des quantités fabriquées, et trouve fâcheux qu'on ne

23
puisse pas revenir à l'ancien système.

M. le Président demande à présenter, en son nom personnel, quelques observations sur la loi du 29 juillet 1884, loi sur laquelle il y a une opinion tellement arrêtée qu'il ne croit pas pouvoir parler au nom de la commission.

Cette loi est due à l'initiative parlementaire et l'on n'a pas voulu suivre le système que proposait, à cette époque, le Gouvernement et qui consistait à donner aux fabricants de sucre un déchet de fabrication pour compenser le tort que leur faisait la concurrence allemande. Ce que vient de dire l'honorable M. Merlin des petites fabriques du Nord, et il aurait pu ajouter du Pas de Calais, est l'expression de la vérité, mais en résultat, l'orateur les avait prévus, il a dit aux représentants de ces départements, notamment à l'honorable M. Ribot : « vous serez victimes de cette loi-là, vous n'êtes pas outillés pour cela, vous avez une culture mixte de grosses betteraves peu riches en sucre dont une grande partie sert à l'alimentation du bétail, vous ne transformerez jamais cette culture avec assez de rapidité. » Ces députés, les conseils généraux n'ont rien voulu entendre, et la loi a été faite par quelques grands fabricants que l'orateur pourrait nommer, les mêmes qui, depuis trente ans, ont dicté au Parlement tous les régimes successifs par lesquels l'industrie sucrière a passé.

L'orateur fait l'historique des diverses législations qui ont précédé le régime actuel et compare, à ce point de vue, l'état de l'Allemagne à celui de la France. Il montre que la protection de 11 frs qu'on était arrivé à donner aux fabricants de sucre était insuffisante pour chasser le sucre allemand du territoire français et qu'en effet depuis cette époque, pas un kilogramme de sucre allemand n'est entré dans notre pays. Ou bien de persévérer dans ce système des décrets de

fabrication, on a mis l'impôt sur le sucre raffiné et au lieu d'attendre que le sucre fût fabriqué pour savoir quel serait le rendement réel de tant de kilogrammes de betteraves, on a fait l'inverse. De ce qui a lieu en Allemagne, on a commencé par fixer le taux du rendement que 100 kil. de betteraves devraient produire, et cela sans avoir aucun élément sérieux d'appréciation, puisque jusqu'alors la betterave n'était pas entrée en France dans les éléments constitutifs de l'impôt. On s'est donc lancé dans l'inconnu et l'on a pris les dispositions que l'on sait et qui font l'objet de l'art. 3 de la loi du 29 juillet 1884.

On n'a que établi, comme les Allemands, l'impôt sur la betterave parce que la France possède des colonies qui produisent par an 100 millions de kilogrammes de sucre de canne. Seulement il a fallu établir la parité entre ces deux productions.

L'orateur fait l'historique de la législation qui a successivement régi les sucres coloniaux et donne lecture des principales dispositions de la loi du 9 juillet 1886.

Cette dernière législation a produit ce résultat inouï que la loi de 1884 a été surtout favorable à ceux qui n'avaient fait aucun effort pour lutter contre la concurrence étrangère. Les sucres coloniaux bénéficient de 18 frs par 100 kil. de sucre sur un produit qui vaut aujourd'hui de 38 à 40 frs. Il est évident, quand on voit des résultats pareils, que le Parlement a été complètement aveuglé sur les conséquences de la loi qu'il a consenti à adopter.

On dit: « il y a baisse sur le prix du sucre » mais alors si l'impôt est le régularisateur du prix des marchandises, pourquoi ne pas l'établir de la même manière pour tous les autres produits? La baisse de sucre ne vient pas

22

de la concurrence étrangère, puisqu'il n'entre plus de sucre allemand en France, mais de la concurrence que se font entre eux les fabricants français et de celle que font aux sucres indigènes les sucres coloniaux. Et ce n'est pas seulement le sucre colonial qui entre en France qui concurrence les produits français, mais celui qui va à l'étranger, à la condition qu'il ait touché barre à un port français. Ainsi un navire qui arrive avec 100 millions de kil. de sucre des colonies dans un port français en descend seulement 360.000 kil., c'est-à-dire la portion indemne de tout droit, et s'en va avec le reste en Angleterre. On a voulu favoriser les gens intelligents et donner un grand mouvement à l'industrie sucrière et l'on a seulement favorisé les gens riches, la loi de 1884 est une des lois les plus anti-démocratiques qui aient jamais été faites en France.

Maintenant on a beaucoup argumenté sur le chiffre des sommes que le trésor a perdues depuis que la loi de 1884 a été mise en application, et l'on a reproché à l'orateur, alors ministre des finances, d'avoir fait une espèce de forfait, d'avoir dit en 1885: « Les recettes des sucres ont été portées en prévision à 181 millions, donnez-moi mes 181 millions et je vous tiens quitte du reste. » L'orateur a seulement dit en 1885: « Je ne sais pas ce que votre loi va produire. Or, comme nous avons déjà un budget difficile à boucler, j'ai le droit de prendre mes précautions et je demande que l'impôt soit porté de 40 à 50 frs, de manière à être sûr d'avoir la recette prévue » mais jamais il n'a parlé d'un chiffre fixe.

M. le Président donne lecture du passage d'un de ses discours, reproduit dans une de nombreuses brochures publiées depuis quelque temps par certains fabricants de sucre qui depuis l'année dernière ont eu peur de leur œuvre, et qui ont voulu aller au devant des critiques qu'on adresse aujourd'hui à

la législation de 1884. Il en ressort qu'il a fait les réserves les plus expresses au sujet des résultats de la loi et qu'il a dit notamment que ce qu'une loi fait de mauvais, une autre loi peut le défaire.

L'orateur termine en affirmant que le Parlement, en 1884, n'a pas prévu les conséquences de la loi qu'il a votée; les personnes, dont il a parlé au début de ses observations, seraient parfaitement à quels résultats on allait aboutir et qu'elles lui ont fait commettre, ce jour là, une mauvaise action.

M. Gorin renouvelle ses précédentes observations et se demande pourquoi on ne changerait pas les bases mêmes de la loi, puisque tout le monde reconnaît qu'elles sont mauvaises.

M. Cuviniot répond que c'est là une erreur et qu'il y a beaucoup de personnes qui trouvent excellent le principe de la loi du 29 juillet 1884.

L'honorable membre voudrait bien préciser le terrain sur lequel s'engage la discussion. La consommation du sucre en France ayant été évaluée, en 1884, à 380 millions de kilogrammes, et cette consommation n'ayant pas sensiblement augmenté, il est certain que si la loi du 29 juillet 1884 n'existait pas, le rendement de l'impôt serait, comme à cette époque, de 151 millions. Or, on a pris le chiffre de 108 millions comme rendement moyen de l'impôt, ce qui est une erreur absolue pour apprécier les pertes que subit le trésor.

M. le Président conteste ces différents chiffres, et, à la suite d'un échange d'observations entre M. M. Cuviniot, Gorin et le Président, la commission décide de renvoyer la suite de la discussion à la prochaine séance, qui aura lieu samedi à 2 heures.

La séance est levée à 7 heures.

Le Secrétaire,

A. Feinberg

29

Séance du 11 Juin 1887

Présidence de M. Curard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: M. M. Béal, Boulanger, Challemel-Lacour, Cordier, Curmiot, Desormandie, P. Deres, Hugot, Faye, Gouin, Loubet, Merlin, Penicaud, Lécis-sieux de Host, Curard.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi sur le régime des sucres.

M. le Président propose à la commission d'entendre immédiatement M. M. Foucher de Careil, Paris, Testelin et Seblaine qui ont demandé à présenter sur le dit projet de loi certaines observations. (Assentiment.)

M. M. Foucher de Careil, Paris, Testelin et Seblaine sont introduits et prennent place au bureau.

M. Foucher de Careil rappelle à la commission qu'il y a trois jours s'est tenue à Paris un congrès de la culture betteravière où 13 départements du nord et de l'Est se trouvaient représentés. Il est heureux de constater que cette dernière réunion a fait disparaître les dissentiments qui existaient autrefois entre les fabricants de sucre et les agriculteurs et même entre les agriculteurs qui s'étaient divisés en deux camps. La société des agriculteurs du Nord, qui préconisait la limitation des excédents à 8 % et qui, en s'opposant à la culture quand même de la betterave ultra-riche, allait précisément contre le but de la loi de 1884, loi de progrès cultural et industriel en même temps, cette société, par l'organe de son Président et de M. Macarel, son vice-Président, est venue déclarer au Congrès que

non seulement elle désarmait, mais qu'elle s'associait aux autres sociétés pour formuler les mêmes vœux.

Ce sont ces vœux de congrès betteravier, émis à l'unanimité, que l'honorable sénateur a été chargé de transmettre à la commission des finances du Sénat.

Ces vœux peuvent se résumer ainsi : accepter le projet de loi voté par la Chambre des Députés avec une diminution d'un vingt-cinquième quant au relèvement du taux de la prise en charge. De telle sorte que le taux pour la campagne 1888-1889, de 7 k. au lieu de 7.25, celui de la campagne 1887-1888 serait de 6 k. 75 au lieu de 7, et ainsi de suite pour les campagnes suivantes.

L'orateur ne veut pas donner toutes les raisons qui peuvent militer en faveur de cet amendement, il a été chargé par le Congrès de présenter seulement les deux suivantes :

Le rendement moyen de la dernière campagne qui a été, d'après les déclarations du Gouvernement de 8.60 %, est plutôt une apparence qu'une réalité. Il y a 115 fabriques qui sont restées au-dessous d'un rendement de 8 %, et si, au lieu d'imposer aux fabricants de sucre, non plus l'échelle progressive de la loi de 1884, mais un système de sauts comme celui qu'on vient d'inventer, puisqu'en portant le taux de la prise en charge de 6.25 à 7, on saute brusquement trois échelons, il est certain que beaucoup de fabriques ne pourront résister malgré tous les progrès que les fabricants et surtout les cultivateurs sont parvenus à réaliser. Ces progrès sont lents en agriculture et marchent toujours du même pas, il serait dangereux de ne pas tenir compte de cette considération. Les fabricants de sucre qui ont obtenu 6 % en 1886 n'en avaient obtenu que 5 en 1885. Si on porte le taux du rendement légal à 7 k., on sacrifie ou plutôt on exécute purement et simplement 115 fabricants de sucre et tous les cultivateurs qui leur apportaient leurs betteraves, et qui ne pourront pas, quoi qu'on en

ait dit, les porter aux grandes usines. Ce sont des milliers d'hectares qu'on va soustraire de cette façon à la culture betteravière.

La seconde considération est la suivante: Et dans quel moment allez-vous prendre cette mesure qui aurait des conséquences si fâcheuses et pour l'industrie sucrière et pour l'agriculture française? Au moment où grâce aux progrès de cette dernière et à la législation de 1884, on a pu non seulement lutter contre la concurrence allemande, mais l'annihiler complètement, au moment où la sucrerie allemande agonise et où la sucrerie française est sur le point de prendre sa place. Peut-on relever l'industrie de nos voisins en imposant ce tarif de 2 kilos à nos fabricants de sucre français? Evidemment personne ne saurait le penser et le Congrès a la ferme confiance que le Sénat voudra bien apporter au projet de loi l'amélioration que la Chambre des Députés, mieux informée, se hâtera d'adopter à son tour.

M. Paris prend à son tour la parole et dit que le premier soin de la commission des finances devant être de défendre les intérêts du trésor, s'il ne s'agissait que d'une loi comme celle qui a été votée dernièrement et qui a établi sur les sucres une taxe complémentaire de 10 francs, la cause qu'il vient défendre devant elle serait singulièrement compromise mais la loi qui est, en ce moment, soumise à son examen est une loi plutôt économique que financière; en même temps que les intérêts du trésor, la commission a le devoir de défendre les grands intérêts industriels et agricoles que l'innovation proposée pourrait venir compromettre.

La loi de 1884, il ne faut pas l'oublier, n'est pas une loi de principe basée sur cette règle qu'aucune parcelle de la matière imposable ne doit échapper à l'impôt, c'est

avant tout une loi de défense et ça été une loi de salut.

L'orateur rappelle dans quelles circonstances est intervenue la loi du 29 juillet 1884, et après en avoir analysé les principales dispositions, ajoute qu'il a toujours été entendu, que pendant l'expérience de ces sept années, à un moment quelconque de cette expérience et quelle que soit la richesse des rendements, il resterait toujours un excédent entre les mains du producteur et que cet excédent devrait être chiffré un, c'est-à-dire que si le rendement légal est de 6, par exemple, il faut, pour que le fabricant puisse lutter avec avantage sur le marché français et à l'étranger, que le rendement effectif soit au moins de 7.

La loi de 1884 a eu pour but:

1^o d'amener les cultivateurs à substituer à la culture de la betterave moyenne celle de la betterave riche, que l'on obtient en faisant des labours plus profonds, en frisant les betteraves au lieu de les disséminer, en faisant des sarclages plus abondants, en employant des engrais d'un prix très élevé et enfin au prix de difficultés plus grandes d'arrachage; 2^o d'inciter les fabricants à perfectionner leurs appareils pour diminuer leurs frais généraux et se trouver en mesure de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère.

Ce double résultat a-t-il été atteint? Oui, mais au prix de grands sacrifices. On n'obtient en effet, la betterave riche qu'à la condition d'en voir diminuer le poids. Cette diminution est d'un tiers ou d'un quart dans les départements du Nord et c'est ainsi que dans cette région chaque cultivateur a vu diminuer sensiblement le rendement par hectare, ce qui constitue pour lui une perte sèche.

En ce qui concerne la fabrication, il y a un certain nombre d'usines qui n'ont pu arriver à l'outillage que les autres ont réalisé, elles ont

73
végété, puis disparu. C'est le sort de l'industrie
aussi bien que de la nature humaine, il
faut être bien constituée pour vivre. Les autres
sont arrivées, par l'amélioration de leurs appareils,
mais en dépensant beaucoup d'argent, à une
grande perfection de travail et une grande
économie dans la main-d'œuvre.

Que doit-on faire maintenant pour
limiter les pertes du trésor ?

On a calculé que l'année dernière
le rendement légal, par le système des
abonnements, a été de 5 kil. 64. De 5.64, on
passe, cette année, à 6.25. C'est un écart
considérable et qui donnera un certain nombre
de millions pour combler le déficit qui
existe dans le budget. On comprend néanmoins
que le Gouvernement ne puisse encore s'en
tirer parce que les excédents ont dépassé le
rendement légal dans des proportions inespérées.
C'est là certainement un grand élément
de bénéfice pour les fabricants, mais il faut
tenir compte aussi de l'élément de perte
qui résulte de la baisse des prix du sucre.
Cette baisse a deux causes : d'abord la production
française, qui a beaucoup augmenté, et ensuite
et surtout la production allemande, qui est
de plus d'un milliard de kilogrammes.

L'Allemagne n'en consomme, pour sa part,
que 300 ou 350.000 kilos, et l'excédent se
dépense sur tous les marchés européens. Pour
qu'ils puissent lutter contre cette effroyable
concurrence, il faut donner des armes aux
fabricants français et ne pas être trop absolu
dans les modifications qu'on veut faire subir
à la prise en charge. Il faut évidemment aller
au delà du tarif de 6.25, mais doit-on, comme
on le demande dans le Nord, escompter un
an ou deux ans comme on l'a demandé au
Congrès ? L'orateur laisse l'examen de cette question

aux sages méditations de la commission. Aller
immédiatement à 7, ce serait compromettre l'effet
bienfaisant de la loi de 1884, qui a voulu laisser
un élément de bonis entre les mains des fabricants
et en même temps ménager l'avenir, car le point
de départ n'est pas partout le même et le
rendement varie suivant les départements et les
régions. Il est certain que les terres azotées du
département de l'Oise donneront toujours un
meilleur rendement, à conditions égales, que celles
du département du Nord, qui, malgré tant
d'efforts, est resté, sous ce rapport, au dernier
rang. C'est donc par régions que l'effet de
la loi se fera sentir et il y a des départements
qui seront sacrifiés. Il ne faut donc pas
trop dépasser les prévisions de la loi de 1884,
qui s'arrêtait à 7, en réservant l'avenir. Il ne
faut pas oublier non plus que si l'on maintient
ce taux de 7 fr. par 100 kil. de betteraves mises en
œuvre, on fait disparaître, comme l'a dit le
précédent orateur, 11^e fabriques de sucre et l'on
enlève des milliers de hectares de terre à la
culture de la betterave. Si donc la commission
pouvait, en modérant sur un seul point le vote
de la Chambre des Députés, arriver à donner aux
cultivateurs et aux fabricants la satisfaction
qu'ils demandent, en continuant à les faire jouir
de la bienfaisante législation de 1884, elle attirerait
sur son œuvre tous leurs remerciements et, en même
temps, ceux de la population ouvrière.

M. Coste rappelle ce qu'était la législation
sur les sucres sous l'ancien régime: on frappait
d'un droit non les sucres, mais les grands négociants
des colonies et la marine marchande. Après la
Révolution est arrivé le blocus continental, on
avait un intérêt considérable à créer des sucres
qui ne vinssent pas des colonies et l'on a favorisé
l'industrie naissante du sucre de betterave,
qui bientôt a pris une grande extension. Puis,

on s'est dit, un beau jour, que ce n'était pas juste, que le sucre des colonies était sacrifié au sucre indigène et l'on a établi sur le sucre de betterave un droit qui est toujours allé en augmentant au fur et à mesure que la production était plus considérable et jusqu'à ce qu'il fût devenu égal entre la France et les colonies. Quand on a fait la loi du 29 juillet 1884, on a voulu protéger les sucres des colonies et les sucres indigènes, on a fait, sous une autre forme, ce qui avait été fait pour le sucre de betterave seul au moment du blocus continental. Veut-on détruire ce qu'on a fait et voir tomber tout à coup 112 fabriques de sucre, qui entraîneront dans leur chute, non pas 112 familles, mais un bien plus grand nombre qui de l'aisance vont passer à la misère? Or chaque usine, en effet, est attachée le sort de dix ou quinze familles. On se plaint de la dépopulation des campagnes, mais le jour où ces 112 fabriques disparaîtront, tous ceux qui elles faisaient vivre viendront se réfugier dans les villes. Telles sont les brèves observations que l'honorable sénateur a eu devoir présenter à la commission.

M. Sébline dit qu'il n'a qu'un mot à ajouter aux considérations qui viennent d'être développées devant la commission. Il appelle son attention sur les deux points suivants: Quel a été le point de départ de la loi du 29 juillet 1884? Quel est le but qu'elle s'est proposé?

L'orateur rappelle qu'à cette époque la fabrication du sucre et la culture de la betterave, - que M. Thiers appelait la providence des agriculteurs du Nord de la France, étaient menacés de disparaître. Le prix du sucre qui oscillait autrefois entre 65 et 70 frs le quintal était tombé à 32 frs. Or, le prix de revient ancien variait entre 50 et 60 frs, et quand le sucre se

Vendait 69 frs, il y avait 10 frs de bénéfice pour le fabricant. Si donc la loi de 1884 n'était pas intervenue, tous les fabricants de sucre auraient fermé leurs usines. M. Paris a expliqué à la commission comment ce résultat avait été amené par la concurrence déloyale de l'Allemagne, qui accordait à son industrie sucrière des primes considérables déguisées sous le nom d'impôt à la matière première. Les cultivateurs français cependant n'étaient pas au dessous des cultivateurs allemands et pouvaient victorieusement lutter contre ces derniers à armes égales. C'est dans ces conditions qu'a été votée la loi du 29 juillet 1884, qui n'est pas, comme l'a dit M. Paris, une loi de principe et qui ne peut être défendue comme telle, mais une loi de défense contre la concurrence allemande.

Quel a été son but? Son but a été de protéger l'industrie sucrière en permettant, d'une part, aux cultivateurs d'améliorer leur méthode de culture de la betterave de manière à lui faire rendre toute la richesse saccharine dont elle est susceptible, et, d'autre part, aux fabricants de perfectionner leurs procédés d'extraction et de fabrication du sucre, de manière à diminuer leurs frais généraux tout en obtenant un produit plus parfait. Ces résultats ont-ils été obtenus? La première année, l'effet de la loi ne s'est pas fait sentir, mais dans l'espace de deux ans, la culture, qu'on qualifiait de routinière, s'est absolument transformée. Seulement, on a demandé à la grande et à la petite culture, surtout à cette dernière, des sacrifices considérables. On en a demandé aussi aux fabricants, et M. Magnin, qui connaît les comptes de la banque des fabricants de sucre pourrait montrer à la commission qu'ils ne sont pas dans un état aussi prospère qu'on veut bien le dire.

En résumé l'orateur déclare qu'il est prêt à se rallier au projet de loi tel qu'il a été voté.

par la Chambre des Députés, moyennant un abaissement d'un 1/2 centième du taux du rendement qui permettra aux cultivateurs les plus faibles et les plus intéressants de continuer et de compléter cette révolution culturale qui a déjà donné de si heureux résultats. C'est une transaction qui coûtera, il est vrai, 5 millions au trésor, mais qui vaudrait au Sénat, s'il se ralliait à cette solution, la profonde reconnaissance de tous les départements du Nord.

L'honorable sénateur présente ensuite deux observations de détail sur les articles 6 et 7 du projet de loi. Il croit que la rédaction de l'article 6 serait plus claire et sauvegarderait mieux les intérêts du trésor si ces mots: «qui n'emploieront pas le procédé de l'osmose» on ajoutait ceux-ci: «ou tout autre procédé analogue».

En ce qui concerne l'article 7, l'orateur dit que les fabricants acceptent parfaitement de payer la redevance qu'il met à leur charge, mais à une condition, c'est que les agents seront permanents, comme par le passé, et ne pourront être remplacés par des agents temporaires, dans lesquels ils n'ont aucune confiance.

M. M. Foucher de Careil, Testelin, Paris et Sebligne se retirent.

Après un échange d'observations sur le principe même de la loi entre M. M. Curmiot, Gouin, Boulanger et le Président, ce dernier met aux voix un amendement de M. Merlin ainsi conçu:

«A partir du 1^{er} septembre 1887, le rendement légal par 100 kilog. de betteraves mises en œuvre dans les fabriques de sucre sera ainsi fixé:

Cambrague de 1887-88: 6 Kil. de sucre raffiné

Campagne de 1888-89 : 7 kil. de sucre raffiné

1889-90 : 7 k. 25

1890-91 : 7 k. 50

Cet amendement est mis aux voix et n'est pas adopté.

L'art. 1^{er} du projet de loi est mis aux voix et adopté.

M. le Président donne lecture de l'art. 2 et fait remarquer qu'il constitue une cause de perte pour le trésor.

L'article 2 est adopté.

À propos de l'article 3, M. Boulanger se demande si la commission ne ferait pas bien de se saisir de la question des remises et des transactions pour voir s'il ne conviendrait pas d'introduire dans la loi, à moins qu'on ne veuille en faire l'objet d'une loi spéciale, une disposition qui dirait, par exemple, qu'aucune remise et qu'aucune transaction ne pourrait être faite que par un décret du Président de la République, le Conseil d'Etat entendu.

L'honorable membre demande à la commission la permission d'étudier cette question, qu'il ne fait, en ce moment, qu'indiquer et cite en terminant, un exemple récent d'une transaction de ce genre. On a beau établir dans la loi des pénalités aussi élevées que possible, on n'empêche pas ces transactions onéreuses pour le trésor et auxquelles cependant il serait temps de mettre un terme.

M. Curriot fait savoir à la commission qu'il fait partie d'une commission technique à laquelle un grand nombre de fabricants de sucre se sont adressés pour demander que les fraudeurs soient condamnés à la prison et que toute demande de transaction soit inévitablement repoussée. La commission, qui déposera bientôt son rapport, a adopté à l'unanimité des conclusions analogues.

M. Faye se demande s'il ne serait pas

bon d'appliquer aux fraudeurs la disposition de la loi du 21 mars 1851 relative à l'affichage.

M. le Président dit qu'il a toujours été, pendant son ministère, très-sévère pour les fraudeurs. Il ne croit pas cependant que la proposition de M. Boulanger, tendant à retirer complètement à l'administration le droit de transiger pour le donner à M. le Président de la République, puisse être adoptée, car il y a souvent des employés trop zélés et des procès-verbaux trop peu justifiés. Mais rien n'empêche M. Boulanger de monter à la tribune et de demander à M. le Ministre des finances une déclaration à cet égard.

M. Boulanger dit qu'il a simplement voulu demander à la commission l'autorisation d'étudier un système pécuniaire qu'il fera connaître à la commission dans quelques jours. (Assentiment).

M. le Président donne lecture des art. 4 et 5, qui sont adoptés.

Il lit ensuite l'art. 6, dont il explique le mécanisme, et dit qu'il est absolument nécessaire d'entendre sur ce point le Gouvernement.

L'adoption de l'article 6 est ajournée jusqu'à ce que des explications aient été fournies sur cet article par M. le Ministre des finances.

L'article 7 est ensuite mis aux voix et adopté.

Il est ensuite procédé au scrutin pour la nomination du rapporteur.

M. Esirard est élu rapporteur à l'unanimité moins une voix.

La commission décide qu'elle se réunira demain à 2 heures pour entendre M. M. le ministre des finances et Diancourt sur le projet de loi relatif au régime des sucres, et M. M. le Général Arnould et Forcioli sur le projet de loi relatif au sequestre apposé

sur le territoire des collectivités indigènes en Algérie.
La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,
A. Guinard

Séance du 13 Juin 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Héral, Boulanger, Challenel-Lacour, Cordier, Curmiot, Faye, Gouin, Hugot, Denormandie, de Freycinet, Loubet, Merlin, Penicaud, Léon Ray, Lissierenc de Port, Girard, le baron de Guay.

M. Mourier, ministre des finances, Président du Conseil et M. le Directeur des contributions indirectes assistent à la séance.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi relatif au régime des sucres.

M. le Président informe M. le Président du Conseil que la commission a adopté l'art. 1^{er} et qu'il ne pense pas qu'il puisse y avoir de difficulté sur ce point.

M. le Président du Conseil dit que le Gouvernement ne peut que dépendre devant le Sénat la loi telle qu'elle a été votée par la Chambre des Députés.

M. le Président voudrait savoir quel sera l'effet de l'art. 2 au point de vue des recettes du trésor. L'article 1^{er} du projet de loi donne évidemment un bénéfice au trésor, mais ce bénéfice va être tellement diminué par l'application des

articles suivants qu'on se demande ce qui en restera.

M. le Directeur répond qu'il n'y a que cinq ou six usines qui bénéficieront de l'art. 2 et que ces usines n'ont pas une force productive bien importante. Il fournira, du reste, à M. le Président, des renseignements exacts à cet égard.

M. le Président, à propos de l'art. 3, demande à M. le Président du Conseil ce qu'il compte faire à l'égard des contraventions et des fraudes qui pourront être constatées. On a cité, à la dernière séance, le fait de la saisie de 100 Kilogrammes de sucre qu'un fabricant voulait faire échapper au recensement nécessaire par la loi qui établit une surtaxe de 10 frs. sur les sucres, saisie qui aurait été immédiatement suivie d'une transaction. N'y a-t-il pas là un peu de faiblesse de la part du Gouvernement?

M. le Président du Conseil répond que depuis qu'il est aux affaires, il a homologué quelques décisions de ce genre prises par son prédécesseur, mais qu'il n'en a signé aucune. Il avait pensé un instant à renoncer au droit de transaction qui appartient au ministre, mais il a reconnu, après examen de la question, qu'il était difficile de supprimer cette espèce d'appel, en présence des erreurs qui peuvent être commises et des pénalités exagérées qui peuvent atteindre contraventions. Il aurait voulu qu'une section du conseil d'Etat fut substituée, sous ce rapport, au ministre, mais jusqu'à présent, le Conseil d'Etat ne paraît pas très-disposé à accepter cette nouvelle charge. Il a donc maintenu le Conseil de directeurs établi par son prédécesseur, mais ce ne sera plus désormais le ministre, ce sera le doyen des directeurs qui le présidera. On peut être certain que ce conseil

se montrera, vis-à-vis des fraudeurs, le gardien vigilant et sévère des intérêts du trésor.

M. le Directeur ajoute qu'au sujet du fait dont a parlé tout-à-l'heure M. le Président, il n'y a pas encore eu de décision prise, mais que l'administration ne pourrait agir à cet égard autrement qu'elle ne l'a fait. Il y a, en effet, des nuances et des points très délicats dans l'appréciation des intentions de fraude. Ainsi, dans l'espèce, bien qu'un procès-verbal ait été dressé et que 700 kil. de sucre, en effet, aient été saisis, il semble résulter de l'enquête que les raffineurs contre lesquels ce procès-verbal a été dressé n'ont pas eu l'intention de dissimuler cette quantité de sucre trouvée dans leurs magasins. L'affaire, du reste, est en instruction.

M. Senicaud dit que du moment qu'un procès-verbal a été dressé, l'affaire n'est plus en instruction. Il n'y a plus qu'une suite judiciaire à lui donner. Une des plus grandes préoccupations de la commission des finances doit être d'empêcher que ces fraudes échappent à la répression.

M. le Président donne lecture de l'art. 9 et fait remarquer que cet article, très bon en soi en ce qu'il facilite le commerce, va encore être une cause de diminution pour les recettes du trésor.

M. le Président du Conseil dit qu'il ne croit pas que le trésor perde beaucoup par suite de l'application de cet article. Le Gouvernement a pensé qu'il y avait intérêt à dégager un peu les fabricants de sucre de l'omnipotence de la raffinerie.

M. le Président demande à M. le Ministre s'il ne croit pas que cette mesure va encore augmenter la production.

M. le Président du Conseil répond qu'il faut en faire l'essai; qu'il est très-difficile de prévoir ce qui va sortir de l'application de cet article.

et que si l'on avait à constater des incouvenients trop grands, il faudrait évidemment revenir sur cette disposition.

M. Léon Say demande à M. le Président du Conseil s'il n'a pas reçu d'indication sur un carottage possible de 5 à 600.000 frs par an, rendu possible par cette disposition de l'art. 5.

M. le Président du Conseil répond qu'il a reçu, en effet, postérieurement au vote de la loi, des indications à cet égard, mais qu'il ne sait pas si elles sont exactes.

M. le Président dit qu'il est certain qu'avec cet article on va expédier beaucoup plus de sucre brut qu'auparavant, que ce sucre va jouir de la déduction de $1\frac{1}{2}\%$ et que les recettes du trésor s'en trouveront évidemment diminuées.

Passant ensuite à l'article 6, l'orateur dit qu'il y a là une grosse question et qui a soulevé de très ardues polémiques. Les uns prétendent que cette disposition va être une source de pertes pour le trésor, d'autres, au contraire, que le trésor y gagnera. En un mot, c'est l'inconnu. Quelle est, à cet égard, l'opinion de M. le Président du Conseil?

M. le Président du Conseil répond que le plus grand reproche qu'on puisse faire à l'article 6, c'est qu'il est contraire au principe même de la loi, qui consiste à exciter, par des primes, les fabricants à extraire de la betterave le plus de sucre possible. Si on donne une prime pour ne pas faire de sucre.

Maintenant si l'on envisage l'article au point de vue purement fiscal, il est certain que c'est un moyen de diminuer dans une certaine proportion les charges du trésor. Il faut reconnaître, d'un autre côté, que l'application de ce système peut fournir aux fabricants de sucre divers moyens de tourner la loi, mais on

ne peut faire des textes législatifs qui répondent à tout, et ce qu'on a voulu surtout, en introduisant l'article 6 dans le projet de loi, c'est alléger les sacrifices du trésor.

M. Ecisserenc de Nort fait observer que l'art. 6 parle des fabricants qui ne se serviront pas du procédé de l'osmose, mais si on insère d'autres procédés scientifiques tendant au même but, on pourra avoir une production de sucre qui ne sera pas obtenue par l'osmose, mais qui proviendra néanmoins des mélasses.

M. Merlin dit que c'est pour ce motif que M. Seblin propose d'ajouter ces mots dans l'art. 6: "ou par tout autre procédé".

M. le Président du Conseil parle ensuite des réclamations des sucratiers et dit qu'il était disposé tout d'abord à ne pas combattre une disposition transitoire comme celle que propose un amendement que l'honorable M. Magniez doit soutenir devant le Sénat, mais que l'administration a mis depuis sous ses yeux un compte qui a modifié sa première manière de voir.

L'orateur donne lecture d'une note de laquelle il résulte que même avec l'application de l'art 6, non seulement la sucraterie pourrait vivre, mais qu'elle ferait encore un bénéfice de 13 millions par an.

M. le Président appelle l'attention de M. le Président du Conseil sur le danger qu'il y a à introduire dans le projet de loi un article qui constitue une prime à la distillerie des mélasses. Le principe de cet article peut se généraliser; et, en effet, si les autres distillateurs viennent demander une prime à leur tour, que pourra-t-on bien leur répondre?

L'orateur combat ensuite la disposition même de l'art. 6, qu'il trouve incorrecte et immorale.

M. le Président du Conseil dit qu'il ne défend pas le principe de cette disposition; mais quelque anormale que paraisse cette mesure, il n'est pas contestable qu'elle donne au Gouvernement l'espoir

d'atténuer par ce moyen les pertes du trésor.

M. le Président dit qu'on doit lui envoyer des notes qui démontrent absolument le contraire.

M. le Président du Conseil avoue que s'il en est ainsi, le Gouvernement n'aura plus aucune raison de maintenir dans la loi l'art. 6.

M. Curmiot démontre que l'art. 6, suivant les calculs qui ont été faits à la Chambre des Députés, permet aux fabricants de payer 6 millions de moins au trésor. C'est exactement ce que perdrait, d'un autre côté, le trésor si l'on acceptait, dans l'art. 1^{er}, le taux de 6.75 au lieu de 2. Ne vaudrait-il pas mieux, dans ces conditions, que le Gouvernement biffât tous ces articles, qui sont de véritables chinoïseries, et adoptât résolument le coefficient de 6.75 ?

M. le Président rappelle dans quelles circonstances l'art. 6 a été voté à la Chambre des Députés. On peut dire que tous ces derniers articles du projet de loi ont été adoptés d'une façon un peu inconsciente.

M. le Président du Conseil ne le méconnaît pas, mais trouve qu'il est impossible, dans l'état actuel des choses, que ces propositions puissent revenir devant la Chambre.

M. le Président dit qu'avant le dépôt du rapport, il aura l'honneur de voir encore M. le Président du Conseil pour obtenir de lui, si c'est possible, des renseignements complémentaires sur cet article 6.

Et propos de l'article 2, M. le Président du Conseil déclare que l'administration pourra renoncer aux agents temporaires et qu'elle a l'intention d'exiger des fabricants, par décret rendu en Conseil d'Etat, de mettre à la disposition des agents non seulement un petit bureau, mais un local pour passer la nuit. Ce qui rend difficile, en effet, la surveillance des fabriques de sucre, c'est que la plupart d'entre elles sont éloignées de 6 à 7 kilomètres.

de tout centre de population.

M. Guin revient sur l'ensemble de la loi et dit qu'il regrette qu'on n'ait pas fait, en 1884, ce qu'on vient de faire, en 1887, quand on a établi une surtaxe complémentaire de 10 frs, qui frappe sous les sucres fabriqués. On aurait ainsi payé 38 millions de plus au trésor et l'on ne se trouverait pas dans la situation à laquelle il s'agit de remédier aujourd'hui. Ne pourrait-on pas, par un moyen quelconque, faire rentrer les 100 frs de 1884 dans les caisses du trésor comme vont rentrer les 10 frs de 1887, c'est-à-dire en frappant tous les sucres fabriqués? On obtiendrait ainsi d'une façon certaine 38 millions.

M. le Président du Conseil dit qu'il serait assez disposé à maintenir la taxe complémentaire de 10 frs telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, mais qu'il ne croit pas qu'on puisse aller plus loin. Il est impossible, en effet, qu'il y ait dans le cours de la même année deux discussions devant le Parlement sur la question des sucres.

Interrogé par M. le Président, M. le Directeur répond qu'il ne croit pas qu'aucune fabrique de sucre succombe par suite du fonctionnement de la loi nouvelle.

M. Faye demande à M. le Président du Conseil s'il s'est rendu compte de ce que doit produire la loi nouvelle.

M. le Président du Conseil répond qu'il a prié M. le Directeur de faire ce calcul, et qu'il sera communiqué à la commission.

M. le Président remercie de leurs explications M. le Président du Conseil et M. le Directeur, qui se retirent.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi relatif à l'attribution d'une partie des produits du séquestre sur le territoire des collectivités indigènes en Algérie.

38

M. M. le général Arnaudean et Forcioli
Sénateurs, sont introduits et prennent place au
bureau.

Sont également introduits M. M. les Directeurs
général du service de l'Algérie et des Forêts au
ministère de l'Intérieur. Ils sont accompagnés du
délégué des propriétaires de forêts dans le
département de Constantine.

M. le général Arnaudean répète ce
qu'il a déjà dit devant le Sénat dans la séance
du 10 juin dernier. Entrant dans de nombreux
détails, il s'efforce de démontrer : 1^o que rien
n'est moins prouvé que la culpabilité des
collectivités auxquelles on attribue les incendies
des forêts de l'Algérie en 1880; qu'en effet,
le feu prend la plupart du temps spontanément
dans ces forêts remplies de broussailles et
d'accumulations de matières sèches, et est propagé
par le siroco, de telle sorte que la simultanéité
des points d'attaque n'est nullement une preuve
de la culpabilité des tribus; 2^o que s'il y a
un coupable dans cette affaire, c'est surtout
l'Etat ou plutôt l'administration des forêts
qui ne débroussaille pas et ne fait absolument
rien pour préserver les forêts de l'Etat de l'incendie;
3^o que le système qui consiste à punir des
collectivités est injuste et barbare en général, et
que dans le cas particulier où l'on se trouve,
à la veille peut-être d'une guerre avec l'étranger,
il serait excessivement dangereux de désespérer et
de pousser à la révolte une population comme
celle de la grande Kabylie, laquelle, en vingt-quatre
heures, pourrait mettre 50.000 hommes sous les
armes. Il y a, au contraire, le plus grand intérêt
pour la France à assimiler ces tribus qui sont
déjà organisées et l'on doit, au lieu de se montrer
cruel envers elle, les traiter avec bienveillance.

L'honorable membre comprend qu'on
tienne les promesses qui ont été faites aux sinistres

et qu'on leur accorde 50 pour 100 des dégâts sur le produit de la vente des terres séquestrées, puisqu'on les leur a promis, mais il ne peut admettre que l'Etat, se considérant lui-même comme sinistre, s'attribue une part quelconque du produit de cette vente. Aussi dépose-t-il un amendement tendant à ce qu'il ne soit rien payé de ce chef à l'Etat. Il y aurait donc lieu de défalquer des 3.968.101 frs qui figurent à l'art. 1^{er} du projet de loi les 544.301 frs attribués à l'Etat.

M. Forcioli dit qu'il s'associe à la pensée généreuse qui a dicté à M. le Général Arnaudeau son amendement, mais qu'il ne saurait accepter l'amendement lui-même. Rien n'est moins prouvé d'abord que l'innocence des tribus et les indigènes eux-mêmes attribuent ces incendies à la malveillance. L'orateur cite certains passages de brochures publiées à ce propos par des Musulmans. Mais de plus, trois commissions successives se sont rendues sur les lieux, ont procédé aux mêmes enquêtes et ont abouti aux mêmes conclusions. Le Sénat voudra-t-il, en adoptant l'amendement de M. le Général Arnaudeau, laisser planer une sorte de suspicion sur ces commissions qui ont fait consciencieusement leur devoir? D'un autre côté, la commission des finances ne dépasserait-elle pas les limites de sa compétence en s'inscrivant contre une mesure que le Gouverneur général de l'Algérie a prise dans son autorité souveraine? L'orateur accepterait un moyen quelconque qui permettrait de ne faire payer aux indigènes qu'une partie de la somme qu'on leur réclame, mais il ne croit pas qu'il soit possible d'adopter l'amendement de M. le Général Arnaudeau, parce que, dans l'espèce, il s'agit purement et simplement, d'une attribution de sommes entières dans les caisses de l'Etat par suite d'un acte de

souveraineté.

M. le Directeur Général de l'Algérie entre dans les détails des enquêtes faites par l'administration à la suite des incendies de 1881 et cite nombre de faits qui démontrent la culpabilité des tribus. On a trouvé sur les divers points d'attaque de ces incendies, et souvent à des distances considérables les uns des autres, des fourneaux préparés de la même manière, ce qui indique bien qu'il y avait concert entre les douars. La répression qu'on a exercée contre eux était donc nécessaire et la leçon a porté ses fruits, puisque depuis cette époque, on n'a plus à signaler de sinistre de cette nature dans le département de Constantine.

M. le Délégué des propriétaires algériens parle dans le même sens et demande à la commission de vouloir bien adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés, afin de donner à l'administration forestière une somme de 500.000 frs qu'elle réclame depuis longtemps pour la mise en défense des forêts de l'Etat, laquelle mise en défense diminuera, en même temps, les chances d'incendie dans les forêts des particuliers.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. le Général Arnaudeau, Forcioli et les directeurs du Ministère de l'Intérieur qui se retirent.

M. Geissereuc de Most dit qu'il ne votera pas l'amendement de M. le Général Arnaudeau parce qu'il ne le trouve pas pratique, mais qu'il ne saurait approuver, d'une manière générale, la façon dont, longtemps après les incendies, on traite des collectivités indigènes qu'on va réduire à la misère en leur enlevant le moyen de faire paître leurs troupeaux. L'honorable membre ne votera pas l'amendement de M. le Général Arnaudeau mais il ne prendra jamais la responsabilité d'une

mesure qu'il considère comme indigne d'une nation civilisée, il votera contre le projet de loi.

L'amendement de M. le Général Armandeau est mis aux voix et n'est pas adopté.

La séance est levée à 5 heures.

Le Secrétaire,

A. Boissereau

Séance du 17 Juin 1889

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 8 heures.

Sont présents, M. M. Boulanger, Challemet Lacour, Cordier, Curviot, Denormandie, Soubet, Pénicaut, Boissereau de Mort, Girard.

M. M. Savary et Cordot, secrétaires, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président informe ces messieurs que la commission est disposée à écouter, suivant leur désir, les observations qu'ils ont à présenter sur l'art. 6 du projet de loi sur le régime des sucres, actuellement soumis à l'examen de la commission.

M. Savary dit qu'il ne veut pas combattre l'art. 6, puisque les fabricants de sucre, d'une part, et le Gouvernement, d'autre part, trouvent un intérêt à la disposition qu'il renferme. Les sucrateurs, dont il se fait l'organe, croient de leur devoir de rester neutres dans cette question, ils l'ont seulement chargé d'appeler l'attention de la commission sur les conséquences que la nouvelle loi, si elle est adoptée par le Parlement,

101

aura sur l'industrie de la sucraterie.

Dans l'état actuel de la législation et en vertu de la loi de 1884, dès que les fabricants de sucre ont couvert leur prise en charge, tout ce qu'ils ont en surplus, soit en sucre, soit en mélasse, leur appartient libre d'impôt. Or, on sait que depuis l'application de cette dernière loi, ils ont largement couvert leur prise en charge, leurs mélasses étaient absolument libérées et les sucratiers les achetaient jusqu'à 18 frs les 100 kilos pour en extraire le sucre et les autres matières qu'elles contenaient.

Il existe trois catégories de sucrateries : la première comprend celles qui sont établies dans les fabriques de sucre pour travailler la seule mélasse de ces fabriques, la deuxième comprend les sucrateries annexes aux raffineries de Paris dans le but de travailler non pas les mélasses des fabriques de sucre, mais celles des raffineries elles-mêmes, et enfin la troisième se compose des trois établissements spéciaux que représente au ce moment l'orateur. Les deux premières catégories ne seront pas frappées par l'art. 6 du projet de loi en discussion, la troisième seule sera la victime de cette disposition introduite, en quelque sorte, subrepticement dans la loi et que M. le Ministre des Finances n'a pas combattue parce qu'il n'avait pas eu le temps de l'étudier.

La création de ces établissements spéciaux pour l'extraction du sucre des mélasses avait été absolument prévue par le rapporteur du projet de loi de 1884 à la Chambre des Députés, l'orateur donne lecture du passage du rapport de M. Villain ayant trait à cette question, - aussi, étant à cette époque, le principal distillateur de mélasse de France se fit-il présenter par le Préfet de la Somme au ministre de l'Agriculture d'alors, M. Méline, pour lui demander d'introduire

dans le projet de loi une disposition analogue à celle de la loi belge décidant qu'il y aurait une prise en charge différentielle pour ceux qui extraieraient le sucre des mélasses; il fit ensuite la même proposition à M. le Ministre des finances, mais il ne fut pas donné suite à cette demande parce que, d'une part, les fabricants de sucre disaient qu'il leur fallait la possibilité d'extraire le sucre de leurs mélasses, et, d'autre part, parce qu'on croyait que le projet de loi n'avait aucune chance de passer.

Le projet de loi, heureusement pour le pays, malheureusement pour les sucratiers, passa sans que la disposition y fut introduite, et aujourd'hui qu'il s'agit de modifier cette législation, si l'article 6 est maintenant tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés, c'est la fermeture complète et immédiate des trois usines qui représentent, en ce moment, la sucraterie française. Les fabricants de sucre, en effet, qui obtiennent, par l'article 6, une prime de 2 frs par 100 kil. de mélasse, n'envoieront leurs mélasses chez les sucratiers qu'à la condition que ceux-ci leur payeront quelque chose de plus, 2 frs 50 par exemple, parce qu'ils ont intérêt à envoyer directement leurs mélasses en distillerie pour ne pas charger le marché des sucres. Ce chiffre de 2.50 représente une taxe de 23 ou 24 frs par 100 kil. de mélasse, que les sucratiers ne peuvent certainement pas supposer. En présence des sacrifices qu'ils ont faits depuis deux ans pour établir ou transformer leurs usines, n'y a-t-il pas une question de justice qui se pose, et le législateur ne doit-il pas rechercher et accepter, si on le lui propose, le moyen, sinon de les faire vivre, du moins de leur permettre de

liquider dans des conditions honorables? Le moyen, c'est de consentir à ce qu'ils ne payent que 3 fr 50, en remboursant la moitié de cette taxe à l'Etat, dans le cas où les fabricants de sucre enverraient des mélasses dans les trois établissements exercés dont ils sont propriétaires, et en limitant à 25.000 tonnes la quantité des mélasses qui pourront entrer dans les dites usines. Ce serait une recette d'environ 875.000 frs pour le trésor.

On a dit aux sucratiers: «mais si vous marchez, vous ferez perdre à l'Etat une somme bien plus considérable, 2 ou 3 millions». — Ils répondent à cette objection: «cette perte existe déjà, elle est la conséquence de la loi de 1884. Nous vous proposons de donner à l'Etat 875.000 frs de plus que ce qu'il percevrait si les dispositions de la loi actuelle continuaient à subsister. Si vous n'acceptez pas, le trésor perdra ces 875.000 frs, car nous chercherons à défendre du mieux que nous pourrions notre existence, et ces 875.000 frs, nous les porterons chez un certain nombre de fabricants de sucre en leur proposant cette convention: «Osmosez comme par le passé, et nous vous surpayerons les produits de l'osmose. Nous vous prendrons même les eaux d'osmose qui renferment 25 % de sucre et 25 % de potasse.

L'orateur démontre que, dans ces conditions, les fabricants de sucre auront intérêt à accepter, que les eaux d'osmose et les mélasses osmosées seront fatalement envoyées dans les sucreries et que les sucres qui en proviendraient seraient perdus pour l'Etat. Cette perte serait certainement de plus de 2 frs, elle irait jusqu'à 8, 10 et même 12 frs.

On dira encore aux sucratiers: «mais puisque vous pouvez obtenir une convention si avantageuse, pourquoi présentez-vous votre

amendement? C'est que cet amendement, s'il est adopté par le Parlement, leur donnera une sécurité bien plus grande pour leurs opérations, car s'ils sont obligés de s'entendre quand même avec les fabricants de sucre, ils seront, en même temps, à la merci de ces derniers. C'est un gros aléa à courir. De plus, il faudra pour extraire le plus de sucre possible de ces produits qu'ils payeront si cher, qu'ils apportent encore de nouveaux perfectionnements à leurs appareils. De là, un nouveau sacrifice d'argent. Ils préféreraient de beaucoup que leur amendement fût adopté.

M. Savary répond ensuite à plusieurs questions qui lui sont adressées par M. le Président sur la fabrication du sucre et les rendements de ces dernières années.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. Savary et Cladot, qui se retirent.

Il résume ensuite la discussion et dit qu'en présence des obscurités et des incertitudes que présente la question soulevée par l'art. 6, en présence surtout du danger qu'il y a à introduire dans la loi cette prime à la distillerie et étant données les circonstances dans lesquelles cet article a été voté, on pourrait dire un peu inconsciemment par la Chambre des Députés, il conclut, pour sa part, au rejet de l'article.

Après un échange d'observations entre M. M. Curviot, Leissereux de Mort et le Président, l'art. 6 est mis aux voix et n'est pas adopté.

La commission s'ajourne à mardi 2 h. 1/2 pour entendre la lecture du rapport.

La séance est levée à 7 heures 1/4.

Le Secrétaire,

A. Béranger

Séance du 21 juin 1887.

Présidence de M. Tirard.

La séance est ouverte à 2 heures 1/2.

Sont présents: M. M. Brial, Boulanger, Challemel Lacour, Cordier, Curmiot, Denormandie, Faye, Gouin, de Freycinet, Loubet, Péricaud, Teisserenc de Bort, Tirard.

M. le Président donne lecture de son rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur le régime des sucres.

Le rapport est adopté.

M. le Président rappelle à la commission qu'elle est toujours saisie de l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'agrandissement du Collège de France. M. Berthelot lui a fait connaître son intention de demander au Sénat que ce projet de loi fut discuté le plus tôt possible. La commission a déjà, dans un premier examen qu'elle a fait du projet, manifesté son intention de s'opposer à toutes ces dépenses qui entraînent le Parlement au delà de toute mesure. Ou bien de laisser sommeiller dans ses cartons cette affaire du Collège de France, qu'elle avait mise de côté, ne vaut-il pas mieux profiter de cette occasion, faire un rapport négatif et faire connaître sa détermination de ne proposer au Sénat que l'acceptation des dépenses reconnues absolument nécessaires et urgentes? (Assentiment.)

La Commission décide qu'elle examinera à nouveau dans sa prochaine séance, le projet de loi relatif au Collège de France, et dont le rapport a été confié à l'honorable M. Merlin.

La séance est levée à 3 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire,

A. Guérin

Séance du 24 juin 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M. M. Béal, Roulland, Challemel Lacour, Cordier, Cuvinot, Devis, Denormandie, Faye, de Freycinet, Hugot, Merlin, Sémicard, Girard.

M. Cuvinot, rapporteur du projet de loi ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de Commerce de Dieppe d'un terrain domanial dépendant du port, en vue de l'établissement de magasins généraux, fait remarquer que la convention ne fournit aucune indication sur la propriété des bâtiments construits sur ce terrain domanial dans le cas où l'Etat résilierait la concession avant l'expiration de la période de 50 ans visée dans le projet.

L'honorable membre se propose, si la Commission l'y autorise, de provoquer sur ce point une réponse de M. le Ministre des Travaux publics et de l'insérer au rapport. Ce sera le moyen de mettre l'Etat et la Chambre de Commerce à l'abri d'un procès, dans le cas où la résiliation du contrat aurait lieu avant l'expiration des cinquante années. (Acquiescement.)

107
M. Spuller, Ministre de l'Instruction
publique et des Beaux-Arts, et M. Liard
Directeur de l'enseignement supérieur
sont introduits et prennent place au
bureau.

M. le Président déclare à M. le
Ministre que, conformément au désir
que ce dernier a exprimé, la Commission
est prête à entendre les explications
au sujet du projet de loi relatif à
l'agrandissement du Collège de France.

M. le Ministre répond que cette
question du Collège de France est
nouvelle pour lui et qu'il est venu
devant la Commission plutôt pour
se renseigner à cet égard que pour
fournir des explications.

M. le Président rappelle brièvement
les observations qui ont été présentées
à la Commission sur ce projet de loi,
il y a deux mois environ, par M. Walton,
d'une part, et par M. Berthelot, alors
Ministre de l'Instruction publique,
d'autre part. Tandis que ce dernier
considérait comme absolument néces-
saire une reconstruction totale du
Collège de France, le premier affirmait
que certains travaux d'amélioration
relatifs aux amphithéâtres et aux
laboratoires suffiraient, et qu'il fallait
bien se garder, dans tous les cas, de
prendre, dès à présent, le square qui
se trouve devant le monument en bor-
dure sur la rue des Ecoles, car cet
emplacement doit être considéré
comme la réserve de l'avenir. La ques-
tion qui se pose est donc une question
de fait, il s'agit de savoir s'il faut,
de toute nécessité, procéder à une

réfection totale des bâtiments affectés au Collège de France, en y affectant les millions visés par le projet de loi, ou si l'on ne pourrait, à moins de frais, au moyen de certains travaux d'amélioration, mettre le Collège de France en état de remplir le but pour lequel il a été fondé.

M^r le Ministre répond qu'il résulte des documents dont il a pris connaissance que la reconstruction totale du Collège de France paraît s'imposer par ce double motif que, d'une part, les bâtiments actuels, de l'état desquels on se plaint depuis vingt ans, tombent littéralement en ruines, et que, d'autre part, l'augmentation du nombre des professeurs et des auditeurs a rendu indispensable la création de nouvelles amphithéâtres et surtout de nouveaux laboratoires. Un professeur de chimie, en effet, qui a vingt-cinq auditeurs inscrits à son cours ne peut recevoir que quatre personnes dans le laboratoire qui lui est actuellement assigné.

M^r le Ministre répond ensuite à l'objection qu'on peut faire que la Sorbonne, dont les travaux vont être terminés, fait double emploi avec le Collège de France. L'enseignement donné dans les deux établissements n'est pas le même et ne saurait jamais se confondre.

Il faut aussi considérer, quand on étudie cette question, que les terrains dans la ville de Paris vont toujours en augmentant de prix. Le terrain cédé aujourd'hui par la Ville à 250^{fr} le mètre valait 100^{fr} seulement il y a dix ans et 40 ou 50^{fr}, il y a vingt ans. Si on avait

fait à cette époque les travaux qui étaient déjà demandés, on ne serait pas dans la situation où l'on se trouve aujourd'hui; ce serait donc une mauvaise économie d'ajourner encore ces travaux ou de n'en faire qu'une partie.

Enfin, il faut tenir compte aussi de ce fait que la Chambre des Députés a voté les fonds nécessaires, que ces fonds existent et qu'on peut les prendre.

Telle est en gros la question telle que la voit, en ce moment, M. le Ministre.

M. le Directeur de l'Enseignement supérieur pourra, si la Commission le désire, entrer dans les détails.

M. le Président répondant au dernier argument de M. le Ministre, dit qu'en effet l'argent est prêt sur le papier, mais que ce sera toujours une somme à prendre sur la dette flottante.

M. le Directeur de l'Enseignement supérieur fait l'historique de la question au point de vue financier, question dont l'origine remonte à loi de finances de 1885. On était parti, à cette époque, de l'idée de réaliser le plan actuellement soumis à l'examen de la Commission et dont la dépense a été évaluée à 10 millions. Une somme de 985,000^{fr} inscrite au budget de 1885 a été employée à l'acquisition d'un certain nombre de maisons qui ne seront pas expropriées par la Ville de Paris. Suit et vient la loi du 20 juin 1865, qui, sur les 22 millions de subvention destinés, comme on sait, aux travaux de l'enseignement supérieur, en a attribué 9 pour les travaux d'agrandissement et de reconstruction du Collège de France. Chaque année, depuis cette époque,

des sommes prises sur ces 9 millions, ont été mises à la disposition du Ministre jusqu'à concurrence de 3.400.000^f, mais rien n'a été dépensé, de telle sorte que ces fonds existent bien comme l'a dit M. le Ministre, et qu'on peut les prandre à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Examinant ensuite la question au point de vue technique, l'orateur demande qu'il vaudrait mieux ne rien faire du tout que de ne pas procéder à une reconstruction totale. C'était déjà l'avis du conseil des professeurs et de l'administrateur général M. Laboulaye, en 1879. Il est nécessaire de mettre le Collège de France à la hauteur des établissements du même genre qui existent à l'étranger, de ne pas laisser les différents services intéressés les uns dans les autres et de faire, en un mot, comme en Allemagne, comme en Italie, comme partout, des instituts séparés.

M. Geissereux de Bort appelle d'une façon générale l'attention de M. le Ministre sur les travaux qui s'exécutent en ce moment, sur les dépenses inutiles qui entraînent les devis des architectes et critique en particulier le monument actuellement en construction dans la rue de Varenne et destiné à recevoir les services du Ministère de l'Agriculture.

M. le Ministre répond que les critiques de M. Geissereux de Bort lui paraissent absolument justifiées, mais qu'il peut être rassuré au sujet des travaux qui seront exécutés au Collège de France. Ces constructions d'abord

ne comportent ni ornements ni motifs architecturaux, et l'administration tiendra la main à ce que les architectes se souviennent que des travaux de ce genre n'ayant jamais un caractère définitif et pouvant toujours être modifiés suivant les besoins de l'enseignement et de la science, il conviendrait de rendre la dépense aussi faible que possible, en faisant le strict nécessaire.

M.^r le Président s'associe aux critiques dirigées par M.^r Geissner de Bost contre l'administration des bâtiments civils.

M.^r Faye dit qu'il profite de la circonstance pour appeler l'attention de M.^r le Ministre sur l'état lamentable de la Cour des Comptes, dont il le conjure de visiter les locaux. Bientôt, si l'on n'y prend garde, cet établissement, qui rend de si grands services à l'Etat ne pourra plus fonctionner.

M.^r le Ministre répond qu'il tient grand compte de cette observation, mais que malheureusement bien des monuments de l'Etat se trouvent dans la même situation, notamment le palais de Versailles, pour lequel on marche toujours des crédits.

Sur ce qui concerne le Collège de France, l'orateur dit que la meilleure manière pour la Commission de se rendre compte des travaux qui doivent y être faits, serait de venir visiter les lieux mêmes. En conséquence, il propose à la Commission de lui fixer prochainement un jour où il n'y aura séance ni dans l'une ni

dans l'autre Chambre pour faire avec elle, les plans et devis à la main, une description sur les lieux.

Cette proposition est adoptée.

M^r. le Ministre et M^r. le Directeur se retirent.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi relatif à la réparation des digues de la Basse Seine, en aval de Caudebec.

M^r. le Président expose l'économie du projet de loi qui porte sur des travaux dont personne ne conteste l'utilité ou l'urgence. La Commission spéciale nommée pour examiner le projet de loi a donné son approbation à ces travaux, mais ne se trouvant pas assez compétente pour donner son avis sur la combinaison financière qui sert de base au projet, elle laisse ce soin à la Commission des Finances.

M^r. Cordier insiste sur l'urgence et la nécessité de ces travaux qui ne ressemblent pas aux travaux dont on vient de parler et qui ne comportent aucun luxe. Il s'agit de réparer des travaux qui existent déjà, qui ont coûté fort cher et de leur donner assez de solidité pour qu'ils ne soient pas encore une fois enlevés par les marées d'hiver.

M. Vissere de Bort dit que le projet de loi soulève deux questions. 1^{re} ces travaux sont-ils utiles? - Il est impossible de le contester, 2^e. Doit-on accepter la combinaison financière proposée pour arriver à leur plus prompt exécution?

113

ici l'on peut varier d'opinion. L'honorable membre n'a pas fait une étude suffisante du projet de réfection des digues de la Basse-Seine pour affirmer qu'on pourrait introduire dans ce projet de loi la modification qu'il a proposée d'apporter au projet de loi relatif aux travaux du port de St-Nazaire, mais il est d'avis que, chaque fois qu'un projet de loi de cette nature sera soumis à l'examen de la Commission, cette dernière devra rechercher s'il n'est pas possible de diminuer la charge du Trésor en déchargeant l'Etat du remboursement des avances faites par les Villes ou les Chambres de commerce et en faisant, autant que possible, payer la dépense par ceux qui en profitent.

M^r Cordier insiste de nouveau sur la nécessité de ne pas retarder l'exécution des travaux, il y a véritablement péril en la demeure.

M^r Fayé dit qu'il serait très intéressant de savoir, si l'on se place au point de vue que vient d'indiquer M^r Gisserenc de Bork, quel est le droit de tonnage dans le port de Rouen et quel est, en même temps, le mouvement de ce port.

M^r Cordier répond que le mouvement du port de Rouen est de 1,600,000 tonnes environ et qu'il y a au port de Rouen un droit d'attache de 75^c.

M^r Biral fait observer que le projet de loi parle, au contraire, d'un droit de tonnage de 50 centimes seulement.

M^r le Président dit que le membre que la Commission va désigner pour

préparer un rapport sur le projet de loi en discussion voudra bien prendre des renseignements précis à cet égard auprès du Ministre compétent. La Commission, après avoir entendu la lecture de ce rapport, verra s'il y a lieu d'appliquer au projet de loi le système préconisé par M. Geisserne de Bort, ou si, par exception et en raison des circonstances, elle doit adhérer à la combinaison financière proposée par le Gouvernement et déjà adoptée par la Chambre des Députés.

M. Senicaud est désigné par la Commission pour préparer ce rapport.

La séance est levée à 4 heures moins un quart.

Le Secrétaire,
A. Zincaud

Séance du 29 juin 1889.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents: MM. Biral, Boulanger, Chollonnet, Lacour, Cordier, Curinot, Faye, Gouin, Hugot, le baron Leguay Merlin, Senicaud, Geisserne de Bort, Girard.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, une avance de 1,800,000^f offerte par la Chambre de commerce de Rouen, par le conseil

115
municipal de cette ville et par le conseil
général de la Seine Inférieure, en vue de
hâter les travaux autorisés par la loi du
24 Mai 1883, pour la réfection des digues de
la Basse-Seine, en aval de Caudebec.

M. Senicaud, rapporteur, après avoir
fait l'historique de la question, et démon-
tré l'absolue nécessité de l'urgence de ces
travaux, expose l'économie du projet de loi
et donne lecture de différentes notes
sur la situation du port de Rouen qui
lui ont été fournies par le service de la
navigation. Il résulte de ces documents
que, par suite tant des travaux visés par
le projet de loi actuellement en discussion
que de ceux qui sont projetés pour l'ami-
noration des ports de l'estuaire de la

Seine, le droit de tonnage pour les navires
qui entrent dans le port de Rouen sera
beaucoup plus élevé que celui des autres
ports français, beaucoup plus élevé surtout
que le droit de tonnage du port d'Amers.

Dans ces conditions, l'orateur exa-
mine les diverses combinaisons auxquelles
pourrait donner lieu la proposition que
l'honorable M. Weissere de Bort a deve-
loppée dans les dernières séances et
démontre leur impossibilité. Il conclut,
en conséquence, en faveur de l'adoption
du projet de loi tel qu'il a été voté par
la Chambre des Députés.

M. Weissere de Bort demande
à présenter les deux observations suivantes.

En premier lieu, il fait remarquer
que le Gouvernement ne doit pas être
aussi convaincu qu'il veut bien le dire
de l'urgence de ces travaux, car dans les
budgets de ces derniers exercices, il aurait
parfaitement pu trouver, en réduisant les

crédits affectés à certains travaux d'amélioration de rivières moins urgents, les sommes nécessaires pour mener avec la rapidité qu'il comporte ce travail de réparation des digues de la Basse-Seine.

En second lieu, il considère ce projet de loi comme soulevant une véritable question de principe. Si l'on accepte aujourd'hui la combinaison proposée par le Gouvernement, on sera contraint d'accepter tous les projets de loi qui se présenteront dans des conditions identiques, comme celui du port de Saint Nazaire, de Nostogancem, de tous les ports qui se devront encombres.

L'honorable membre ajoute qu'il n'a pas de projet de loi à proposer; il n'a pas la prétention d'empêcher sur les prérogatives du Gouvernement, mais il se permet d'indiquer à ce dernier la voie dans laquelle, suivant lui, il devrait marcher et qui peut se résumer ainsi: faire payer les dépenses par ceux qui en profitent à l'aide de combinaisons basées sur l'établissement dans le port où doivent se faire les travaux d'un droit de tonnage que les Chambres de Commerce percevraient pour se rembourser de leurs avances sans rien demander à l'Etat, ou bien que l'Etat lui-même s'appliquerait pour faire exécuter et payer les travaux.

M. Gonin appuie la première partie des observations de M. Cresserens de Bort.

M. Cuvinois dit qu'il s'associe, pour le passé, aux critiques de M. Gonin et Cresserens de Bort. Il a toujours

été d'avis qu'on entreprenait trop de travaux à la fois et qu'il fallait que la Commission des Finances compit une bonne fois avec ces errements.

M. de Miréix, Ministre des Travaux publics, est introduit et prend place au bureau. Il est accompagné de M. le Directeur général de la navigation.

M. le Président resume la discussion qui vient d'avoir lieu au sein de la Commission et fait connaître à M. le Ministre les critiques qui ont été dirigées contre le projet de loi et surtout contre le système financier qui lui sert de base par M. M. Cécilien de Bort et Gourin.

M. le Ministre répond que pour juger ce nouveau système financier il convient tout d'abord de faire une distinction entre les travaux auxquels il peut s'appliquer, entre les travaux neufs d'une part et ceux qu'on peut appeler des opérations de liquidation, d'autre part.

Le projet de loi actuellement soumis à l'examen de la Commission vise une opération de ce genre. Cette opération est prévue par la loi du 29 Mai 1883, qui a évalué la dépense à 9.400.000^f. Une annuité de 700.000^f est inscrite à cet effet au budget. Que propose en ce moment le Gouvernement? Une combinaison qui, sans grever en aucune façon les finances de l'Etat permettrait de mener à bien l'opération dans un délai plus rapide que celui qui avait été primitivement prévu. Il s'agirait pour cela de trouver une somme de 1.800.000^f. Cette somme est offerte à l'Etat par la Chambre de Commerce

de Rouen qui s'est préalablement
entendue avec le Conseil général
de la Seine Supérieure et le conseil
municipal de Rouen, et cette avance
est elle est acceptée par l'Etat sans
rembourse sans intérêts en cinq
annuités de 360.000^f chacune à partir
de 1896. Cette date n'a pas été choisie
à la légère. Le Gouvernement s'y
est arrêté parce qu'à cette époque
l'annuité qui existe actuellement
au budget sera diminuée par suite
de l'achèvement d'une certaine
catégorie de travaux actuellement
en cours d'exécution. Ainsi, en 1888,
on aura un budget avec annuité
de 4.674.600^f affectée à toutes les
opérations de navigation intérieure
et de ports maritimes, y compris
même les travaux résultant des
lois récemment votées ou de lois
en préparation, et, en 1896, cette
même annuité, qui comprendra les
360.000^f du projet de loi actuel s'il
est adopté par le Sénat, s'élèvera
à 4.644.000^f c'est-à-dire à un chiffre
un peu inférieur à celui de l'exercice
prochain. Il est donc certain qu'en
acceptant la combinaison financière
proposée, on reste dans le statu quo
au point de vue budgétaire et qu'on
n'impose pas de nouvelles charges
au Trésor. C'est là un point important
et sur lequel M^{le} le Ministre appelle
l'attention de la Commission.

L'orateur espère qu'il y a peut-être
bien de provoquer de plus en plus l'in-
tervention des ports intérieurs à l'exé-
cution de certains travaux et de demandes

119
un concours de plus en plus large aux
Chambres de Commerce. Surtout y aurait-il
lieu également de mettre à la disposi-
tion de ces dernières des droits de tonnage
plus élevés pour leur permettre de payer
le concours qu'elles donneront à l'Etat
et d'entrer ainsi dans la voie indiquée
par M. Visschers de Bort. Ce sont des
questions à étudier, mais, dans l'espece,
il serait bien difficile d'imposer au port
de Rouen des sacrifices plus grands
que ceux qui pèsent déjà sur lui. L'opé-
ration, du reste, est excellente et présente
des garanties de nature à rassurer la
Commission, puisqu'en 1896 l'annuité
sera inférieure à celle qui est inscrite
pour 1888 et qu'elle baissera encore sen-
siblement dans les exercices suivants.
En 1900, elle sera de 3 millions et demi
et en 1906, elle ne sera plus que de
2.700.000.

M. Visschers de Bort fait obser-
ver que ces chiffres ne seront exacts
qu'à la condition que cette opération
soit la dernière et qu'on ne commen-
cera pas de travaux nouveaux.
Mais il y a le projet qui concerne
le port des Havres, il y a l'amélioration
des passes de l'estuaire de la Seine, il
y en a une foule d'autres qui viendront
généraliser et grossir singu-
lièrement cette annuité.

M. le Ministre répond qu'il vien-
drait parler que de la liquidation des
opérations engagées. Il juge, quant à
lui, qu'il est très fâcheux qu'on ait
engagé sur tous les points du territoire,
et, en même temps, une multitude
d'opérations qu'il a trouvées engagées.

en arrivant au Ministère. Ce n'est
pas sa faute. Maintenant que con-
vient-il de faire dans cette situation
et en présence des embarras financiers
actuels? Il s'agit de choisir parmi
ces opérations celles qui présentent
le plus grand caractère d'urgence
et d'urgence pour les liquidités
immédiatement et ensuite, au fur
et à mesure que ces opérations seront
terminées et suivant les ressources que
présenteront nos budgets, de mener de
plus rapidement possible les autres
à bonne fin.

On dit que nous pourrions nous
trouver dans la nécessité d'entreprendre
des travaux nouveaux, de faire de nouvelles
opérations. A ce moment-là, M^r le Ministre
croit que l'on devra proportionner l'exéc-
ution de ces opérations au montant des
annuités qui seront alors inscrites au
budget et aux ressources générales de
ce même budget, car il faut bien espérer
que la situation actuelle s'améliorera.
Pour sa part, il est absolument décidé
à n'engager aucune opération nouvelle
si cette opération doit faire peser de
nouvelles charges sur le Trésor, il le
déclare à la Commission de la façon
la plus nette et la plus formelle. Si des
opérations nouvelles peuvent être exécutées
par des moyens qui seraient de nature
à ne pas grever d'une façon sérieuse
les finances de l'Etat, le Gouvernement
pourra s'y associer, mais ce sera toujours
le Parlement qui le payera en dernier
recours.

M^r Gouin fait remarquer à M^r
le Ministre qu'il y a à la 2^e section de

son budget (travaux extraordinaires), une somme de 6.415.000^f destinée aux travaux d'amélioration des rivières. Est-ce qu'en redressant à droite et à gauche les crédits affectés à des travaux moins urgents, il ne pourrait pas, sans avoir recours à cette combinaison financière qui inquiète un peu la Commission, prélever les 600.000^f qui lui sont nécessaires pendant trois années pour la réparation des digues de la Basse-Seine.

M. le Ministre établit d'abord que depuis 1883 les crédits affectés aux travaux d'amélioration des rivières ont toujours été en décroissant et que cette somme de 6.415.000^f citée par M. Gorin représente le strict nécessaire. Il faut d'abord, en retrancher les 700.000^f qui seront employés aux travaux de réparation des digues de la Basse-Seine. Y aurait-il moyen, en réduisant ou en suspendant certains travaux d'entretien une somme de 600.000^f sur les 5.700.000^f restants? M. le Ministre ne le croit pas, car on a réduit au minimum le chiffre des crédits affectés à tous ces travaux de rivières. Si cependant la Commission le désire, il est prêt à examiner avec elle, une à une, toutes ces opérations.

M. le Président dit que s'il s'agit d'un travail urgent dont l'impérieuse nécessité se révèle tout à coup, on comprendrait plus facilement l'emploi de ce nouveau système financier, mais il ne s'agit, en réalité, en ce moment, que de travaux d'entretien et la Commission ne comprend pas qu'ils ne puissent être exécutés avec les ressources ordinaires du budget, alors que ce budget s'élève à des sommes si considérables.

M. le Ministre répond qu'il comprendrait ces objections et ces critiques si le projet de loi devait avoir pour conséquence un dépassement de crédit, mais le chiffre de 9.400.000^f primitivement fixé pour faire face aux dépenses de ces travaux de la Basse-Seine ne sera en aucune façon dépassé. Il s'agit purement et simplement de savoir si l'on veut achever d'une manière plus rapide cette opération afin de ne pas retomber dans les inconvénients que l'application de la loi de 1883 a présentés.

M. Gavini demande à M. le Ministre ce qu'il aurait fait si la Chambre de Commerce de Rouen ne lui avait pas donné les 1.800.000^f nécessaires pour le prompt achèvement de ces travaux.

M. Bérat fait remarquer que M. Gavini a semble précédemment se ranger à l'opinion de M. Geisseries de Bort qui demande que la dépense occasionnée par cette sorte de travaux soit supportée surtout par les intéressés. En ce moment, il conclut en demandant que ces dépenses soient couvertes par les ressources demandées à l'ensemble des contribuables. Il y a là une contradiction que l'honorable membre a eu devoir signaler.

M. Geisseries de Bort dit que si l'observation de M. Bérat peut s'appliquer à M. Gavini, elle ne s'applique certainement pas à lui, car il demande lui-même que l'Etat et non la Chambre de

129

Commerce de Rouen s'applique le droit de tonnage de 0.50^{fr}.

M. le Ministre déclare qu'en ce qui concerne la grande opération de l'estuaire de la Seine, le Gouvernement songe à une opération du genre de celle à laquelle M. Giscard de Bort vient de faire allusion. Après que les deux emprunts de la Chambre de commerce de Rouen ont été éteints au moyen de la perception du droit de tonnage de 0.50^{fr} pendant 11 ans pour le premier, pendant 17 ans pour le second, il suffira de prolonger ce droit de tonnage pendant 12 ans pour que l'opération soit faite avec le concours des Chambres de commerce sans aucune charge pour le Trésor.

M. Faye demande à M. le Ministre si la nécessité d'accélérer les travaux de réparation des digues de la Basse-Seine ne provient pas de faits matériels qui se sont produits depuis le commencement de ces travaux.

M. le Ministre répond que, dans ces sortes d'opérations, ce n'est pas au début, au moment de la mise en train, que le besoin d'argent se fait sentir, c'est lors que les travaux sont en pleine activité.

M. Faye demande s'il n'y a pas eu déjà des avaries.

M. le Directeur répond qu'il y a des menaces d'avaries parce qu'une digue en réparation est toujours plus exposée aux avaries qu'une digue, si on vaise qu'elle soit, à laquelle on n'a pas encore touché.

M. le Président remercie de leurs explications M. le Ministre et M. le Directeur qui se retirent.

La discussion est reprise.

M^r Cuvierot dit que M. le Ministre des Travaux publics a fourni à la Commission les observations qu'il voulait lui-même présenter pour aboutir à cette conclusion: qu'il ne fallait pas commencer de nouveaux travaux, mais qu'il était nécessaire de liquider le passé. Mais l'honorable membre est-il d'avis d'adopter le projet actuellement en discussion, parce qu'il y a un intérêt réel, au point de vue argent, à terminer ces travaux et parce qu'on n'engage pas l'avenir.

L'orateur répond ensuite à M^r Desseigne de Bort qui voudrait que l'Etat mit la main sur les 75 centimes du droit de tonnage du port de Rouen pour les affecter aux travaux reconnus utiles dans ce port, que la ville de Rouen comme toutes les autres villes maritimes, est déjà soumise par l'Etat à un droit de quai de 1^{fr} le produit de ce droit de quai serait plus que suffisant pour payer les travaux en question, et que lorsque ces villes demandent l'application de ce droit de quai à leurs besoins, on leur répond: cela va à la masse. Si l'on demande que l'Etat concentre tous ces droits, n'est-il pas à craindre qu'il n'en revienne rien aux intéressés, que ce qui a été donné par Rouen à Lille, par exemple, à Dunkerque?

Enfin on a fait un calcul auquel il résulte que pour faire face à la dépense que vont occasionner les travaux à faire dans l'estuaire de la Seine, la perception du droit de 75 centimes devra être prolongé pendant cinquante deux ans. C'est une

œuvre, car ces travaux auront sur le mouve-
ment et le tonnage du port de Rouen une
influence analogue à celle qui ont déjà
eu sur ce port l'agrandissement du
chenal et les travaux précédemment exé-
cutés dans la basse Seine. Aussi, pour
ces travaux ultérieurs, l'honorable membre
serait-il d'avis d'examiner la question
au point de vue indiqué par M. Geisseries
de Bort.

M. Faye croit qu'il est impossible de
se refuser à l'adoption d'un projet qui ne
change rien à la situation financière, qui
ne grève en aucune façon l'avenir et qui
constitue, en somme, un expédient de liqui-
dation très acceptable.

M. le Président trouve que la discussion
n'a pas été inutile en ce sens qu'elle a
amené M. le Ministre à faire des déclarations
qui seront consignées au procès-verbal
et dont il sera peut-être bon que M. le
rapporteur fasse mention dans le rapport.

M. Lénicard rectifie une assertion
de M. le Ministre qui a dit que pour les
travaux à faire dans l'estuaire de la
Seine le Gouvernement songerait à adopter
un système semblable à celui qui a été
indiqué par M. Geisseries de Bort. C'est
une erreur. La dépense de ces travaux
est évaluée à 21 millions. La Chambre de
Commerce de Rouen, grâce à des combinaisons
faites avec le conseil général et le conseil
municipal, donne un subside du quart
de la dépense et fait l'avance du reste,
moyennant un droit de tonnage de 55
centimes à percevoir pendant cinquante
ans. Ce n'est pas de tout l'opération
que propose l'honorable M. Geisseries
de Bort.

M.^r Cordier demande à la Commission de vouloir bien se prononcer en faveur du projet de loi et d'adopter les conclusions du rapport.

Les conclusions du rapport sont mises aux voix et adoptées.

La séance est levée à 4 heures.

Le Secrétaire,

A. Guinon

Séance du 5 juillet 1887.

Présidence de M.^r Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : M.^m Béal, Challamel-Lacour, Cordier, Curviot, Gamin, Mugot, de Freycinet, Loubet, Merlin, Sémicand, Weissmann de Bort.

M.^r le Président donne lecture d'une lettre de M.^r le Directeur de l'Enseignement supérieur faisant savoir à la Commission que M.^r le Ministre de l'Instruction publique est à sa disposition si elle veut bien venir visiter avec lui demain mercredi les bâtiments du Collège de France.

La Commission décide qu'il y a lieu d'accepter l'invitation de M.^r le Ministre. Tous les membres de la Commission seront convoqués pour demain 2^h 1/2, afin de procéder à cette visite.

M. Sémicand donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Travaux

128

publiés à accepter, au nom de l'Etat,
une avance de 1,800,000^f offerte par la Cham-
bre de commerce de Rouen, par le conseil
municipal de cette ville et par le conseil
général de la Seine-Inférieure en vue de
hâter l'achèvement des travaux autori-
sés par la loi du 29 Mai 1883 pour la
réfection des digues de la Basse-Seine,
en aval de Caudebec.

M. le rapporteur, sur les observations
de M. M. Geisserene de Bort, Gorin et le
Président, modifie sur certains points
la rédaction du rapport, qui est en-
suite mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 3^h 1/2.

Deuxième séance du 1^{er} juillet.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 5 heures.
Sont présents: M. M. Biral, Boulanger,
Challamel, Lacour, Cordier, Curmiot,
Gorin, Hergot, Fage, Loubet, Merlin,
Sericand, Geisserene de Bort, Girard.

M. le Président donne lecture du
projet de loi concernant les droits
d'entrée sur les alcools étrangers,
qui, voté par la Chambre des Députés
dans la séance de ce jour, vient d'être
renvoyé par le Sénat à l'examen
de la Commission.

M. ajoute qu'il regrette beaucoup
que M. le Président du Conseil ne puisse
pas venir au sein de la Commission
et qu'il vient de lui communiquer
par téléphone l'observation suivante.

Ce qui rend surtout dangereuse
la loi allemande, dont, soit dit en

passant, la Commission ne connaît
pas de texte précis, — chose encore
digne de regret, — c'est que le recen-
sement des alcools allemands n'aura
lieu qu'au mois d'octobre. Le projet de
loi actuellement soumis à la Commission
dit, dans son article 2, que la disposition
de l'art. 1^{er} qui relève à 70 francs le droit
d'entrée des alcools étrangers n'aura son
effet que jusqu'au 30 9^{bre} prochain. Or,
que va-t-il arriver? Quand arrivera le
moment du recensement, les Allemands
feront disparaître les alcools qui sont
en leur possession, ils les mettront en
entrepôt en Belgique, en Hollande ou
même chez nous, ils leur feront ensuite
franchir la frontière et vers les rappor-
teront sans payer la surtaxe. M. le
Président du Conseil a répondu: «votre
observation est juste et elle nous a déjà
frappés, c'est pour ce motif que nous
avons ajouté à l'art. 2 ces mots: «s'il
n'en est autrement ordonné»; si vos pré-
visions se vérifient, nous demanderons
au Parlement la prorogation de la surtaxe.»
— M. le Président a répondu: «Vous avez encore
un autre moyen de parer à cet inconvénient,
c'est d'opposer à la nouvelle loi allemande
cette clause des traités qui porte que
jamais les droits à l'exportation ne peuvent
dépasser les lois d'accise perçus à l'intérieur.»
— M. le Président du Conseil a répliqué: «
Vous avez raison, mais réservons ce
droit dont nous pourrions faire usage
s'il y a des réclamations diplomatiques.»

M. Geissereux de Nost fait observer
qu'il est bien difficile de discuter le
projet de loi sans connaître, sinon le
texte de la loi allemande, au moins le

rapport dont la proposition de loi de M. Delisse a été l'objet à la Chambre des Députés.

M. Faye dit qu'il regrette que ce ne soit pas le Gouvernement qui ait pris l'initiative de cette proposition.

M. Loubet propose à la Commission de faire demander télégraphiquement le rapport de la Chambre des Députés.

Cette proposition est adoptée.

M^r Loubet est nommé rapporteur et commence la rédaction de son rapport.

Il lit ensuite le texte du rapport de la Chambre des Députés qui vient d'être apporté au Sénat et remis à M^r le Président de la Commission, puis il donne lecture de son propre rapport qui est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire,
A. Bourgeois

Séance du 8 juillet 1887.

Présidence de M^r Girard.

La séance est ouverte à 2 heures.

Sont présents : MM. Bérat, Ernest Boulanger, Challemel-Lacour, Crémier, Devès, Faye, Hugot, Loubet, Merlin, Penissier, Perronne de Bort, Girard.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen du projet de loi relatif à l'agrandissement du Collège de France.

M. Merlin donne lecture de la convention conclue entre l'Etat et la ville

de Paris, et fait passer sous les yeux des membres de la Commission les plans annexés à ladite convention.

M. Faye croit qu'avant d'aborder la question de savoir si cette convention est favorable ou non à l'Etat il conviendrait d'abord de décider si le Collège de France doit être agrandi, et dans le cas où cette première question serait résolue affirmativement, dans quelles proportions doit être effectué cet agrandissement. S'agit-il d'un ensemble de travaux de voirie visé par le traité ou est-il pas nécessaire? La Commission alors, laissant de côté la convention passée avec la Ville, pourrait demander au Gouvernement une nouvelle étude.

M. Hugot pense que la Commission doit se renfermer dans la question financière. Or il s'agit purement et simplement de décider si l'Etat doit fournir, pour l'agrandissement du Collège de France le concours de millions qu'on lui demande.

M. le Président dit que, soit qu'elle accepte ou qu'elle refuse ce concours, la Commission est bien obligée de motiver sa décision et qu'elle ne peut le faire sans examiner en détail le projet de loi et la convention.

M. Victorien de Port critique la façon dont les projets de ce genre sont présentés au Parlement. On déclare d'abord d'utilité publique, puis on dit qu'il s'agit d'une affaire engagée, il faut la mettre à exécution. C'est là un procédé très dangereux.

M. le Président demande à la Commission si, avant d'engager plus à fond la discussion, elle ne serait pas

d'avis et d'entendre le nouveau M^r Berthelot, qui s'est mis à sa disposition.

M. Berthelot est introduit et prend place au bureau.

M. le Président expose que la Commission après avoir visité les bâtiments actuels du Collège de France, a reconnu l'absolue nécessité de les reconstruire en partie pour y créer des laboratoires et y agrandir les amphithéâtres, qui sont devenus insuffisants. Mais, à côté de ces travaux d'agrandissement et de reconstruction, il y a toute une série d'opérations de voirie qui visent le traité passé avec la Ville de Paris et qui présentent un caractère extrêmement aléatoire. Si les chiffres d'évaluation, en ce qui concerne l'achat des terrains, venaient à être dépassés, ce serait évidemment l'Etat qui paierait la différence. Est-il indispensable de lier ces deux opérations, qui sont indépendantes l'une de l'autre et ne pourrait-on pas demander à l'Administration une nouvelle étude uniquement restreinte aux travaux à faire au Collège de France pour donner satisfaction aux nouveaux besoins de cet établissement.

M^r Berthelot répond qu'il n'examine pas la question de savoir si la convention est, au point de vue financier, avantageuse ou non pour l'Etat, (il n'a point étudié ce côté de la question.) Ce qu'il sait, c'est qu'elle a été arrêtée après de longues délibérations et obtenue très difficilement du Conseil municipal. Si on la modifiait en quoi que ce soit, ce serait une affaire à sauter l'eau, il faudrait engager de nouveaux pourparlers avec la ville de Paris, ce serait une affaire qui mettrait

dix ou quinze ans à aboutir.

M.^r Peissemer de Bort fait observer qu'on peut procéder à ces travaux restreints d'agrandissement du Collège de France sans rien demander à la Ville de Paris.

M.^r Berthelot dit qu'étant donnée l'intention bien arrêtée du Conseil municipal d'intervenir dans l'enseignement donné au Collège de France comme à la Sorbonne, il y aurait à craindre, dans ce cas, de s'engager dans une affaire litigieuse.

M.^r le Président demande à l'honorable sénateur s'il ne pense pas qu'en se contentant de prendre ce rectangle (l'orateur le désigne sur le plan), on aurait une étendue suffisante pour exécuter tous les travaux d'agrandissement reconnus nécessaires.

M.^r Berthelot répond qu'il ne le pense pas.

L'honorable sénateur reproduit les observations qu'il a déjà présentées à cet égard dans une séance antérieure de la Commission, alors qu'il était Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Le but principal du projet de loi a été la création au Collège de France d'instituts séparés, pour que les différents services ne soient pas entremêlés, comme ils le sont actuellement, et ne gênent pas les uns les autres. Or, il faut à chacun d'eux des bâtiments indépendants et une surface suffisante pour qu'il n'y ait entre eux aucun contact. Le projet de loi actuel présente à cet égard la meilleure combinaison qu'on puisse adopter, et il vaudrait mieux laisser les choses en l'état, se contenter du status quo que d'y rien modifier.

M. Challenet. Lacour fait remarquer qu'il existe au Collège de France un laboratoire considérable consacré à la pisciculture et qu'on pourrait déplacer sans grand inconvénient. Les aquariums, en effet, qui sont fréquentés par les savants, sont ceux qui existent dans les grands ports de l'Océan.

M. Berthelot répond que ce laboratoire est utilisé par M. Balbiani pour son cours d'embryogénie. Il n'y a point du reste, à s'expliquer, en ce moment, sur l'utilité de telle ou telle appropriation. Si le projet de loi est adopté, chaque professeur aura sa surface déterminée et il en usera comme il le jugera convenable.

M. Challenet. Lacour se demande encore si les galeries réclamées dans l'exposé des motifs du projet de loi pour une collection de plâtres artistiques et un musée paléontologique ne font pas double emploi avec les collections du musée du Louvre et du musée d'histoire naturelle, et si, à ce titre, elles ne pourraient pas être supprimées.

M. Berthelot répond que la collection de plâtres à laquelle M. Challenet Lacour vient de faire allusion, et qui est destinée au cours d'esthétique de M. Guillaume, pourrait tenir dans une salle et ne fait nullement double emploi avec le musée du Louvre. Quant à la collection paléontologique, c'est une collection commencée sous Louis XVIII, qui appartient en propre au Collège de France et qui sert maintenant aux leçons si remarquables de M. Fouquet sur la synthèse des roches volcaniques.

Il y a, du reste, à propos de ces instal-

lations, la même observation à faire
que pour le professeur d'embryologie.
Chaque professeur aura un espace déter-
miné dans lequel il aura à se mouvoir
comme il l'entendra. Le rôle de l'architecte
sera de construire des corps de bâtiments
isolés et de les faire aussi modestes
que possible.

M. Chaillet. L'orateur ajoute qu'il
voit dans cette demande, qui est également
formulée dans l'exposé des motifs, d'un
amphithéâtre pouvant contenir 300 audien-
teurs, une déviation de l'esprit dans lequel
a été conçu l'enseignement spécial du
Collège de France, qui ne doit pas être un
enseignement populaire, mais un enseigne-
ment de l'ordre le plus élevé permettant
aux professeurs toutes les hardiesses parce
qu'il ne parle précisément que devant un
auditoire d'élite.

M. le Président remercie de ses
explications M. Berthelot qui se retire.

Il déclare ensuite la discussion
ouverte.

M. Chaillet. L'orateur déclare que,
contrairement à l'avis qui vient d'exprimer
M. Berthelot, qui veut tout ou rien, il
est absolument opposé à l'idée d'une recons-
truction totale du Collège de France,
et cela pour motif principal que l'on
arriverait ainsi à fausser l'esprit de
l'enseignement de cet établissement
et à en faire une seconde Sorbonne. Il
comprendrait plutôt d'inviter le gouver-
nement à modifier cet enseignement de
manière à le ramener à son véritable
caractère. Sur les 41 chaires du Collège
de France, il y en a peut-être la moitié
qui trouveraient naturellement leur place,

soit à l'école des Hautes Etudes soit à la Sorbonne et si l'on faisait cette réduction qui commande la logique, il est probable qu'on ne se plaindrait pas de l'insuffisance des amphithéâtres et des laboratoires. Si cependant des agrandissements partiels sont reconnus nécessaires, au Collège de France, l'orateur ne demande pas mieux que de les voter, mais il est absolument décidé à repousser le grand plan qui est actuellement soumis à la Commission.

M. Devès dit qu'il ne voit pas qu'il y ait dans la Commission beaucoup de partisans de la reconstruction totale, il en est lui-même l'adversaire et il n'accepterait un projet d'agrandissement du Collège de France que s'il était présenté dans des proportions plus modestes. Il se demande seulement, si la Commission est du même avis, de quelle manière il devra formuler cet avis. Il croit, quant à lui, qu'il y aurait un certain danger à demander au Gouvernement une étude nouvelle en indiquant que le projet doit se borner à des travaux plus restreints et qu'il serait plus prudent de repousser purement et simplement le projet actuel sans proposer à l'administration une orientation nouvelle.

M. Curviot ne partage pas cette manière de voir et croit qu'il serait utile de faire connaître au Ministre les raisons qui ont déterminé la Commission à repousser le projet de loi. Il verrait alors s'il doit saisir le Parlement d'un projet nouveau.

M. Faye croit également qu'il est de convenance, avant bien sûr avis du Ministre que de la Chambre des Députés, de se carteler définitivement le projet de loi.

qui après avoir mis le Gouvernement en demeure de se demander s'il doit substituer au projet de loi actuel un nouveau projet beaucoup vaste et conçu dans le sens indiqué par la Commission des Finances du Sénat. Pour la question est de savoir si cette dernière l'informer de sa décision par une démarche de son Président ou de son rapporteur ou à l'aide du rapport déposé sur le bureau du Sénat.

M. le Président propose de charger M. Merlin rapporteur désigné du projet de loi, d'aller voir le Ministre pour lui faire connaître la résolution de la Commission.

Cette proposition est adoptée.

M. Curviot dit qu'il lui a remis le dossier d'un projet de loi relatif à l'exécution des canaux d'irrigation et de submersion du département de l'Aude et qu'il croit devoir appeler sur cette affaire l'attention de la Commission.

Après avoir exposé l'économie du projet de loi et résumé le rapport de la Commission spéciale qui conclut à l'adoption, l'honorable membre rappelle que, l'année dernière, un projet de loi bâti sur une combinaison identique, n'a été voté par le Sénat qu'à la condition que cette combinaison ne se reproduirait plus à l'avenir. M. Deville, alors Ministre de l'Agriculture, répondant aux observations de l'orateur, dit qu'il avait adopté pour l'avenir un autre système et prit l'engagement de ne plus présenter au Parlement de projet de loi semblable. Or le projet de

loi, actuellement soumis à l'examen de la Commission, repose sur une combinaison absolument semblable à celle que le Ministre promettait d'abandonner. Dans ces conditions, l'honorable membre pense que la Commission ne peut donner un avis favorable; il lui propose, en conséquence, de renvoyer au Gouvernement le projet de loi relatif aux canaux d'irrigation de Fabrezan et de Lir. sur. Orbiou.

M. Sievi dit qu'il n'a pas à s'expliquer sur la combinaison qui vient d'être critiquée et que, du reste, il n'a pas étudié; mais il est évident que, quelle que soit la forme sous laquelle doit se produire l'intervention des populations dans ces questions d'irrigation et de submersion, ces travaux sont de la plus grande importance. A ce titre, l'orateur demande à la Commission de vouloir bien entendre M. le Directeur de l'hydraulique agricole, qui est prêt à fournir sur le projet de loi toutes les explications qu'on voudra bien lui demander.

M. Cuvinot dit qu'il trouve tout naturel que l'Etat donne une subvention pour les travaux de cette nature, mais il ne comprend pas qu'il fasse la totalité d'une dépense qui doit provenir aux particuliers propriétaires des terrains irrigués ou submergés un bénéfice de 15000 fr. par hectare.

M. Bérat fait observer qu'au moyen de la redevance que s'engagent à payer les propriétaires, (redevance qui constitue pour eux un sacrifice considérable, l'Etat est sûr non seulement de rentrer dans les dépenses qu'il aura faites, mais d'en retirer encore, à un certain moment, un

bénéfice assuré.

M. Mugot dit que ces travaux d'irrigation ont toujours contribué l'Etat en perte. Les propriétaires font des engagements verbaux qui sont ensuite retirés.

M. Devès insiste pour que la Commission interroge sur ces différents points M. le Directeur de l'hydraulique agricole.

M. Philippe, Directeur de l'hydraulique agricole au Ministère de l'Agriculture, est introduit et prend place au bureau.

M. Cuvinot lui demande : 1.° s'il pense que le chiffre de 3 millions indiqué dans le projet de loi comme maximum de la dépense constituée une évaluation suffisante, 2.° si la redevance payée par les propriétaires est de nature à couvrir au moins les intérêts de la dépense ainsi mise à la charge de l'Etat.

M. le Directeur lui répond :

Sur le premier point, que ce qui s'est passé pour les canaux antérieurement construits dans le dép. de l'Aude permet d'affirmer que certainement le chiffre de 3 millions ne sera pas dépassé.

Sur le second point, qu'il est également certain, d'après ce qui s'est produit dans le passé pour ces mêmes canaux de l'Aude, qu'on n'aura pas de mécomptes au point de vue de la recette, qui couvrira et au delà les intérêts des sommes dépensées par le Trésor.

Sur la demande de M. le Trésorier, M. le Directeur donne des détails sur la formation des associations syndicales toujours très difficile lorsqu'il s'agit de la construction de canaux d'irrigation.

ou de submersion, par ce motif que ces ouvrages sont toujours établis dans des contrées déjà dévastées par le phylloxera et dont les habitants sont dans l'impossibilité de se procurer les ressources nécessaires pour faire face à ces dépenses. La difficulté est d'autant plus grande dans le cas actuel que la propriété dans le dép^t de l'Orde, est très morcelée et que le périmètre irrigable est divisé en un très grand nombre de parcelles.

M^r le Directeur ajoute, sur l'interpellation d'un des membres de la Commission, que le débit des eaux est assuré en temps normal et que depuis plusieurs années, des travaux de vérification très précis ont été faits à cet égard par le service compétent.

M^r Hugot exprime la crainte de voir des propriétaires ayant promis des souscriptions retirer ensuite leurs promesses.

M^r le Directeur répond qu'il n'y a jamais eu dans l'Orde l'exemple d'une souscription retirée.

M^r le Président remercie de ses explications M^r le Directeur qui se retire.

M^r Carvot persiste à trouver déplorable le procédé financier proposé par le projet de loi; il rappelle de nouveau l'engagement pris l'an dernier par le Ministre de l'Agriculture et propose à la Commission soit de donner un avis défavorable, soit d'ajourner son approbation jusqu'à ce que les intéressés aient constitué un syndicat chargé de la construction et de l'administration du canal moyennant une

subvention dont le chiffre pourra être fixé au tiers ^{ou} même à la moitié de la dépense totale.

M. Loubet répond qu'il ne peut pas, pour sa part, considérer la construction d'un canal d'irrigation comme un travail d'intérêt privé, c'est un travail d'intérêt général au même titre que la construction d'une route départementale ou d'une voie ferrée. Sans doute, en théorie, il vaudrait mieux que des travaux de ce genre fussent dus à l'initiative des particuliers, mais M. le Directeur a démontré, tout à l'heure, que dans la pratique, la formation de syndicats pour des travaux de cette nature était presque impossible. Les propriétaires font déjà un sacrifice considérable en contribuant à la dépense par l'engagement qu'ils prennent de verser une redevance annuelle de 60^f par hectare pendant 5 ans et de se constituer en syndicat pour faire face aux frais d'administration et d'entretien qui représentent une nouvelle charge de 15 à 20^f par hectare. Leur demandes d'avantage serait renoncées à l'exécution d'un travail dont l'utilité et l'urgence ne peuvent être contestées.

En conséquence, l'honorable membre est d'avis que la Commission doit donner un avis favorable.

M. Cuvierot maintient sa proposition du renvoi du projet de loi au Ministre de l'Agriculture.

Cette proposition, mise aux voix, n'est pas adoptée.

M. Loubet est chargé de la rédaction de l'avis favorable à donner sur le

projet de loi en discussion.

La séance est levée à 5^h 1/4.

Le Secrétaire,

J. Béranger

Séance du 1^{er} juillet 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

Sont présents: M. M. Bérat, Challenel.

Sacour, Boulanger, Faye, de Freycinet, Hugué,
Loubet, Merlin, Cresserenc de Port, Penicaud,
Girard.

M. le Président donne lecture d'une
lettre de M. le Ministre de la guerre demandant
à la commission de vouloir bien examiner et
rapporter avant la clôture de la session le
projet de loi concernant: 1^o l'annulation de
crédits de l'exercice 1886; 2^o l'ouverture et
l'annulation de crédits de l'exercice 1886;
3^o l'ouverture et l'annulation de crédits de
l'exercice 1887.

M. Faye est d'avis que l'heure tardive
de la présentation de ce projet de loi et l'importance
de plusieurs des propositions qu'il renferme
ne permettraient pas à la commission de faire
avant la clôture de la session, un rapport
complet sur l'ensemble du projet, mais on
pourrait donner satisfaction à M. le Ministre
de la Guerre en en détachant les crédits qui
concernent les services de la guerre, de la
marine et des travaux publics et rapporter
seulement cette partie du projet de loi. Elle

est la proposition que l'honorable membre
a l'honneur de faire à la commission.

Cette proposition est adoptée, et M. Faye
est chargé de rédiger ce rapport.

M. Loubet donne lecture d'un rapport
sur le projet de loi, adopté par la Chambre
des Députés, relatif aux spiritueux embarqués
antérieurement au 30 juin 1887.

Le rapport est adopté.

M. Loubet donne lecture d'un
rapport sur le projet de loi, adopté par
la Chambre des Députés, portant ouverture
au ministre de l'instruction publique et
des beaux-arts, d'un crédit de 8,250 frs
destiné à assurer la participation de la
France aux travaux de l'association géodésique.

Le rapport est adopté.

M. le Président donne lecture du
projet de loi relatif aux travaux à exécuter au
port d'Oran et dit que c'est toujours la
même question que pour les projets de loi
analogues renvoyés depuis quelque temps à
l'examen de la commission : il s'agit de
savoir à la charge de qui restera la dépense
si le chiffre fixé pour l'ensemble de ces
travaux est dépassé.

M. Faye dit qu'il y aura une réserve
à faire à cet égard dans le rapport.

M. le baron Le Guay est nommé
rapporteur du dit projet de loi.

M. Merlin informe la commission
que conformément au désir qu'elle a exprimé
dans une de ses dernières séances, il s'est
rendu auprès du ministre de l'instruction
publique et des beaux-arts pour lui faire part
des objections que soulevait le projet de loi relatif
à l'agrandissement du Collège de France et lui
demander s'il ne jugerait pas convenable
de faire étudier un projet de reconstruction

plus restreint.

M. le Ministre lui a répondu qu'il n'était pas fanatique du projet de loi soumis à l'examen de la commission et qu'il serait assez disposé à en faire étudier un nouveau pour remettre en meilleur état les dépendances du Collège de France et y faire exécuter des travaux dont la dépense serait bien inférieure à 9 millions. Seulement, il a prié l'honorable rapporteur de vouloir bien conférer à ce sujet avec M. le Directeur de l'instruction supérieure.

M. le Rapporteur s'est rendu à ce désir, mais il n'a pu rencontrer M. Liard qu'il verra demain probablement. Dans tous les cas, il n'est pas possible que cette affaire reçoive une solution avant la clôture de la session.

La séance est levée à 3 h. $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 18 juillet 1887.

Présidence de M. Faye
Vice-Président.

La séance est ouverte à 1 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Faye, de Freycinet, Hugot, Le Guay, Loubet.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver la convention passée avec le Crédit foncier de France en vue des prêts qui pourront éventuellement être faits aux départements, aux communes des Alpes Maritimes et aux

propriétaires d'immeubles de ce département pour la reconstruction et la réparation des bâtiments détruits ou endommagés par le tremblement de terre du 23 février 1887.

M. Hugot, chargé de préparer le rapport sur ce projet de loi, expose l'économie du projet et dirige contre lui les critiques suivantes:

1^{re} Le taux de 4.75% qui sera payé au Crédit Foncier pour l'intérêt seulement lui semble trop élevé;

2^{re} L'époque où ce projet de loi est présenté au Sénat, c'est à dire à la dernière heure de la session, ne permet pas à la commission d'exercer un contrôle quelconque sur la façon dont les commissions ont fonctionné. Peut-être ont-elles grossi dans une proportion considérable l'évaluation des dégâts causés par le tremblement de terre. Ce qui tendrait à le démontrer, c'est que déjà le Gouvernement a réduit de 2 à 1 millions le chiffre des indemnités qu'on devra donner aux sinistrés. En second lieu, comment se fera la répartition entre ces derniers des prêts qui leur seront consentis? Établira-t-on à cet égard une différence entre les riches et les pauvres? Autant de questions sur lesquelles, étant donnée l'époque avancée de la session, la commission ne peut se renseigner.

3^{re} La période d'amortissement, quarante ans d'une part; quarante cinq, d'autre part, est bien longue.

Il est vrai, ajoute M. le rapporteur, qu'il y a eu faveur de l'adoption immédiate du projet de loi les raisons sentimentales et patriotiques que M. le Président du Conseil a fait valoir à la tribune de la Chambre des Députés. La France, a dit en substance, l'honorable ministre des finances, ne peut rester en arrière de l'Italie, qui a fait des

sacrifices considérables pour ses nationaux, qui a dégrèvé tous les propriétaires sinistrés et a décidé que des prêts s'élevant à 80 millions, dont 20 millions sans intérêts pendant cinq ans, leur seraient consentis.

M. de Freycinet est loin de penser qu'on ne doive dans la plus large mesure venir en aide aux propriétaires victimes du tremblement de terre de février dernier, mais il trouve que le concours que l'Etat donne à ces derniers, aux termes du projet de loi, est beaucoup trop élevé. Jamais l'Etat n'a concouru pour les deux tiers, comme dans le projet actuel, quand il s'est agi de venir en aide aux propriétaires victimes des inondations ou des incendies, sinistres qui, sans frapper autant l'imagination, causent des dommages réels tout aussi considérables qu'un tremblement de terre.

L'orateur trouve, en outre, que le mécanisme du projet de loi n'est pas avantageux pour l'Etat. En se servant du Crédit Foncier comme intermédiaire, il paye 4.75% un intérêt qu'il payerait au plus 4% si les prêts étaient faits directement.

M. le Président dit qu'il est véritablement fâché qu'un projet de loi de cette nature, soulevant des critiques aussi graves, soit apporté au moment où la session va prendre fin et où la commission n'est déjà plus en nombre.

M. le Baron le Guay propose l'ajournement pur et simple de l'examen du projet de loi.

M. le Président propose à la commission de suspendre la séance et de la reprendre, pour prendre une détermination définitive, après la séance publique, qui vraisemblablement sera très courte aujourd'hui.

Cette proposition est adoptée.

La séance est suspendue à 2 heures.

La séance est reprise à 3 h. 3/4 sous la

présidence de M. Girard.

Sont présents: M. M. Faye, de Freycinet, Hugot, Le Guay, Loubet, Lissierenc de North, Girard.

M. Hugot renouvelle les observations qu'il a présentées dans la première séance.

M. de Freycinet répète également ce qu'il a dit du concours de l'Etat qui lui semble trop fort et du mécanisme sur lequel repose le projet de loi, qui est désavantageux pour l'Etat.

M. le Président dit que ce qui le frappe le plus dans cette affaire, c'est le taux de l'intérêt qu'on paye au Crédit Foncier. Il en résulte que cet établissement de crédit semble tirer d'un malheur public l'occasion de faire une excellente affaire.

M. Lissierenc de North est d'avis de demander sur ce point des explications à M. le Président du Conseil.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Faye, de Freycinet, le baron Le Guay, Hugot et le Président, la commission décide qu'elle entendra, dans sa prochaine séance, M. le Président du Conseil avant de prendre une résolution définitive.

La séance est levée à 4 h. $\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,

A Zévi

Séance du 19 juillet 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 heure $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Férat, Ernest Boulanger,

Challemel-Lacour, P. Deves, Hugot, le baron de Guay, Loubet, de Freycinet, Ecissereuc de Port, Girard.

M. Loubet donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les contributions directes et taxes y assimilées.

M. Boulanger dit qu'il aurait bien des observations à présenter sur les dispositions du projet de loi, mais l'époque avancée de la session ne lui permet de les examiner ni dans leur ensemble, ni dans leurs détails.

Il se contentera d'appeler l'attention de la commission sur les deux points suivants:

1^o. L'article 2 ne fait pas mention des taxes assimilées. En rapprochant l'article 2 de l'art. 4, on pourra et on peut être induit à penser que le bénéfice des dispositions de l'article 2 ne s'appliquera pas aux taxes assimilées dont il est question dans l'article 4?

2^o. Le dernier paragraphe de ce même article 2 ne vise pas la loi de 1844, qui, à la date de l'émission du rôle des contributions comme point de départ des délais accordés aux contribuables pour formuler leurs réclamations, substitue celle de la publication. Cette omission est-elle intentionnelle et répond-elle à une pensée d'abrogation des dispositions de la loi de 1844, ou bien faut-il considérer que la loi de 1832 étant la loi organique de la matière, la loi de 1844 continuera à recevoir son application?

M. Rouvier, ministre des finances, Président du Conseil, est introduit et prend place au bureau.

M. Boulanger lui adresse les deux questions qu'il vient de formuler devant la commission.

M. le Président du Conseil répond que, sur le premier point, il faut interpréter la loi dans le sens le plus libéral et qu'il ne lui semble pas nécessaire d'introduire, à cet effet,

dans l'article 2 une modification de texte, qui entraînerait le renvoi du projet de loi à la Chambre, et que sur le second point, il était bien évident également que le bénéfice de la loi de 1844 serait maintenu aux contribuables et qu'on n'abroge pas une loi par ce seul fait qu'on omet de la citer.

M. Boulanger pense qu'une déclaration du Gouvernement dans ce sens devra être faite à la tribune.

Sous le bénéfice de ces observations, le rapport de M. Loubet est adopté.

M. Hugot soumet à M. le Président du Conseil les observations qu'il a présentées dans la dernière séance de la commission sur le projet de loi relatif à la convention passée avec le Crédit Foncier en vue des prêts à faire aux communes et aux particuliers des Alpes Maritimes victimes du dernier tremblement de terre.

M. le Président du Conseil rappelle d'abord à la Commission que le projet de loi en discussion n'est pas l'œuvre du cabinet actuel et qu'il a été étudié et adopté par le cabinet qui l'a précédé.

Il fait remarquer, en second lieu, que le Gouvernement italien a mis à la disposition des sinistrés de l'autre côté de la frontière un ensemble de sommes qui, indépendamment des 4,800,000 frs accordés aux indigents, s'élève au chiffre de 3 millions. Veut-on que l'opinion publique en Europe fasse entre les deux pays des comparaisons qui ne seraient pas à l'avantage de la France?

En ce qui concerne le taux de l'intérêt stipulé par le Crédit Foncier, il n'est pas exact de dire que ce taux est exagéré, car cet établissement qui a l'habitude de prêter à 4.8% sur première hypothèque, et, par

conséquent, sans risques, fait ici en prêtant à 4.75
seulement, une opération aléatoire qui peut tourner
à son détriment si le débiteur est de mauvaise foi
ou s'il est ruiné par de nouvelles catastrophes.
L'État lui garantit bien les trois cinquièmes du
taux total, mais il reste toujours les 1.90 de
surplus qui doivent être payés par les emprunteurs,
qui sont soumis à tous les aléas et ne sont
garantis absolument que par le privilège du
prêteur.

Enfin il ne faut pas oublier que les
populations auxquelles il s'agit de venir en
aide se sont données volontairement à la France
et que, quel que soit leur dévouement pour
leur nouvelle patrie, il ne serait peut être
pas bon de leur faire faire sur la manière
dont le Gouvernement de France et celui d'Italie
secourent leurs nationaux, une comparaison
qui ne serait pas à l'avantage de la République.

M. le Président remercie de ses explications
M. le Président du Conseil, qui se retire.

M. Hugot donne lecture du rapport
qu'il a préparé sur le projet de loi qui vient
d'être discuté.

Le rapport est adopté.

M. Lécisserenc de Port donne lecture
d'un rapport sur le projet de loi, adopté par
la Chambre des Députés, ayant pour objet:

- 1^o la déclaration d'utilité publique de travaux
d'amélioration au port de Bordeaux;
- 2^o les voies et moyens propres à assurer la
réalisation de ces travaux.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire,
A. Béraud

Séance du 20 juillet 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 h. $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Héral, Ernest Boulanger, Challenet Sacour, Cuvinot Faye, Deves, le baron de Guay, Hugot, Loubet, Lécisserenc de Port, Girard.

M. le Président rappelle à la commission que le Sénat lui a renvoyé, dans la séance d'hier, le projet de loi sur la mobilisation déjà examiné et adopté par la commission technique. Evidemment, malgré la situation actuelle du trésor, la commission ne peut émettre qu'un avis favorable s'il lui est démontré que cette expérience, qui va entraîner une dépense minima de 2 millions, est absolument indispensable. Il a donc cru pouvoir convoquer M. M. les ministres de la guerre et des finances qui se déclarent prêts à fournir à la commission toutes les explications qu'elle jugera nécessaires.

M. M. Ferron, ministre de la guerre, et Rouvier, président du Conseil, ministre des finances, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Général Ferron, sur l'invitation de M. le Président, indique sur quels points le projet de loi actuellement soumis à la commission, diffère de celui qui avait été présenté au Parlement par son prédécesseur.

On sait que la convocation des hommes au moyen des affiches s'effectue parfaitement. Chaque année, l'habillement et l'équipement des territoriaux se fait lors de la convocation pour les appels et ne donnent lieu à aucune

difficultés. Ces premières opérations sont donc d'une grande simplicité et n'ont pas besoin d'une nouvelle épreuve.

Dans le premier projet, on se bornait à mobiliser sur place le corps d'armée et on appelait l'armée territoriale. La convocation de cette dernière partie de l'armée, même au point de vue de la réquisition des chevaux, ne pouvait donner aucun enseignement, car si les commissions de réquisition fournissent en temps opportun aux unités actives les animaux nécessaires à la mobilisation, elles seront, à plus forte raison, en mesure de les fournir aux unités de l'armée territoriale. Elle constituait donc une dépense inutile, elle aurait gêné dans une mesure considérable la région où aura lieu la mobilisation, et voilà pourquoi elle a été supprimée.

M. le Ministre de la guerre l'a remplacée par la partie qui termine et complète l'opération, la plus essentielle à ses yeux, c'est à dire par celle qui consiste à embarquer le corps d'armée mobilisé tout entier, à le transporter sur un point donné, à le débarquer et à le faire manœuvrer pendant quelques jours. On pourra voir ainsi si les dédoublements se font sans difficulté, et si les unités, complètement équipées et prêtes à combattre, peuvent arriver dans les gares au temps opportun pour prendre place dans cet immense mouvement d'horlogerie qui les emportera vers les frontières.

M. le Président demande à M. le Ministre si cette expérience, telle qu'il vient de l'indiquer, lui paraît absolument indispensable.

M. le Ministre répond qu'il n'a jamais dit que l'expérience était indispensable; les Allemands ne l'ont pas faite, mais depuis quelques années, l'opinion publique, en France, semble la réclamer. S'il avait été complètement libre, peut-être aurait-il demandé autre chose.

au Parlement, mais la question étant posée, il y aurait quelque danger à ne pas la résoudre.

M. Challemel-Lacour dit que dans les calculs des dépenses afférentes aux diverses parties de l'opération, il doit y avoir des chiffres dont on est certain d'avance et d'autres qui ne sont que de simples évaluations. M. le Ministre pourrait-il donner à cet égard quelques explications?

M. le Ministre répond qu'il n'y a d'une part d'impérative que sur la dépréciation des chevaux qui seront réquisitionnés. Il est à croire cependant que le chiffre de 500.000 frs porté, de ce chef, au projet de loi ne sera pas dépassé. Tous les autres chiffres peuvent être considérés comme fermes.

M. Faye demande à M. le Président du Conseil quelles mesures il entend prendre à l'égard de la presse. Le Gouvernement laissera-t-il les reporters des divers journaux suivre les opérations de la mobilisation, les apprécier, les commenter et divulguer ainsi certaines parties de l'expérience qu'il serait peut-être bon de tenir secrètes?

M. Deves dit que dans la réunion de la gauche, où s'est agitée cette question, on a été unanime à reconnaître qu'en temps de guerre les indiscretions commises par la voie de la presse constitueraient un véritable danger, mais que dans le cas actuel, il était bien difficile, sinon impossible, de mêler une question de législation de presse à une question d'expérience militaire, ou aurait l'air de vouloir remettre en question le texte du projet de loi. Dans le cas où l'on craindrait les indiscretions des journaux, ce serait au ministre de la guerre et au commandant du corps d'armée à intervenir et à interdire à la presse, par voie administrative, l'accès de certains points.

M. Challemel-Lacour pense qu'il y aurait intérêt à faire pour ce simulacre de guerre

ce qu'on ferait pour la guerre elle-même.

M. le Ministre de la guerre ne croit pas qu'il y ait analogie absolue entre les deux cas. Il serait bien difficile au commandant de corps d'armée de ne pas admettre des correspondants français pour une opération de ce genre, tandis que si la guerre était véritablement déclarée, il ne les admettrait certainement pas.

M. le Président du Conseil dit qu'il sera facile, dans la pratique, de passer aux inconvénients qu'on veut de signaler au moyen des mesures de précaution qui seront prises au besoin par l'administration de la guerre.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. les ministres, qui se retirent.

Il déclare ensuite la discussion ouverte sur l'avis à donner par la commission des finances.

M. le Baron Le Guay dit que M. le Ministre de la guerre a commis une erreur en disant que cette expérience était réclamée par l'opinion publique.

M. Laisserne de l'Est comprendrait une expérience de mobilisation générale, mais est-il juste de la faire porter sur trois ou quatre départements, où la vie sociale va être tout à coup interrompue ?

M. le Président fait observer que la commission n'a qu'à se préoccuper du côté financier de la question.

M. Faye demande qu'il y ait à la fin du rapport une phrase indiquant que la commission n'ayant ni qualité ni compétence pour se prononcer sur le côté technique de la question décline, sous ce rapport, toute espèce de responsabilité.

M. le Président donne lecture d'un projet d'avis qu'il a préparé.

Quelques changements de détail sont apportés à sa rédaction à la suite d'observations présentées par M. M. Deves, Faye et Challenel-Lacour.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté.

M. Fallières, ministre de l'Intérieur, est introduit dans le sein de la commission et prend place au bureau.

M. le Ministre expose l'économie du projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements et déclare que la réduction de 400.000 frs, adoptée à la presque unanimité par la commission du budget et la Chambre des Députés, a été faite de telle façon que les départements atteints ne seront pas dans la nécessité de recourir à des impôts nouveaux.

M. Loubet dit que le temps lui manque pour combattre la répartition proposée, mais qu'il a l'intention de défendre, en séance publique, un amendement qu'il a déposé avec plusieurs de ses collègues pour demander le maintien du fonds de subvention au chiffre de 4 millions de francs.

M. le Président met aux voix le projet de loi, qui est adopté par la majorité de la commission.

M. le Baron de Guay, nommé rapporteur, est autorisé à déposer son rapport au commencement de la prochaine séance.

M. Boulenger donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des finances demandant à la commission des finances de vouloir bien déposer son rapport sur le projet de loi relatif au phylloxera, déposé sur le bureau du Sénat depuis le mois d'Avril 1887.

L'honorable membre fait observer qu'il a donné à la commission lecture d'un rapport qui a été imprimé en épreuves et distribué aux membres de la commission en vue d'une discussion ultérieure. Cette discussion n'a pu avoir lieu parce que le rapporteur ayant demandé à M. le Ministre de l'Agriculture

153

de lui indiquer un jour où il pourrait l'entretenir de cette question. M. le Ministre ne lui a pas encore fait de réponse. Il serait impossible, à cette époque de la session, de discuter et de rapporter au temps utile, le dit projet de loi.

M. le Rapporteur est chargé par la Commission d'adresser une réponse dans le sens qui vient d'être indiqué à la lettre de M. le Président du Conseil.

M. Héral donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au ministre de la marine, sur l'exercice 1887, un crédit supplémentaire de 931.668 frs. pour les frais d'occupation de Diego-Suarez pendant l'année 1887.

Le rapport est adopté.

M. Boulanger donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amélioration de la situation des sous-officiers engagés et commissionnés non-adjutants.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 3 heures.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 21 juillet 1887.

Présidence de M. Lurard.

La séance est ouverte à 1 h. 1/2.

Sont présents: M. M. Héral, Boulanger, Challenet, Lacour, Curviot, Loubet, le baron Le Guay, Geissereuc de Mort, Lurard.

M. Héréd donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver l'usage pour l'infanterie, l'artillerie, les sapeurs conducteurs du génie et les trains des équipages d'un nécessaire individuel du système dit Mouthon destiné à remplacer au fur et à mesure de sa mise hors de service le matériel similaire actuel (marmite et gamelle et marmite individuelle).

Le rapport est adopté.

M. Spuller, ministre de l'instruction publique, est introduit et prend place au bureau.

M. le Ministre demande à la commission de vouloir bien examiner, pour qu'il soit voté avant la clôture de la session, le projet de loi ouvrant au ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts, un crédit extraordinaire de 600.000 frs, sur l'exercice 1887, pour l'installation provisoire du théâtre national de l'Opéra Comique.

M. Loubet est chargé de la rédaction du rapport.

M. Boulanger donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au ministre de l'instruction publique d'un crédit complémentaire de 500.000 frs au chapitre 3 du budget extraordinaire de 1886 et annulation d'une somme égale au chap. 3 du même exercice.

Le rapport est adopté.

M. Boulanger donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la délivrance de médailles aux soldats du Tonkin et de Madagascar.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire,

A. Béranger

137

Séance du 27 Octobre 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 4 h. 3/4.

Sont présents: M. M. Pétrel, Boulanger, Denormandie, de Freycinet, Hugot, Merlin, Pénicaud, Léon Say, Fieissier de Port, Girard.

M. le Président passe successivement en revue les divers projets de loi dont la commission reste actuellement saisie, et dont les rapports ne sont pas déposés.

On se rappelle que saisie, à la dernière heure de la session, d'un cahier de crédits supplémentaires qu'elle n'avait pas le temps d'examiner, la commission, pour répondre aux pressantes sollicitations de M. le Ministre de la guerre, détacha de ce fascicule les crédits afférents aux ministères de la guerre et de la marine, qui furent rapportés par elle et votés par le Sénat. M. Faye, qui a été le rapporteur de cette première partie du projet de loi, voudra bien sans doute se charger du rapport sur la seconde.

Vient ensuite le projet de loi relatif à l'agrandissement du collège de France.

La commission se souvient qu'à la suite d'une visite que plusieurs de ses membres firent au Collège de France, elle fut d'avis qu'il y avait lieu de procéder à certains travaux de réfection et d'agrandissement de cet établissement, mais qu'il n'était nullement nécessaire de le reconstruire en entier et surtout de se lancer dans des opérations de voirie aussi importantes et aussi difficiles que celles que visait la convention conclue avec la ville de Paris. M. le Ministre de l'Instruction publique,

appelé dans le sein de la commission, se rallia à cette manière de voir et il fut convenu que le rapporteur du projet de loi, l'honorable M. Merlin verrait M. le Directeur de l'enseignement supérieur pour s'entendre avec lui sur un projet plus restreint qui serait présenté au Parlement à l'ouverture de la présente session.

M. Merlin dit que l'état actuel de ses relations avec M. le Directeur de l'enseignement primaire, principal auteur du transfert des facultés de Douai à Lille, ne lui a pas permis de remplir le mandat que la commission lui avait confié. Il la prie, en conséquence, de vouloir bien charger M. Penicaud de la suite de cette affaire (Approbation).

M. Penicaud dit qu'il verra M. le ministre de l'instruction publique et M. le Directeur de l'enseignement supérieur et qu'il rendra compte à la commission de l'entretien qu'il aura eu avec eux.

M. le Président rappelle que la commission est également saisie de l'examen d'un projet de loi relatif aux vignes phylloxérées.

M. Boulanger dit que la commission doit se souvenir qu'il lui a déjà donné sur cette question lecture d'un projet de rapport, qui a été imprimé en épreuves et sur lequel devait s'établir la discussion. Cette discussion, pour divers motifs, n'a pas pu venir. Et la suite de renseignements nouveaux qui lui ont été fournis par le ministère de l'agriculture, tant sur le projet de loi lui-même que sur deux amendements déposés par M. de Verminac, l'honorable membre a complété son rapport, qu'il sera en mesure de lire dans quelques jours à la commission.

M. le Président dit qu'il reste encore à rapporter trois projets de loi relatifs à des travaux à exécuter dans les ports de Mostaganem,

159
St. Nazaire et Calais, mais sans doute la commission, avant de prendre une décision à cet égard, voudra attendre le retour de M. Cuviniot, rapporteur de ces divers projets de loi (Assentissement).

M. Merlin demande à la commission la permission de lui poser une question au sujet de l'interpellation qu'il compte développer devant le Sénat jeudi prochain sur les décrets qui ont ordonné le transfert à Lille des facultés de droit et des lettres de Douai.

Après avoir fait un rapide exposé de l'affaire, l'orateur critique la procédure employée par le ministère actuel et prétend qu'on ne pouvait procéder au transfert des dites facultés qu'après que le projet de loi, déposé par M. Gerthelot le 26 mars 1887, sur le transfert du siège académique de Douai à Lille aurait été préalablement adopté par les deux chambres. On a procédé par décrets pour pouvoir engager la dépense, effectuer des travaux et venir dire ensuite au Parlement, « vous ne pouvez pas ne pas voter ce que je vous demande, la dépense est faite, il faut bien la payer. » C'est la carte forcée.

L'honorable membre demande à la commission si, au cours de l'interpellation, la commission des finances ne pourrait pas intervenir pour signaler l'irrégularité de ce côté financier de la question.

M. le Président dit qu'il ne lui semble guère possible que la commission intervienne dans une question dont elle n'est pas saisie. Le Gouvernement a pris des décrets, qui, suivant l'honorable M. Merlin, n'auraient pas dû précéder la discussion du projet de loi sur le transfert du siège académique de Douai à Lille, mais enfin il avait le droit de les prendre et quand on lui montrera les conséquences financières, il pourra répondre : « Ces décrets que j'avais le

droit de prendre, je les ai pris à mes risques et périls; quand viendra la discussion du projet de loi et qu'on en sera à la question des voies et moyens, vous refuserez ou vous accorderez les crédits que je vous demande. Ce sera la condamnation ou l'approbation de ma conduite, mais jusque là vous ne pouvez attaquer une mesure que j'ai prise régulièrement.»

M. Crissereuc de Port ne voit pas, du reste, sous quelle forme la commission des finances pourrait intervenir dans une interpellation de ce genre.

M. Denormandie se demande si l'interpellateur, à la fin de la discussion, ne pourrait pas proposer le renvoi à la commission des finances.

M. Léon Say trouve qu'il y aurait inconvénient pour la commission à accepter d'avance le renvoi. Si ce renvoi est ordonné, la commission saura ce qu'elle aura à répondre.

M. de Freycinet ne croit pas non plus que la commission puisse se saisir d'office de la question et se solidariser avec l'interpellateur. Si le renvoi est ordonné et si le ministre l'accepte, il n'y aura aucun inconvénient à conférer avec lui sur cette question, mais la commission ne peut pas prendre sur elle de régler des questions administratives. La seule chose que l'interpellateur, suivant l'honorable membre, puisse demander, c'est que le Gouvernement ne procède à aucune dépense avant d'avoir obtenu du Parlement un crédit régulier.

D'autres observations sont échangées entre les divers membres de la commission, qui décide, qu'en somme, elle n'a pas de résolution à prendre.

La séance est levée à 5 h. moins un quart.

Le Secrétaire,

R. Béranger

161

Séance du 4 Novembre 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents: M. M. Boulanger, Challemeil-Lacour, Cordier, Deves, Faye, de Freycinet, Loubet, Penicaud, Teisserenc de Bort, Girard.

M. Rouvier, ministre des finances, président du Conseil, est introduit et saisit officiellement la commission de l'examen du projet de loi relatif à la conversion du 4 1/2 (ancien) et du 4 % en 3 % qu'il déposera, au début de la séance, sur le bureau du Sénat.

M. le Ministre expose sommairement les motifs qui ont déterminé la Chambre des Députés à modifier les art. 2, 11 et 12 du projet de loi et résume les observations qu'il a fait valoir devant la Chambre en faveur de la conversion. Son but principal, en présentant au Parlement ce projet de loi, a été de laisser à son successeur, - car il ne lui est pas permis d'avoir des vues à longue échéance, - une somme qui permettra de supprimer dans un avenir prochain le budget extraordinaire.

M. le Président du Conseil se retire en priant la commission de vouloir bien adopter le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

M. Hambeau, Directeur de la comptabilité générale au ministère des finances, est introduit et prend place au bureau.

M. Faye rappelle à la commission qu'un cahier de crédits supplémentaires a été déposé sur le bureau du Sénat à la veille de sa séparation. La commission des finances, à laquelle le projet de loi fut renvoyé, n'avait pas le temps

de l'examiner sérieusement et de le rapporter en temps utile, mais sur les pressantes sollicitations de M. le Ministre de la guerre, les divers crédits ressortissant aux trois ministères de la guerre, de la marine et des travaux publics furent détachés du projet de loi, firent l'objet d'un rapport spécial et furent votés par le Sénat.

Parmi les divers crédits qui n'ont pu être examinés au mois de juillet dernier et qu'il reste à voter, figurent plusieurs crédits demandés sur l'exercice 1886 aujourd'hui clos. Si l'on demande au Sénat de vouloir bien voter ces crédits, on se heurtera évidemment aux observations que M. Harier a déjà présentées contre cette manière de procéder. Ne convient-il pas d'aller au devant d'une difficulté qu'on peut d'autant mieux prévoir que les crédits qui se trouvaient dans une situation analogue n'ont été dernièrement adoptés par le Sénat qu'à la condition de ne plus voir reparaitre une demande faite dans les mêmes conditions.

M. le Directeur fait d'abord observer que les ministères qui se trouvent avoir des dépassements de crédits sur l'exercice 1886 et qui sont dans la nécessité d'obtenir le supplément de crédit qui leur est nécessaire, ont adressé leur demande au ministère des finances en temps utile, c'est-à-dire dans le courant ou à la fin de mai 1886.

L'orateur fait ensuite remarquer qu'il y a plusieurs clôtures d'exercices. Il y a d'abord les clôtures d'exercice qui ont lieu le 31 juillet et le 31 août de chaque année. Il est bien certain que pour des demandes de crédits qui nécessitent un payement effectif, ces deux dates de clôture doivent être respectées, la première pour l'ordonnancement, la seconde pour le payement. Mais il y a une troisième sorte de clôture qui n'a lieu seulement qu'au 30 novembre. Du 31 août au 30 novembre le ministère a un délai de trois mois pour les

reglements d'écritures, pour les changements d'imputations qui doivent avoir pour conséquence un dégrèvement de crédit et nécessiter un virement d'un chapitre sur un autre. On est toujours obligé de demander ensuite le crédit aux exercices clos, mais cette manière de procéder a cet avantage, au point de vue de la régularité de la comptabilité, de faire apparaître la dépense au chapitre de l'exercice auquel elle appartient. Si l'on enlève cette faculté aux différents ministères en ne leur permettant plus de demander que des crédits effectifs, et ce, avant le 31 juillet de chaque année, on les mettra dans une situation extrêmement difficile, et les bonnes règles de la comptabilité en souffriront. De cette façon, les changements d'imputation devant amener un département de crédit ainsi que les remboursements d'avances de ministère à ministère seront absolument entravés.

M. le Président demande à M. le Directeur quel inconvénient il verrait à ce qu'on impute le crédit sur exercice clos au lieu de l'imputer sur l'exercice lui-même.

M. le Directeur répond qu'on n'impute jamais, en réalité, le crédit que sur exercice clos, mais qu'en le demandant sur l'exercice lui-même, on l'y fait apparaître comme droit constaté.

M. Faye dit qu'il adopterait très volontiers ce système à la condition que le décret de 1862 fût modifié dans le sens de la théorie que vient d'exposer M. le Directeur.

Après un échange d'observations tournant toujours dans le même cercle entre plusieurs membres de la commission et M. le Directeur, ce dernier se retire.

M. Faye donne lecture du passage de son rapport ayant trait à la discussion qui vient d'avoir lieu.

Les conclusions de ce rapport sont mises aux voix et adoptées.

M. Boulanger donne ensuite lecture du rapport

sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'exonérer de l'impôt foncier les terrains plantés en vignes dans les pays ravagés par le phylloxera.

Le rapport est adopté.

La séance est levée à 5 h. 1/2.

Le Secrétaire,

A. Béring

Séance du 5 Novembre 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

Sont présents: M. M. Boulanger, Curion, Denormandie, Faye, Hugot, de Freycinet, Joubert, Merlin, Lion Say, Girard.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion des rentes 4 1/2 % (anciens fonds) et des rentes 4 % en rentes 3 %.

M. le Président fait observer que le Parlement a adopté, depuis 1874, au point de vue financier, une politique d'amortissement. Par l'opération qui est aujourd'hui proposée, on va accroître de plus de 200 millions le capital nominal de la dette publique; c'est à-dire que l'on va faire absolument le contraire de ce qui a été fait jusqu'à présent. Doit-on purement et simplement accepter ce nouveau système en adoptant le projet de loi sans aucune observation, ou doit-on faire, dans le rapport, certaines réserves à cet égard? Celle est la question qui, suivant l'orateur, doit être d'abord résolue par la commission.

165
Il regrette, pour sa part, que cet emprunt, - car c'est un véritable emprunt - n'ait point été fait en 4 %.

M. Léon Say dit qu'il n'a pas de parti pris sur les emprunts en 3% plutôt que sur ceux en 4% et qu'il trouverait peut être dangereux de faire porter des critiques sur ce point.

M. de Freycinet fait remarquer que M. le Président, s'il a bien compris l'observation qu'il vient de faire, ne demande pas qu'on spécifie la forme sous laquelle l'emprunt éventuel pourrait être faite, mais qu'on fasse des réserves pour que la forme en 3%, adoptée aujourd'hui, ne puisse constituer un précédent pour les emprunts futurs.

M. Faye est de l'avis de M. le Président et croit qu'il serait bon d'insérer dans le rapport une phrase exprimant le regret qu'on ait adopté un système de conversion qui semble fermer la porte aux amortissements à venir.

M. Léon Say ne partage pas cette opinion. On peut répondre d'abord qu'on a beaucoup amorti sous la forme du 3% et par le rachat des rentes à la Bourse. Cette forme d'amortissement, il est vrai, peut être critiquée, mais elle peut être aussi défendue, car si elle a des inconvénients, elle a aussi des avantages. Il en est de même, du reste, de toutes les formes possibles de conversions d'amortissements et d'emprunts, et il est toujours dangereux de se prononcer en semblable matière, car il n'y a pas de système qui ne soit pas discutable.

M. de Freycinet dit qu'il aurait préféré qu'on convertît en 4%, mais puisque la commission doit accepter le projet de loi, il se demande s'il serait bien opportun de faire valoir dans le rapport les raisons que l'on aurait de le repousser. Peut-être y aurait-il bien

seulement de faire une réserve générale en vue de l'avenir, mais sans préconiser aucune forme déterminée de conversion ou d'emprunt?

M. le Président, après avoir constaté que la discussion générale est épuisée, donne la parole à M. Loubet pour la lecture du projet de rapport qu'il a préparé sur le projet de loi.

M. Loubet donne lecture de son rapport.

Au cours d'une discussion d'engage sur la modification apportée à l'art. 11, dont le sens échappe à plusieurs membres de la commission.

À la suite d'un échange d'observations entre M. M. Léon Say, Doulangier et le rapporteur, la commission décide que M. le Directeur du mouvement des fonds au ministère des finances et M. le Directeur de la comptabilité seront appelés pour fournir à la commission des explications à cet égard.

M. Léon Say combat ensuite l'art. 12, qui, suivant lui, présente un grand danger parce qu'il tend à la réunion des deux contrôles administratif et judiciaire dans les mêmes mains. La commission du budget demande seulement aujourd'hui qu'on lui remette une partie du contrôle qui est soumis à la commission de la Cour des Comptes, mais il semble ressortir de la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés que la commission vise, dans un avenir plus ou moins éloigné, à la suppression totale de cette dernière nature de contrôle.

Le rejet du 2^e § de l'art. 12 aurait évidemment pour effet de faire revenir le projet de loi devant la Chambre et de retarder de quelques jours la conversion, mais ce retard, dans les circonstances actuelles, n'a aucune espèce d'inconvénient.

En conséquence, l'honorable membre propose à la commission le rejet du 2^{ème} § de l'art. 12.

M. de Freycinet fait remarquer qu'il sera

167

bien difficile au ministre des finances de déplacer, à la Chambre des Députés, une majorité aussi considérable que celle qui s'est prononcée en faveur de cette disposition de l'art. 12, et qu'un échec essuyé dans ces conditions serait très-désagréable pour le ministère.

L'honorable membre croit qu'il courrait plutôt de voter le projet de loi tel qu'il est, en se contentant des réserves et des explications qui figurent à cet égard dans le rapport.

Après un échange d'observations entre M. M. Cuvierot, Boulanger, le Président et Léon Say, la proposition de ce dernier est mise aux voix et n'est pas adoptée.

M. M. de Pirou d'Arrolles, directeur du mouvement général des fonds, et Beaumeau directeur général de la comptabilité, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Directeur du mouvement des fonds donne des explications sur l'ancienne rédaction de l'art. 11 que le Gouvernement avait proposée comme plus symétrique, il explique ensuite la nouvelle rédaction, et reconnaît que la modification demandée par la Chambre est plus rationnelle et que l'ancien art. 11 qui déchargeait à tort le budget ordinaire d'une dépense qui lui incombait.

M. Faye, après avoir rappelé la discussion qui s'est engagée, à la dernière séance, à propos des crédits supplémentaires demandés sur un exercice après la clôture de cet exercice, et rappelé des arguments qu'on a fait valoir de part et d'autre, prie M. le Directeur général de la comptabilité de vouloir bien revenir sur les explications qu'il a déjà fournies, hier, à la commission.

M. le Directeur de la comptabilité expose d'abord qu'il y a, dans les règlements financiers, des périodes distinctes pour des opérations différentes, et que les exercices sont clos à des moments divers

suirant telle ou telle nature d'opération. Pour les dépenses qui doivent être suivies d'un paiement effectif, les deux dates de clôture des exercices sont les 31 juillet pour l'ordonnancement et le 31 août pour le paiement, mais il est alloué trois mois de plus au ministère des finances pour faire toutes les opérations de régularisation et mettre les comptes en bon ordre. Pour tous les dépassements de crédits ou remboursements d'avances nécessitant des changements d'imputations et constituant de simples virements de crédits d'un chapitre à un autre la clôture de l'exercice est le 31 novembre. Jusqu'à cette date, le Gouvernement peut demander l'ouverture de crédits supplémentaires sur le dernier exercice et le but qu'il poursuit en procédant de cette manière est de faire apparaître la dépense comme droit constaté dans l'exercice auquel elle appartient.

M. le Président. De sorte que de vos explications, il résulte qu'au lieu de violer les règles de la comptabilité, vous en êtes les plus scrupuleux observateurs.

Le rapport de M. Faye sur les crédits supplémentaires est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 4 h. 20 minutes.

Le Secrétaire,
R. Béring

Séance du 10 Novembre 1887

Présidence de M. Faye (Vice Président)

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Héral, Houlanger,

Challamel-Lacour, Deres, Faye, Hugot, Cordier, Loubet.

M. le Président rappelle à la commission qu'il a été déposé sur le bureau du Sénat, lors de la dernière séance, un projet de loi de crédits relatifs au ministère de la marine, dont l'examen présente une certaine urgence.

Il propose à la commission de nommer rapporteur du dit projet de loi M. Penicaud, sauf, bien entendu, acceptation par ce dernier, qui, à la prochaine réunion de la commission ferait un rapport verbal, à la suite duquel on pourrait entendre les explications de M. le Ministre de la marine.

Cette proposition est adoptée.
La séance est levée à 1 h. 1/2.

Le Secrétaire,
A. Zein

Séance du 14 Novembre 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents: M. M. Véral, Ernest Boulanger, Denormandie, Deres, Faye, Challamel-Lacour, Gouin, Loubet, Merlin, Penicaud, Girard.

M. Penicaud demande à la commission, qui l'a désigné en son absence, comme rapporteur du projet de loi concernant les crédits de la marine, de vouloir bien le décharger de ce mandat. La crise municipale qui vient d'éclater à Limoges ne lui laisserait pas le temps de s'acquitter de ce travail, pour lequel d'ailleurs, il n'a aucune compétence.

Sur la proposition de M. le Président, M. Gouin est nommé rapporteur du dit projet de loi en remplacement de M. Penicaud.

M. le Président informe la commission qu'il a reçu de l'Ingénieur en Chef, par l'organe de M. Jacques, de très vives sollicitations pour que le projet de loi relatif aux travaux à exécuter dans le port de Mostaganem soit rapporté dans le plus bref délai possible.

Il rappelle ensuite la difficulté devant laquelle s'était arrêtée la commission en ce qui touche le projet de loi relatif au port de St. Nazaire. Elle s'était demandée à la charge de qui serait la dépense dans le cas où les devis indiqués dans le projet de loi seraient dépassés. Or, le Président de la Chambre de Commerce de St. Nazaire, à la date du 19 juin dernier, a écrit une lettre dans laquelle il déclare que la chambre de commerce de cette ville est prête à prendre à sa charge cet excédent de dépense dans le cas où il se produirait.

Quelle décision la commission entend-elle prendre sur ces deux projets de loi ?

À la suite d'un court échange d'observations entre M. le Président et M. Faye, la commission décide qu'elle attendra, pour statuer, que le rapporteur de ces deux projets de loi, M. Cuvinot, ait pu lui fournir sur chacun d'eux quelques explications.

M. Penicaud, chargé par la commission d'une démarche auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le Directeur de l'enseignement supérieur au sujet du projet de loi relatif à l'agrandissement du Collège de France, rend compte de l'entretien qu'il a eu avec chacun d'eux.

M. le Directeur de l'enseignement supérieur lui a dit qu'il n'aurait été, en aucune façon, chargé par le ministre d'étudier

un nouveau projet de loi. M. le Ministre, de son côté, lui a dit qu'il partageait toujours l'opinion de la commission qui voudrait que le projet d'agrandissement du Collège de France fût réduit au strict nécessaire et ne comprît pas l'opération de voirie qui le complique et augmente dans des proportions considérables la dépense, mais qu'il hésitait à retirer l'ancien projet de loi et qu'il laisserait volontiers, en ce moment, dormir cette affaire.

M. le rapporteur, du reste, doit avoir, dans une quinzaine de jours, un nouvel entretien, à ce sujet, avec M. le Ministre.

M. le Président fait remarquer que ces attardements ont pour effet déplorable de laisser croire, dans le public, que c'est le Sénat qui laisse dormir ou enterrer même les affaires. Il serait bon qu'il y eût une discussion à propos de cette question du Collège de France et qu'on prît enfin sur ce point une résolution définitive.

M. Pénicaud dit qu'il pourra revoir, à ce sujet, M. le Ministre de l'Instruction publique dans un délai plus rapproché (Approbation).

M. Faye donne à la commission divers renseignements sur les incidents probables de la discussion qui va s'engager au Sénat, dans la séance de ce jour, sur le projet de loi concernant les crédits supplémentaires dont il est le rapporteur.

La commission approuve complètement l'argumentation conforme, du reste, au rapport, que l'honorable membre entend opposer aux observations que M. Planié lui a déclaré vouloir présenter sur le projet de loi.

La séance est levée à 2 heures.

Le Secrétaire,

R. Bécary

Séance du 1^{er} Novembre 1887

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à une heure $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Céral, Boulanger, Jaze, Denormandie, Gouin, de Freycinet, Douhet, Merlin, Penicaud, Eissereine de Port, Léon Say.

M. Penicaud donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

Le procès-verbal est adopté.

M. Gouin donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^{er} annulation d'une somme d'un million de francs sur les crédits ouverts au ministère de la marine et des colonies au titre du budget ordinaire de l'ex. 1887 (1^{re} section: service maritime); 2^o l'ouverture d'un crédit de 10,260,140 frs au titre du budget de l'exercice 1887.

M. le Président fait observer que M. le rapporteur semble blâmer seulement le chef de la comptabilité peut ignorer ce qui s'est passé dans le cabinet du ministre. C'est donc plutôt à ce dernier que doivent s'adresser les critiques légitimes contenues dans le rapport.

M. de Freycinet ajoute qu'en tous cas, il semble plus correct de blâmer l'administration de la marine en général plutôt que de faire tomber ce blâme sur un agent spécial de ce ministère.

M. le rapporteur dit qu'il modifiera la rédaction de son rapport dans le sens qui vient d'être indiqué.

M. Harbey, ministre de la marine et des colonies est introduit et prend place au bureau.

Sur la demande de M. le Président, M. le Ministre explique comment l'administration de la

marine avait été amenée à demander primitivement un crédit de 19.139.975 frs. réduit, dans le projet de loi actuellement en discussion, à la somme de 10.260.140 frs. Cette dernière somme représente des dépenses qu'il est indispensable de solder immédiatement. Aussi la Chambre ne pouvait-elle faire autrement que d'accorder au ministre ce qu'il demandait de ce chef. Quant aux 8.879.835 frs de surplus, ils s'appliquent à la solde et à l'entretien d'un personnel d'équipages et de troupes notablement plus élevé que ne le supposaient les prévisions du budget de 1887. Grâce au système des traites au moyen desquelles sont payés ces équipages, qui sont aujourd'hui dans le Pacifique, le besoin de ce supplément de crédit n'est pas aussi immédiat et le Gouvernement a pu déférer au désir de la commission du budget qui a écarté ou plutôt ajourné la question, car il est certain qu'une demande de crédit supplémentaire s'imposera de ce chef avant la clôture de l'exercice. Peut-être sera-t-il possible de réaliser à cet égard certaines économies et de réduire le montant du crédit qui sera alors demandé, mais, dans tous les cas, ce sera fort peu de chose.

M. le Rapporteur demande à M. le Ministre si la comptabilité de la marine pourrait savoir, le 13 janvier 1888, ce qu'il y avait à payer pour achats de bâtiments neufs à l'industrie privée, s'il y avait, en un mot, à payer de ce chef 13 millions ou 6 millions.

M. le Ministre explique comment il est arrivé, en établissant le budget de 1888, à constater le déficit qui existait à cet égard. Il n'a eu pour cela, grâce à l'état des engagements de la marine qui figure comme annexe au rapport de la Chambre des Députés, qu'à faire l'addition des sommes qui restaient dues à l'industrie privée. Si le Directeur général de la comptabilité avait fait, à cette époque, ces additions, il aurait trouvé

non pas les 13 millions, car dans la marine, il y a beaucoup d'aléas et, à chaque instant, les devis de navires sont forcément modifiés, mais il aurait trouvé 11 millions, et le ministre aurait su qu'il se trouverait en présence d'une dépense de plus de six millions.

C'est à tort, ajoute M. le Ministre, qu'on a accusé mon prédécesseur d'être la cause du déficit, car on a payé, en 1887, des parts de navires dont la commande remonte à 1878. M. l'amiral Aubé n'a pas commandé plus que sa part, et moi-même n'ayant rien commandé, j'aurais eu un déficit de 7 millions sur le chap. 20, si je ne m'étais aperçu à temps de l'erreur.

Quelques observations sans importance sont encore échangées entre M. le rapporteur et M. le Ministre, qui se retire.

M. le Rapporteur donne une nouvelle lecture de certaines parties de son rapport.

Le rapport est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 2 heures $\frac{3}{4}$.

Le Secrétaire,
A. Guérin

Séance du 7 Décembre 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à 2 h. 10 minutes.

Sont présents : M. M. Férat, Boulanger, Challemel-Lacour, Demormandie, Deres, Faye, Gonin, Loubet, Lericaut, Weissmann de Nost, Girard.

M. Loubet donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ouvrir au ministre

du Commerce et de l'industrie sur l'exercice 1887 un crédit supplémentaire de 1.000.000 de francs pour les encouragements aux pêches maritimes.

M. le rapporteur explique en quelques mots l'urgence d'un vote immédiat en ce qui concerne ce projet de loi.

Le rapport est mis aux voix et adopté.

La séance est levée à 2 h. 1/2.

Le Secrétaire,
A. Bériveau

Séance du 10 Décembre 1887.

Présidence de M. Girard.

La séance est ouverte à une heure.

Sont présents: M. M. Féral, Boulanger, Desormandie, Deses, Faye, de Freycinet, Hugot, Challenet, Lacour, Loubet, Penicaud, Léon Say, Teisserenc de Bort, le baron de Guay, Girard.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet: 1° d'autoriser le ministre des Travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, une somme de trois millions offerte par la ville de Mostaganem pour l'exécution, au port de cette ville, des travaux autorisés par la loi du 29 août 1887, 2° d'autoriser les voies et moyens destinés à permettre à la ville la réalisation de ses engagements.

M. Penicaud, rapporteur, fait l'historique de l'affaire et expose l'économie du projet de loi actuellement soumis à l'examen de la commission; il rappelle ensuite la discussion qui a déjà eu lieu à ce sujet dans le sein de la commission, au mois de juin dernier, et comment M. Teisserenc de Bort

avait proposé d'appliquer en général aux travaux de cette nature le système adopté depuis longtemps en Angleterre, système qui consiste à faire payer en totalité par les villes elles-mêmes, au moyen de droits de quai et de tonnage, les dépenses d'amélioration des ports qui les intéressent.

L'en référant aux paroles prononcées, à cette époque, par le ministre des Travaux publics en réponse aux observations de M. Leissierenc de Port, M. le rapporteur démontre qu'au point de vue général, il n'y a pas d'assimilation à faire, à ce sujet, entre la France, puissance continentale, et l'Angleterre, puissance insulaire qui n'a à redouter pour ses ports aucune concurrence des chemins de fer de pénétration, et qu'au point de vue particulier du projet de loi concernant le port de Mostaganem, le droit de tonnage de 50 centimes proposé par le dit projet de loi, constitue un maximum qu'il serait impossible de dépasser. La combinaison financière sur laquelle repose le projet de loi actuellement en discussion, est donc la seule, selon lui, qui puisse être acceptée par le Sénat.

L'orateur ajoute que si le port de Mostaganem n'est pas mis dans un délai très-bref en état de recevoir les gros navires, le chemin de fer de Mostaganem à Giarret qui, dans un an ou deux ans plus tard, va être livré à la circulation, n'aura, pour ainsi dire, aucun trafic et que la garantie d'intérêts à payer par l'Etat, sera, de ce fait, beaucoup plus considérable. Il estime donc que, dans ces conditions, la commission ne peut qu'approuver le projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés.

L'honorable membre déclare qu'il a préparé un rapport dans ce sens et qu'il est prêt à en donner lecture à la commission.

M. le Président fait remarquer que le projet de loi actuel, qui vise une dépense de 3 millions,

n'est que la moitié de l'exécution d'un projet complet, primitivement proposé au Parlement et dont la dépense s'élevait à 7 millions $\frac{1}{2}$. M. l'ingénieur en chef Goutet lui a expliqué qu'il ne s'agissait, avec les 3 millions du projet de loi en discussion, que de faire une petite jetée et certains travaux d'amélioration qui seront forcément suivis plus tard d'autres travaux qui occasionneront une dépense totale de 7 millions $\frac{1}{2}$.

M. le rapporteur dit qu'il ignore cette circonstance, étant, en quelque sorte, un rapporteur de hasard, et remplaçant à l'improviste M. Curmiot, qui a eu, lui, toutes les pièces entre les mains et qui a sérieusement étudié cette affaire.

M. Péral dit que les travaux qui seront faits en vertu du projet de loi actuel ne donneront pas à la navigation toutes les commodités possibles, mais qu'ils suffiront pour mettre en exploitation le chemin de fer de Mostaganem à Tiaret.

L'honorable membre ajoute qu'il comprendrait l'hésitation de la commission à adopter la solution qu'on lui propose s'il s'agissait d'un commencement de travaux; mais il s'agit simplement de travaux d'amélioration qui répondent à des besoins urgents.

M. M. Faye et Challemeil Lacour trouvent que la première question à discuter devrait être celle-ci: le projet actuel est-il complet oui ou non? Suffira-t-il de construire dans le port de Mostaganem une petite jetée capable d'abriter quelques navires pour que le trafic du chemin de fer soit assuré?

M. M. Jacques, sénateur de l'Algérie, Grosclaude et Piron, délégués de la ville de Mostaganem, sont introduits et prennent place au Bureau.

M. le Président demande à M. M. les délégués si, dans leur pensée, le projet actuel est un projet définitif?

M. Grosclaude répond qu'il est convaincu que les travaux qui seront exécutés avec les 3 millions du projet actuel suffiront, pendant un long temps, à tous les besoins du port de Mostaganem. Si, plus tard, des travaux d'amélioration deviennent nécessaires, il est certain que grâce à ce premier outillage et à la prospérité qui résultera pour la ville de Mostaganem de l'amélioration du port et de l'exploitation du chemin de fer, cette dernière pourra les faire elle-même sans avoir besoin de recourir à l'Etat.

M. Pion ajoute que les projets auxquels vient de faire allusion M. le Président, projet de 3 millions, projet de 2 millions $\frac{1}{2}$, sont indépendants l'un de l'autre. Le projet de 3 millions aura peut-être besoin, dans l'avenir, d'être complété par celui de 2 millions et demi, cela dépendra des résultats que donnera, au point de vue de l'extension du commerce de l'alpaga, des moutons, des laines, des chevaux, la ligne de pénétration dont le port de Mostaganem sera le terminus, mais le projet de 3 millions suffit parfaitement aux besoins présents.

L'orateur expose que c'est à Tiaret que prennent naissance les hauts plateaux, plaine immense qui n'a jamais été colonisée et où se trouvent des prairies naturelles arrosées par le Chélif où l'industrie chevaline pourrait prendre un grand développement.

M. le Président fait remarquer que les trois départements de l'Algérie sont beaucoup plus prospères que les départements français, notamment ceux du midi de la France, qui n'en payent cependant aucun impôt profitant à la mère patrie, et que l'Etat est toujours obligé de faire des dépenses à leur profit. C'est là une situation qui ne saurait pourtant s'éterniser.

M. Grosclaude répond que la prospérité de l'Algérie est bien plus factice que réelle et que

si l'on faisait le relevé de la fortune nette des propriétaires algériens, on verrait qu'elle est bien inférieure à celle des propriétaires français. En Algérie, on veut aller vite et l'on ne craint pas de faire des dépenses qui trop souvent se traduisent par des mécomptes et viennent diminuer dans de notables proportions les bénéfices apparents de certaines exploitations.

L'Algérie a eu le tort de se faire trop belle. Ainsi la création du vignoble algérien est considérée en France comme une affaire splendide; la vigne, en effet, rapporte 5 ou 600 frs par hectare, mais on ne tient pas compte des dépenses de défrichement, des aléas et des mécomptes de toute sorte, qui viennent annihiler ou diminuer ce rendement.

M. le Baron de Guay dit que les cultivateurs sont bien heureux, en France, de retirer 50 francs de chaque hectare, bien qu'ils payent beaucoup d'impôts tandis qu'on n'en paye guère en Algérie.

M. Prion répond que ce chiffre de 5 à 600 frs par hectare est un lapsus de M. le Maire de Mostaganem. On offre 18 frs de l'hectolitre de vin en Algérie et chaque hectare donne une moyenne de 18 hectolitres. Cela ferait 450 frs s'il ne fallait déduire de cette somme les frais de défrichements, les ravages causés par le siroco et des dépenses de toute espèce. En Algérie, il faut tout créer et l'on ne commence guère à y récolter sérieusement que depuis cinq ou six ans.

M. Jacques donne à la commission des renseignements complémentaires sur les points suivants.

Il est bien vrai que le projet primitif concernant le port de Mostaganem comportait une dépense de 2.500.000 frs. Il s'agissait de créer un port complet et tout à fait outillé. On a trouvé que l'effort à demander au Gouvernement serait trop grand et l'on a dit... faisons d'abord

des quais et une jetée... Et sans modifier le projet primitif, on l'a réduit à ces travaux essentiels qui comportent une dépense de 3 millions. Ces trois millions demandés à l'Etat suffiront amplement aux besoins actuels et si, dans l'avenir, il est nécessaire de faire des travaux complémentaires pour une somme de 3.500.000 frs, cette somme pourra être fournie par la ville elle-même avec ses propres ressources et sans rien demander au budget de l'Etat.

La prospérité de l'Algérie, comme l'a dit M. le Maire de Mostaganem, est beaucoup plus factice que réelle. On ne peut plus guère, aujourd'hui, compter sur les céréales en Algérie et si les vins, il y a deux ans, se sont bien vendus, c'est que la récolte avait manqué en Italie et en Espagne. L'année dernière ces deux pays ont produit beaucoup de vin, et les propriétaires Algériens ont été obligés de vendre leurs vins jusqu'à 11 frs l'hectolitre. Le Crédit Foncier fait beaucoup de prêts en Algérie; s'il était possible d'apporter à la commission les journaux relatant les saisies immobilières pratiquées en Algérie, elle verrait que les expropriations y ont été très nombreuses et que si elles ne l'ont pas été d'avantage, c'est à cause de la difficulté de vendre les terrains ainsi expropriés. Si l'on imposait à l'Algérie les mêmes impôts qu'à la France, on ferait la même chose qu'en voulant imposer à un cheval de deux ou trois ans le travail d'un cheval de cinq ans, on l'écraserait.

M. le Président remercie de leurs explications
M. M. les Délégués qui se retirent.

La séance est suspendue à 2 heures pour être reprise à l'issue de la séance publique.

La séance est reprise à 2 h. 1/2.

M. Poncaud donne lecture du rapport qu'il a préparé et qui conclut à l'adoption du projet de loi.

M. Escissereuc de l'Orb rappelle qu'il a

décline l'honneur d'être rapporteur de ce projet de loi et qu'il ne voudrait pas être un obstacle à ce qu'on fit un port à Mostaganem. Il fait simplement observer que la commission avait décidé d'une manière générale qu'elle ne voulait plus autoriser le commencement de travaux nouveaux en présence du chiffre énorme des travaux déjà commencés. Or le travail qu'il s'agit d'exécuter dans le port de Mostaganem est, en réalité, un travail nouveau, qui ne comporte pas, comme on pourrait le croire en lisant le projet de loi actuel, une dépense de 3 millions, mais une dépense de 2 millions et demi, sans compter les dépenses imprévues. Est-ce que la commission n'est pas effrayée du nouvel engagement qu'elle va faire prendre par l'Etat ?

M. le rapporteur répond que si la dépense de 3 millions, visée par le projet de loi actuel, n'est pas suffisante pour mettre en état le port de Mostaganem, il faut admettre que l'ingénieur en chef du département, le Conseil général des ponts et chaussées, le ministre des travaux publics et la Chambre des Députés ont été bien imprudents en acceptant cette dépense de 3 millions. On aurait dû déclarer que cette somme était tout à fait insuffisante et que la dépense devait s'élever, en réalité, à la somme de 7.500.000 frs.

L'honorable membre démontre que le système proposé, au mois de juin dernier, par l'honorable M. Geissereuc de Fort, tout séduisant qu'il soit, ne saurait être appliqué en France comme il peut l'être en Angleterre, et que, dans l'espèce, le droit de tonnage qu'on serait obligé d'établir dans le port de Mostaganem serait un droit tout à fait prohibitif, qui empêcherait le port de vivre et tuerait du même

coup le trafic probable de la ligne de Mostaganem à Tiarret.

M. Ceissereuc de Port dit qu'il ne veut pas engager une nouvelle discussion sur les idées qu'il a exposées à la commission au mois de juin dernier. Il se contentera, en ce qui concerne le projet de loi en discussion, de répondre à M. le rapporteur : 1^o qu'il ne lui est nullement démontré que la ligne de Mostaganem à Tiarret soit l'unique débouché des produits des hauts plateaux ; 2^o que le droit de tonnage de 30 centimes proposé pour le port de Mostaganem ne constitue nullement un maximum qui ne peut être dépassé, car si l'on fait réellement gagner 3 frs aux marchandises des hauts plateaux en leur offrant un débouché par le port de Mostaganem, on peut bien leur demander 2 frs 30 pour alléger les charges de l'Etat.

M. Léon Say dit que ce qui l'a particulièrement frappé dans la discussion qui vient d'avoir lieu, c'est l'observation faite par M. le Président que l'opération pour laquelle on demande aujourd'hui une somme de 3 millions est en réalité une opération comportant une dépense de 2 millions $\frac{1}{2}$. Les ingénieurs, le conseil général et la Chambre des Députés ont pu se laisser entraîner ; ce n'est pas une raison pour que l'on n'examine pas à fond ce côté de la question. Il faut que la commission sache si le fait avancé par M. le Président est contesté et pourquoi il est contesté.

M. le rapporteur dit que la question a été vidée par la loi du 29 août 1885. Le projet actuel n'est en somme qu'un moyen d'exécution de cette loi.

M. le Président répond que la loi de 1885, qui disait que les travaux du port de Mostaganem devraient être exécutés au moyen des ressources ordinaires du budget, ne prévoyait pas le système

financier qui est actuellement proposé et qui aboutit à créer un troisième budget qui vient s'ajouter aux deux autres.

M. Ceisserenc de Bort fait remarquer que l'art 2 de la loi de 1885 disait primitivement que la dépense serait prélevée sur les ressources inscrites au chapitre des dépenses pour l'amélioration des ports. La rédaction de cet article fut modifiée, sur l'observation de M. Buffet, et la loi dit que la dépense serait prélevée sur les ressources du budget ordinaire du ministère des travaux publics. Pourquoi ne pas rester dans les termes de cette loi, ou, si l'on veut accélérer l'exécution des travaux, pourquoi ne pas créer un droit de tonnage de nature à diminuer la charge de l'Etat?

M. Léon Say partage cette manière de voir.

M. de Freycinet dit qu'il se rangerait volontiers à l'opinion de M. de Ceisserenc de Bort si l'on n'avait pas fait valoir cet argument qui l'a particulièrement frappé: que la non-exécution des travaux entraînerait une garantie d'intérêts beaucoup plus considérable à payer par l'Etat. Dans ces conditions, il croit, comme M. le rapporteur, qu'il y a lieu d'adopter le projet de loi.

M. Lérat parle dans le même sens.

A la suite d'un nouvel échange d'observations entre M. M. Léon Say, Lérat, le Président et le rapporteur, les conclusions du rapport sont mises aux voix. Elles sont repoussées par six voix contre cinq.

La séance est levée à 3 h. $3\frac{1}{4}$.

Le Secrétaire,
R. Béranger

Séance du 13 Décembre 1887.

Présidence de M. Coisserenc de Nort.

La séance est ouverte à 3 heures.

Sont présents : M. M. Boulanger, Denormandie, Denis, de Freyinet, Gonin, Poncaud, Léon Say, Coisserenc de Nort.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1^o la régularisation de décrets rendus en conseil d'Etat qui ont ouvert des crédits sur les exercices 1886 et 1887 ; 2^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur les exercices 1886 et 1887 ; 3^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés et clos.

M. Boulanger passe successivement en revue les crédits qui, à la Chambre des Députés, ont été l'objet des observations de M. d'Aillières, et rappelant brièvement les réponses faites à ce dernier par M. le Ministre des finances, démontre que ces crédits visent des dépenses obligatoires que le Parlement ne peut se refuser de voter.

Ces explications ne donnant lieu à aucune observation et M. Boulanger est autorisé par la commission à rédiger son rapport dans le sens qui vient d'être indiqué et à le déposer dans le plus bref délai possible sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à 3 h. 1/2.

Le Secrétaire ;

A. Guinon

Séance du 1^{er} Décembre 1887.

Présidence de M. Geisserenc de Port.
Vice-Président.

La séance est ouverte à 4 h. 15 minutes.

Sont présents: M. M. C. Boulanger, Bozérien, Challemel-Lacour, Cordier, Cuninot, Denormandie, Deres, de Freycinet, Gouin, Hugo, Le baron Le Guay, Mage, Mazeau, Merlan, Ponicand, Léon Say, Geisserenc de Port.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un Président, d'un vice-Président et d'un secrétaire en remplacement de M. M. Girard, Fays et Loubet, nommés ministres.

Il est procédé au scrutin pour l'élection du Président.

Le dépouillement des votes donne les résultats suivants:

Nombre des votants	17
Majorité absolue	9
Ont obtenu:	
M. M. Léon Say	16 voix
" " de Freycinet	1

M. Léon Say, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est élu Président en remplacement de M. Girard.

Il est ensuite procédé au scrutin pour l'élection d'un Vice-Président.

Le dépouillement des votes donne les résultats suivants:

Nombre des votants	17
Majorité absolue	9
Ont obtenu:	
M. M. Gouin	16 voix
" " Challemel-Lacour	1

En conséquence M. Gouin est élu vice-président.

en remplacement de M. Faye.

Le scrutin pour la nomination d'un secrétaire donne les résultats suivants:

Nombre des Votants — 17

Majorité absolue — 9

Ont obtenu :

M. M. Hugot — 15 voix

" " Boulanger — 1 —

" " Maréau — 1 —

M. Hugot est nommé secrétaire en remplacement de M. Soubet.

M. le Président propose à la commission de désigner le rapporteur général du budget de 1888.

Cette proposition est adoptée.

M. Léon Say dit qu'il n'est pas nécessaire de recourir au scrutin pour cette désignation, tous les membres de la commission étant d'avis de nommer M. Ernest Boulanger rapporteur général (Assentiment).

M. Boulanger est nommé rapporteur général du budget de 1888.

M. le Président invite M. Léon Say à venir le remplacer au fauteuil de la présidence.

Présidence de M. Léon Say.

M. le Président, en prenant place au fauteuil, remercie la commission du témoignage de confiance qu'elle vient de lui accorder et dit qu'il fera tous ses efforts pour se rendre digne de cette confiance, en apportant tout son zèle aux travaux si nombreux et si importants qui incombent à la commission des finances du Sénat.

Il informe la commission qu'un avis lui est demandé par la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'assurer, à titre de récompense nationale, des pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848 et à leurs ascendants.

veuves et orphelins.

Le rapport de cette commission conclut à l'adoption du projet de loi.

M. Challenet-Lacour demande si l'on a fait des recherches pour savoir quel est le nombre des survivants des blessés de février, de leurs veuves non remariées et des orphelins qu'ils ont laissés.

M. Maze répond que le résultat de ces recherches doit être consigné dans le rapport de la Chambre des Députés.

M. Boulanger voudrait savoir si ces pensions seront données à tous les survivants blessés de février sans distinction ou seulement à ceux qui en ont besoin.

M. Challenet-Lacour déclare que, pour sa part, il n'est pas assez éclairé sur ces diverses questions. Il demande, en conséquence, que l'examen de ce projet de loi soit ajourné jusqu'à ce que la commission spéciale ou le Gouvernement ait fourni des éclaircissements à cet égard.

Plusieurs membres appuient cette proposition.

L'ajournement, mis aux voix, est adopté.

La commission décide qu'elle se mettra en rapport avec M. le Président et M. le rapporteur de la commission spéciale pour avoir les renseignements qui lui manquent et pouvoir statuer dans une séance ultérieure.

La séance est levée à 5 heures 5 minutes.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 16 Décembre 1887.

Présidence de M. Léon Say.

La séance est ouverte à 2 heures $\frac{1}{2}$.

Sont présents: M. M. Boulanger, Bozérian, Challemel-Lacour, Hugot, Denormandie, de Freycinet, Le Guay, Maze, Mazeau, Merlin.

M. Merlin donne lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à approuver par décret la prorogation de surfaces d'octroi.

Le rapport est adopté sans observation.

M. le Président invite la commission à examiner le projet de loi, adopté hier par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture sur l'exercice 1888 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1888.

M. de Freycinet appelle l'attention de la commission sur le changement de rédaction introduit par la Chambre des Députés dans le libellé du chap. 17 de la 1^{re} section, 2^e partie, du ministère de l'intérieur: «Dépenses secrètes de sûreté générale», qui s'intitulerait désormais: «Agents secrets de la sûreté générale». Il y aurait peut-être sur ce point des réserves à faire dans le rapport.

M. le Président se demande, en effet, si ce changement de rédaction ne va pas modifier, au point de vue du contrôle, la situation du Gouvernement vis-à-vis de la Cour des Comptes. Cette dernière ne va-t-elle pas tirer argument du titre nouveau pour exiger des justifications?

M. Maze fait observer que la transaction intervenue à ce sujet entre la commission du budget et le ministre de l'intérieur a été beaucoup

plus politique que financière, et que le moment ne lui semble pas bien choisi pour faire des observations à cet égard.

M. de Freycinet ne voudrait pas que la commission semblât donner son adhésion à une dénomination qui change complètement la nature des fonds secrets. Il ne demande, pour sa part, qu'une chose : c'est que le rapport dise que la question de la dénomination du chapitre 17 demeure réservée.

M. Rogerian déclare partager cette manière de voir.

M. le Président propose à la commission d'entendre sur ce point M. le Ministre de l'Intérieur.

Cette proposition est adoptée.

M. Boulanger donne des explications sur les deux dispositions particulières qui font l'objet des articles 6 et 9 du projet de loi, et propose à la commission de les adopter.

A ce moment, M. Sarrien, ministre de l'Intérieur, est introduit et prend place au bureau.

Interrogé sur le changement de rédaction du titre du chapitre 17 de son ministère, M. le ministre fait connaître à la commission ce qui s'est passé, à cet égard, entre lui et la commission du budget. Cette dernière lui a demandé s'il accepterait une réduction sur le crédit des dépenses secrètes de sûreté générale. Il a répondu qu'il n'acceptait aucune réduction sur le crédit de 2 millions voté pour 1887, que les douzièmes provisoires, par suite de l'accord intervenu entre la commission du budget et le Gouvernement, avaient été établis conformément aux propositions faites par ce dernier dans le budget rectifié, et que venir faire une exception pour un ministère spécial constituerait un acte de défiance qu'il ne saurait accepter. Il a ajouté qu'il ne s'opposera peut-être pas à cette rédaction lorsque la question du fond sera débattue et

qu'en attendant, il n'usera du crédit de 2 millions
porté au chap. 17 que dans la limite nécessaire
pour la défense des intérêts qui lui sont confiés. —
« Vous engagez-vous, lui a-t-on dit, à ne pas
subventionner la presse ? » Il a répondu qu'il
prenait volontiers cet engagement, et il a enfin
accepté, comme ne présentant aucun inconvénient,
la substitution des mots « agents secrets » à ceux
de « dépenses secrètes ».

M. le Président demande à M. le Ministre
s'il a l'intention d'introduire d'ores et déjà
ce changement de rédaction dans la loi, ce qui
serait engager la question et enlever en quelque
sorte au Parlement la faculté de l'examiner
à nouveau quand viendra la discussion du
budget général.

M. le Ministre répond que cette
substitution ne lui a pas semblé aussi grave
qu'elle paraît à la commission et qu'il l'a
acceptée parce qu'elle lui paraissait répondre
aux préoccupations de la Chambre des Députés.

M. le Président dit que ce que redoute
la commission, c'est qu'avec ce nouvel intitulé,
les dépenses du chap. 17 perdant leur caractère
de dépenses secrètes. La Cour des Comptes, en
effet, ne pourra-t-elle pas, en s'appuyant sur
la dénomination nouvelle, demander au
Gouvernement des justifications ?

M. le Ministre répond que, suivant lui,
l'emploi du crédit doit rester dans les mêmes
conditions qu'auparavant et qu'il ne doit compte
de cet emploi qu'au Président de la République.
Si la Cour des Comptes, sous prétexte que les
fonds du chapitre 17 ont été donnés à des agents,
pouvait demander des justifications, il n'y
aurait plus de police secrète, et l'on en a besoin
aujourd'hui plus que jamais. En acceptant
la substitution proposée par la commission
du budget le ministre a voulu seulement

répondre à cette préoccupation d'un grand nombre de Députés qui s'imaginent à tort ou à raison qu'une partie des fonds du chap. 17 est employée à subventionner la presse.

M. Challemel-Lacour fait remarquer que cette garantie pour la Chambre est illusoire si on ne lui donne pas, en même temps, le droit de s'occuper de l'emploi des fonds secrets.

M. le Ministre rappelle qu'en 1848, ce contrôle a existé, qu'il n'y a plus eu dès lors de dépenses ni de police secrète et qu'il en est résulté les journées de juin.

M. le Président demande à M. le Ministre quel inconvénient il verrait à maintenir l'ancienne dénomination jusqu'au moment où sera voté le budget définitif, après les explications qu'il a données à ce sujet à la Chambre.

M. le Ministre répète que le changement de rédaction voté par la Chambre ne présente, à ses yeux, aucun inconvénient, que la situation ne sera pas sensiblement changée et que, du reste, dans le conseil des ministres, ni M. Falières ni M. Faye n'ont fait d'objection contre la substitution des mots « agents secrets » à ceux de « dépenses secrètes ».

M. Poincaré donne lecture de plusieurs passages des rapports de M. M. Pichon et Yves Guyot, et dit qu'il craint que la Cour des Comptes, s'emparant de ces diverses interprétations, ne s'en arrive à demander la justification des dépenses qui jusqu'à présent ont échappé à son contrôle et qui doivent, en effet, lui échapper.

M. le Ministre répond qu'il ne faut pas confondre les agents de la police municipale, dont les noms figurent sur les états de cette police, avec les agents secrets proprement dits, dont le nom ne figure nulle part. Les dépenses nécessitées par ces agents échapperont toujours au contrôle de la Cour des Comptes.

M. de Freycinet dit que le Gouvernement, pourrait toujours laisser subsister l'ancienne dénomination dans le décret. D'après le rapport même de M. Yves Guyot, c'est seulement dans le budget définitif que le titre du chap. 17 doit être changé.

M. le Ministre dit qu'il a voulu surtout maintenir l'intégralité du crédit, en réservant le fond. Il ne voit donc pas d'inconvénient à accepter la proposition que l'honorable M. de Freycinet vient de formuler.

M. le Président remercie de ses explications M. le Ministre qui se retire.

M. Fallières, garde des sceaux, ministre de la justice, est introduit et prend place au bureau.

Il fait savoir à la commission qu'il vient de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1887. Le premier de ces crédits concerne le ministère de la justice, il est indispensable pour payer, pendant le mois de décembre, les magistrats de Paris, le crédit affecté à cet objet étant complètement épuisé par suite d'une erreur de prévision basée sur les vacances probables d'emplois. Le second est relatif au chauffage des divers locaux du ministère de la guerre, et ne comporte qu'une dépense de 5000 frs, qui est également indispensable.

M. le Ministre demande à la commission de vouloir bien rapporter immédiatement le dit projet de loi.

M. Boulanger est désigné comme rapporteur.

M. le Ministre se retire et la séance est suspendue à 3 h. 1/2.

Elle est reprise à 4 h. 1/2.

M. Boulanger donne lecture du rapport.

sur le projet de loi relatif aux douzièmes provisoires.

Le rapport est adopté.

M. Boulanger donne ensuite lecture de trois rapports sur trois projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet :

Le premier, l'ouverture et l'annulation de divers crédits sur l'exercice 1887 (Traitement des magistrats ;

le 2^e, l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 150.000 frs destiné à l'acquisition d'un immeuble pour la légation de France à Tokio ;

le 3^e, l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1887, d'un crédit de 298.000 frs applicable à la modification des monte-charges du nouvel hôtel des postes.

Les trois rapports sont adoptés.

La séance est levée à 4 h. 1/2.

Le Secrétaire,
A. Béranger

Séance du 17 Décembre 1887.

Présidence de M. Léon Say.

La séance est ouverte à 1 heure.

Sont présents : M. Bérat, Boulanger, Challemiel-Lacour, Denormandie, Devès, Hugot, de Freycinet, Mageau, Penicand, Léon Say, Cresserenc de Port.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, depuis la veille, et tendant à l'ouverture d'un crédit de 11.518.000 frs au budget ordinaire du ministère de la guerre comme conséquence de la suppression de la gestion du service des

fournages à l'entreprise.

M. le Président fait un court historique de la question et rappelle à la commission dans quelles circonstances l'amendement de M. René Wrice, ramenant le chiffre du crédit de 11.618.000 frs à 4.371.000 frs, a été voté hier par la Chambre des Députés, et remplace l'article unique du projet du Gouvernement.

M. le Ministre de la guerre ayant déclaré qu'il se tenait à la disposition de la commission, M. le Président invite cette dernière à se mettre d'accord sur les questions qu'elle aura à lui poser.

M. M. Boulanger, Hugot et Pénicaud résument tour à tour la discussion qui a eu lieu, hier, à la Chambre des Députés, et lisent divers passages des discours de M. M. Cavaignac et Casimir Perier.

M. M. le général Logerot, ministre de la guerre et Loubet, ministre des Travaux publics, sont introduits et prennent place au bureau.

M. le Président dit que le projet de loi en discussion soulève d'abord une question politique sur laquelle la commission a besoin d'avoir l'avis du Gouvernement. Cette affaire, en effet, dans laquelle sont engagés et les principes administratifs, et les principes économiques agricoles, est assez grave pour mériter une discussion approfondie. Or, le Sénat, à cette époque de la session, n'est véritablement pas en mesure de commencer et de mener à bonne fin des délibérations de cette nature. Dans le cas où la commission proposerait l'ajournement de la délibération, le Gouvernement s'y opposerait-il, et, dans le cas où il l'accepterait, quelle serait la situation de l'administration de la guerre?

M. le Ministre de la guerre répond que dans le cas où la question serait ajournée, il

serait obligé de prolonger les marchés pour deux ou trois mois, ce qui entraînerait pour l'Etat une dépense de un million environ.

M. le Président demande à M. le Ministre si, dans sa pensée, l'ordre du jour du 29 octobre 1897 a créé une situation politique telle qu'il faille en tenir le plus grand compte.

M. le Ministre répond qu'il le croit fermement car il n'y a pas seulement l'ordre du jour du 29 octobre, il y a la discussion d'hier et le vote du projet de loi qui l'a suivie.

M. Loubet, ministre des travaux publics, dit qu'il existe à la Chambre une majorité composée des différents groupes agricoles, pour demander l'exécution de l'ordre du jour de M. René Erice, et qu'il serait peut-être imprudent de heurter de front cette majorité, déjà considérable et qui tend encore à s'augmenter. On a demandé hier, il est vrai, un crédit inférieur aux 11 millions proposés pour la substitution de la gestion directe à la gestion à l'entreprise; ce n'était pas pour reculer, mais pour amorcer l'affaire et enlever la majorité. Il est évident que le Sénat ne peut pas examiner et résoudre en une heure une aussi grosse question, il peut l'ajourner, et cet ajournement, il est vrai, en entraînant le renouvellement des marchés pour trois mois, imposera un sacrifice au trésor, mais l'orateur préférerait encore cette solution au rejet du projet de loi.

M. le Ministre de la guerre dit qu'au point de vue militaire, il préférerait le rejet.

M. le Ministre des travaux publics fait remarquer qu'il n'a parlé qu'au point de vue politique.

M. le Président demande à M. le Ministre de la guerre si c'est un changement complet ou un changement graduel dans le système adopté en matière de fourrages militaires qu'a voulu la Chambre des Députés.

M. le Ministre répond qu'il ne peut pas dire quelles sont les intentions de la Chambre. Si elle avait eu l'intention de supprimer complètement la gestion à l'entreprise, elle aurait voté les 11 millions qu'on lui demandait. En ne votant que 4.377.000 frs, elle a semblé vouloir se contenter d'une simple extension de la gestion directe et établir un système mixte, le meilleur système, aux yeux de M. le Ministre, en matière de fournitures de fourrages militaires, car suivant les diverses régions il convient de s'adresser ou au système de la gestion directe ou au système de l'entreprise au mieux des intérêts des cultivateurs et du trésor. Pour M. le Ministre de la guerre, le vote de la Chambre signifie qu'il lui faut vingt places soumises au régime de la gestion directe, il en aura 24 ou 26.

M. Boulanger dit qu'il semble résulter cependant de la discussion que ce qu'a voulu la Chambre des Députés, c'est la substitution complète de la gestion directe à la gestion à l'entreprise.

M. le Ministre répond qu'il est monté à la tribune pour déclarer qu'il lui était impossible de procéder avec 4.377.000 frs à un changement complet qui exige 11.648.000 frs.

M. le Président remercie de leurs explications M. M. les Ministres, qui se retirent.

M. le Général Campenon, sénateur, ayant demandé à être entendu par la commission, est introduit et prend place au bureau.

M. le Président lui donne la parole.

M. le Général Campenon dit que son intention est de demander à la commission, dans le cas où elle adopterait le projet de loi, de vouloir bien expliquer, dans son rapport, dans quel sens le Sénat peut s'associer au vote de la Chambre des Députés.

Il est clair que le passage à la gestion

directe exige un crédit de 11.648.000 frs. Le vote du crédit de 4.377.000 frs implique, de la part de la Chambre des Députés, la volonté de ne rendre à la gestion directe qu'un certain nombre de places dans la proportion de ce crédit, le statut qui continuant à subsister pour les autres places.

En expliquant que tel sera le sens du vote émis par le Sénat, la commission, suivant l'orateur, peut parfaitement conclure à l'adoption du projet de loi.

M. le Président demande à M. le Général Campenon quel serait, au point de vue administratif, l'inconvénient de l'ajournement de la question.

M. le général Campenon répond que le ministre serait obligé de proroger ses marchés et qu'il se trouverait à cet égard dans de mauvaises conditions, c'est-à-dire en face d'entrepreneurs dont la position est mauvaise.

M. le Général Campenon se retire.

M. de Freycinet fait observer qu'il y a une question bien plus importante que celles qui viennent d'être discutées, c'est celle de savoir quel est, des différents systèmes proposés, le plus avantageux pour l'Etat. Cette question a été abordée dans la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés, mais elle n'a pas été tranchée. La commission ne possède pas non plus, suivant l'orateur, les éléments nécessaires pour la trancher. Si la commission propose l'adoption du projet de loi, elle engage le Sénat sur le fond même de la question. Dans ces conditions, l'honorable membre demande qu'on ajourne la discussion du projet de loi jusqu'à la rentrée. A ce moment, il pourra être l'objet d'une étude approfondie.

M. Demormandie appuie cette proposition.

Elle est mise aux voix et adoptée.

Après une courte discussion sur la question de savoir si le rapport devra contenir

certaines indications sur la conduite que devra tenir
M. le Ministre de la guerre, s'il devra proroger les
marchés pour un an ou pour trois mois seulement.
La commission décide qu'elle laissera l'adminis-
tration de la guerre agir sous sa responsabilité
particulière.

M. M. Boulanger, Héral et Hugot
ayant successivement décliné le mandat de
rapporteur, la commission décide, sur la
proposition de M. Denormandie, que M. le
Président présentera un rapport verbal pour
faire connaître au Sénat la résolution de
la commission.

La séance est levée à 3 heures $\frac{1}{2}$.

Le Secrétaire
R. Bénière